

Dédicace

A nos parents M. et Mme Youmen

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos remerciements à tous ceux qui ont, de près ou de loin, concouru à la réalisation du présent travail. Nous pensons particulièrement à notre directeur de mémoire, M. Clément NIMESSI pour ses conseils et ses encouragements, et notre co-directeur, M. ONANA ATOUBA, pour ses conseils.

Nous n'oublions pas M. Adolphe TCHINDA, de la *Cameroon Postal Services* (CAMPOST), pour sa disponibilité ;

M. Godlove CHEO, Chef de la cellule de Traduction du ministère des Finances pour ses encouragements et pour les documents généreusement mis à notre disposition ;

M. Aurelien KAMGA, Traducteur à Express Union pour sa disponibilité permanente ;

M. Gaston NANAWA, Chef d'agence du Crédit Mutuel pour ses divers éclairages et

M. MOUSTAPHA du point de vente Orange Money de la Cité-verte pour sa gentillesse.

Nous adressons enfin nos remerciements au Seigneur Jésus-Christ qui a pourvu à tous nos besoins tout au long de notre formation à l'ISTI de Yaoundé.

RESUMÉ

Le présent mémoire porte sur la terminologie bilingue relative à l'impact du transfert de fonds des migrants sur le développement du Cameroun. En effet, plusieurs personnes effectuent des virements mais ne connaissent pas leur apport sur le développement du pays.

Pour mener à bien nos recherches, nous nous sommes rendu dans des structures opérant dans le transfert de fonds, pour connaître les tendances des transferts, les types de clients, les destinations les plus sollicitées. Nous avons également visité certains ménages récipiendaires de transferts de fonds, pour connaître à quelles fins l'argent transféré est utilisé. Nous avons tenté d'identifier les mécanismes qui gouvernent l'activité du transfert de fonds, de quantifier les canaux formels et informels qu'ils empruntent, leur répartition et leur utilisation.

Nous sommes arrivés à la conclusion selon laquelle les effets des envois de fonds des Camerounais de la diaspora ne sont pas tous positifs. Leur afflux d'argent provoque parfois l'inflation, qui à son tour pose de réels problèmes aux dirigeants du pays. Cependant, nous leur avons proposé des recommandations.

Une analyse terminologique des termes relatifs au transfert de fonds a été faite. Dans cette analyse, nous pouvons découvrir l'origine et la régionalisation des termes liés au transfert de fonds, la richesse terminologique toujours nouvelle grâce au génie créateur du banquier. Les fiches terminologiques bilingues, les glossaires et les lexiques qui seront utiles aux utilisateurs des langues française et anglaise.

ABSTRACT

This dissertation studies the impact of migrant's remittances on the development of Cameroon. In fact many persons transfer money, but don't have the idea of the impact of those remittances on the development of the country. In order to carry out our research, we went to money transfer companies in order to know the trends of transfer, type of customers and countries where money is transferred the most. We also went into families receiving remittances, to know how they spend money.

We have tried to identify mechanisms governing the activity of funds transfer, to quantify formal and informal remittances, their distribution and their use. We concluded that the effects of the Cameroonian diaspora remittances are not always positive; they sometimes lead to inflation that is harmful for the country. However, recommendations have been suggested to them.

We made a terminological analysis of terms linked to funds transfer. It includes bilingual terminological sheets, glossaries and lexis of funds transfer, which will be useful to the users of English and French.

AVIS AU LECTEUR

Il faut rappeler que le présent mémoire de fin d'études n'est pas rédigé par une étudiante d'une école de finance ou de commerce, ni par une spécialiste du domaine financier ou bancaire, mais plutôt par une élève traductrice qui a été intéressée par le domaine du transfert de fonds, et qui a effectué des recherches afin d'élaborer un document terminologique portant sur le transfert de fonds au Cameroun.

Par conséquent, notre travail est fondamentalement de nature terminologique. Il permettra aux traducteurs et à toute autre personne intéressée de mieux comprendre les termes récurrents relevant du domaine du transfert de fonds.

Lors de nos recherches, nous avons constaté que lorsque nous parlons de transfert de fonds et développement, cela concerne beaucoup plus le transfert des migrants¹. Pour cela, la deuxième partie de notre premier chapitre traite en partie du transfert de fonds des migrants camerounais.

¹ Toute personne qui vit hors de son pays de naissance depuis plus d'un an.

TABLE DES MATIERES

DÉDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
RESUMÉ	iii
ABSTRACT.....	iv
AVIS AU LECTEUR	v
TABLE DES MATIÈRES	vi
REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	viii
PREMIÈRE PARTIE	1
INTRODUCTION.....	2
1. Genèse et justification du sujet	2
2. Objet de l'étude et hypothèse de recherche	2
3. Type de mémoire	3
4. Méthode d'analyse employée/ cadre théorique ou méthodologique.....	3
5. Résultats escomptés et apport de ce travail à la profession au Cameroun	4
CHAPITRE 1: LE TRANSFERT DE FONDS	5
1. Qu'est ce que le transfert de fonds ?.....	5
2. Historique du transfert de fonds.....	6
2.1 Dans le monde	6
2.2. Au Cameroun	7
3. Etat des lieux du transfert de fonds au Cameroun	8
4. Fonctionnement du transfert de fonds au Cameroun	9
4.1. Description d'une opération de transfert de fonds	9
5. Types de transfert de fonds.....	10
5.1. Les transferts nationaux/ internes/domestiques.....	11
5.2. Les transferts internationaux	12
5.3. Les transferts formels.....	12
5.4. Les transferts informels.....	13
6. Quelques opérateurs du transfert de fonds au Cameroun.....	14
CHAPITRE 2: L'IMPACT DU TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS SUR LE DÉVELOPPEMENT AU CAMEROUN	21
1. Sur le plan social.....	21
1.1. Avantages.....	21

1.2. Inconvénients	22
2. Sur le plan économique	23
2.1. Avantages	23
2.2. Inconvénients	25
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	26
DEUXIÈME PARTIE	28
CHAPITRE 1: ANALYSE TERMINOLOGIQUE.....	29
1. La méthodologie de l'analyse terminologique	29
1.1. Les étapes de l'analyse terminologique	29
1.1.1. La recherche documentaire et la sélection du corpus.....	29
1.1.2. Le dépouillement du corpus.....	30
1.1.3. L'élaboration des dossiers terminologiques	30
1.1.4. La création des fiches	30
2. Les particularités du langage postal et bancaire relatif au transfert de fonds.....	31
2.1. La déterminologisation	31
2.2. La terminologisation.....	32
2.3. L'emprunt.....	32
2.4. La synonymie	32
2.5. Les variantes.....	33
2.6. Le calque	33
2.7. La collocation.....	33
2.8. Les faux amis	34
3. Dossiers Documentaires	34
3.1. Dossier documentaire anglais.....	36
3.2. Dossier documentaire français	83
4. Liste des vedettes	135
5. Comment lire une fiche terminologique ?.....	136
6. Fiches terminologiques bilingues	137
CHAPITRE 2: GLOSSAIRES ET LEXIQUES	160
2.1. Glossaire français /anglais	160
2.2. Lexique anglais /français	165
2.3. Lexique français /anglais	168
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	171
BIBLIOGRAPHIE / WEBOGRAPHIE	172
ANNEXES	

REVUE DE LA LITTÉRATURE

Le service du transfert de fonds a fait l'objet de nombreux travaux (rapports de la banque mondiale, articles scientifiques, symposiums internationaux, conférences, thèses et mémoires).

Nous pouvons citer notamment l'article intitulé : «*Transferts financiers des migrants et financement du développement en Afrique Subsaharienne*» de Gérard TCHOUASSI (2005) qui s'intéresse essentiellement au transfert des migrants en Afrique Subsaharienne.

Papa Amadou SARR² (2009) a publié : «*Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal*» qui traite principalement des transferts de fonds au Sénégal.

Notre mémoire s'intéressera essentiellement à la terminologie relative au transfert de fonds des migrants camerounais vers le Cameroun et de son apport sur l'économie nationale.

² Doctorant à l'EHESS à Paris dans la Formation doctorale «Sociétés, Territoires, Développement », option Economie du développement et assistant de recherche au Centre de Développement de l'OCDE.

**PREMIÈRE
PARTIE**

INTRODUCTION

GENESE ET JUSTIFICATION DU SUJET

La présente analyse porte sur le transfert de fonds. Nous avons choisi ce thème parce qu'il constitue un sujet d'actualité. Il suffit de voir l'affluence dans les sociétés de transfert d'argent au Cameroun pour comprendre l'importance de ce mécanisme puisqu'il ne se passe pas un jour sans que des personnes n'envoient de l'argent soit aux membres de leurs familles, soit à leurs amis, pour une raison ou une autre. Mais ces personnes n'ont généralement aucune idée de l'apport de ces virements sur l'économie nationale, puisque ce n'est pas l'objet premier de leurs transactions. Cet objet intéresse plutôt les économistes, les banquiers, et autres chercheurs en sciences économiques.

ORIGINALITE DU SUJET

Lors de nos recherches, nous avons rencontré de nombreux traducteurs, et nous avons constaté que plusieurs d'entre eux ne maîtrisent ni la terminologie bilingue relative au domaine du transfert de fonds, ni les définitions de plusieurs termes y relatifs. Ils ne disposent d'ailleurs pas souvent d'un document des terminologies consacrées du domaine des transferts de fonds. Nous avons en outre remarqué que la BRI (Banque des Règlements Internationaux), dans sa base de données, disposait certes de terminologies bilingues, mais ceux-ci n'étaient définis que dans le contexte du document dans lequel ils étaient utilisés, et ne comportaient aucun autre détail.

Le présent mémoire ambitionne de faire office d'outil de référence au service, non seulement de tout chercheur qui aimerait s'orienter dans ce domaine, mais aussi de tous les traducteurs désirant se lancer dans la traduction des textes relatifs au transfert des fonds. Ils exploiteront ainsi de la terminologie proposée à la fin de notre mémoire.

Les recommandations formulées dans le présent mémoire pourront également être exploitées par les décideurs camerounais dans leur prise de décisions, notamment en matière de la bonne performance du secteur bancaire en général, et du transfert de fonds en particulier.

OBJET DE L'ETUDE ET HYPOTHESE DE RECHERCHE

Il nous a semblé opportun de traiter de l'impact du transfert de fonds des migrants au Cameroun, au regard de la multitude de virements effectués. Plusieurs Camerounais expatriés

transfèrent des capitaux vers leur pays d'origine, mais sont loin d'évaluer leur contribution dans le développement du pays.

En outre, ce sujet a retenu notre attention en raison de sa richesse au plan terminologique, parce qu'il permettra de mettre sur pied une banque de fiches terminologiques susceptible de rendre service aux traducteurs ainsi qu'aux économistes, banquiers et aussi aux locuteurs d'expression française et anglaise.

TYPE DE MEMOIRE

Dans le cadre des études en traduction, l'étudiant parvenu au terme de sa formation a le choix entre trois types de mémoire : le mémoire pratique de traduction, le mémoire pratique de terminologie et le mémoire théorique de traduction. Le présent mémoire est un mémoire pratique de terminologie qui comporte deux parties : la partie théorique³ et la partie pratique et technique qui est consacrée à la terminologie.

METHODE D'ANALYSE EMPLOYEE/CADRE THEORIQUE OU METHODOLOGIQUE

Afin de mener à bien notre étude, nous avons visité les établissements de micro-finance, les sociétés spécialisées en transfert d'argent, aux fins de rechercher les termes utilisés lors des transferts. Nous avons aussi rencontré des personnes ressources, des économistes, des banquiers pour avoir une idée de la tendance des transferts, de l'estimation du nombre de transferts effectués par jour, mais aussi pour avoir une idée des destinations les plus prisées.

DELIMITATION DU SUJET

Le domaine du transfert d'argent est très vaste, et évolue rapidement. Nous avons-nous sommes contentés de ne mentionner que les transferts d'entreprise à entreprise (les paiements de factures), les transferts de fonds d'entreprise à personne (les paiements de salaires) et les transferts de pouvoirs publics à personne (les prestations sociales), les contraintes temporelles et le cadrage académique ne nous ont pas permis de les traiter en profondeur, ce qui nous a également empêché d'envisager l'ébauche d'une base de données de ce domaine de spécialité, laquelle base constitue le point culminant de tout travail terminologique.

³ Encore appelée exposé sur le thème.

RESULTATS ESCOMPTES ET APPORT DU PRESENT TRAVAIL A LA PROFESSION DE TRADUCTEUR AU CAMEROUN

Le présent travail nous semble intéressant à plus d'un égard, dans la mesure où il combine à la fois des intérêts d'ordre sociologique, politique et terminologique. En fait, le transfert de fonds a suscité l'intérêt de plusieurs personnes, étant donné qu'il a fait l'objet de plusieurs débats, nous avons estimé qu'il était judicieux de mettre sur pied un cadre d'amélioration du travail du traducteur en lui fournissant une activité terminologique consistante, aboutissant à la création de fiches terminologiques pertinentes qui pourraient servir à l'élaboration ultérieure d'une base de données terminologique sur le sujet.

Par ailleurs le but de l'activité terminologique étant la transmission du savoir spécialisé et l'attestation de l'usage terminologique y afférent, nous avons souhaité élaborer une terminologie adéquate relative au transfert de fonds adéquate dont pourront s'inspirer les locuteurs en général et les traducteurs, les étudiants en traduction, mais aussi les banquiers, les économistes, etc. en particulier.

CHAPITRE 1: LE TRANSFERT DE FONDS

1. QU'EST CE QUE LE TRANSFERT DE FONDS ?

Le Petit Larousse (2010) définit le transfert comme «l'action de transférer, de déplacer quelqu'un ou quelque chose». Les transferts de fonds⁴ sont par définition des paiements acheminés de l'émetteur vers le destinataire *via* les systèmes de paiement nationaux et internationaux. Le plus souvent, en ce qui concerne sa définition légale, les textes énumèrent juste les moyens de paiement. Ce sont notamment :

- Le règlement CEMAC n° 2/03/CEMAC/UMAC/CM relatif aux systèmes, moyens et incidents de paiement signé le 04 avril 2003 et entré en vigueur le 1er juillet 2004 ;
- Le règlement n° 02/00/CEMAC/UMAC/CM portant harmonisation de la réglementation des changes dans les États membres de la CEMAC signé le 29 avril 2000 ;
- Le règlement n° 02/00/CEMAC/UMAC/CM donnant les limites et les conditions pour les transferts d'argent il se résume ainsi : les transactions dans la zone franc sont sans restriction néanmoins, des transferts de plus d'un million de francs CFA doivent être accompagnés de la preuve de bénéficiaire ; il n'existe aucune restriction de l'importation de devise étrangère, cependant, plus de cinq millions de francs CFA doivent être déclarés ;
- Le règlement n° 02/00/CEMAC/UMAC/CM, en ses articles 24 et 25 : seuls les non-résidents peuvent ouvrir des comptes de devises étrangères ; des personnes morales peuvent demander la permission d'ouvrir un tel compte à la banque. Les crédits et les débits à ces comptes sont libres, mais les transactions n'impliquant pas de compte pour estimer des transferts, des dépôts de devises étrangères ou les paiements faits dans des règlements commerciaux actuels peuvent être effectuées seulement avec l'approbation de la banque ;
- Les règlements CEMAC du 1^{er} avril 2003, et COBAC R-2005/001 du 1^{er} avril 2005, concernant les mesures d'anti-blanchiment d'argent. Ces règlements décrivent des mesures pour empêcher et détecter ces activités illégales par la bonne diligence, l'obligation d'établir la politique interne et des procédures annonçant des transactions soupçonneuses etc. Chaque pays membre de la BEAC est aussi chargé de créer une

⁴ En ce qui concerne le domaine bancaire, «fonds» prend toujours «s» contrairement à« fond » qui désigne la partie la plus basse d'une chose ou d'un endroit creux.

unité d'intelligence financière. Celle-ci s'occupe de la surveillance de cette activité illicite. Elle a une mission de contrôle et d'exécution ;

- La loi n° 1/002/CEMAC/UMAC/COBAC du 13 avril 2002, en ses articles 8 et 11 qui parlent du rôle des Institutions de micro-finance sur le marché des transferts. Elle se résume ainsi : la loi différencie trois types d'IMF sur la base de la nature de leurs activités financières. Tandis que les institutions de micro-finance peuvent faire des transferts domestiques à d'autres organisations régies. Selon cette loi, aucune IMF n'est autorisée à effectuer des transactions de change à moins que celles-ci ne passent par une banque ou un autre intermédiaire financier approuvé par la banque.

2. HISTORIQUE DU TRANSFERT DE FONDS

2.1 Dans le monde

Depuis le moyen âge, les transferts de fonds et d'objets précieux sont à la charge de la poste. Jusqu'au début du XVIIe siècle, des personnes inséraient de l'argent, des bijoux dans leurs lettres ou paquets. Au fil du temps, ces agissements ont entraîné des actes de vol qui ont mis en péril la sûreté des missives et la vie des courriers. Pour remédier à cette situation, Pierre d'Almeras⁵ (1627), par un règlement du 16 octobre de cette année, interdit l'insertion «d'or, argent ou autres choses précieuses»⁶ dans les paquets confiés à la poste, et précisa les modalités de la poste en matière de transferts de fonds. Pendant longtemps, le transfert de fonds a fonctionné de la façon suivante : l'argent remis à la poste était reconnu et enregistré par un agent de poste sur un carnet d'ordre et sur ce carnet d'ordre, il détachait une déclaration de versement qu'il devait remettre à l'expéditeur des fonds, ce qui devait lui servir de récépissé. Lorsque les fonds arrivaient à destination, le bureau de réception émettait une lettre d'avis qu'il faisait parvenir au bénéficiaire afin de l'inviter à venir, muni de son récépissé, retirer son dû. Les fonds transférés dans un même bureau de poste étaient rassemblés en un groupe et décrits sur un bordereau appelé *lettre d'avis*. Le bureau de réception était chargé de la reconnaissance des fonds contenus dans le groupe ; il s'assurait également que leur somme correspondait aux indications portées sur la lettre d'avis et il notait les articles d'argent sur un registre d'arrivée. Le bureau de réception n'informait pas le bénéficiaire des fonds, c'était à l'expéditeur de l'en informer. Au moment du retrait de son dû, le bénéficiaire devait signer le registre d'arrivée. La procédure était simple : contre la

⁵ Fermier général des postes.

⁶ Voir école Supérieure des Postes et Télécommunications(1977).

remise de la somme à envoyer, l'expéditeur recevait un reçu (récépissé) et un bulletin de remise (qui s'appellera plus tard reconnaissance, puis mandat (de) poste). L'expéditeur devait faire parvenir, par n'importe quel moyen, ce bulletin au destinataire. L'argent déposé au bureau de poste était enfermé dans un papier et formait le group(e). Celui-ci était collé à la cire sur la feuille d'avis qui accompagnait la dépêche⁷.

2.2. Au Cameroun

Au départ, les transferts d'argent se faisaient de main en main, c'est-à-dire d'une personne d'un lieu à une autre personne d'un autre lieu.

Pour être plus explicite, nous prenons l'exemple d'un élève qui vit à Yaoundé, et dont la mère vit loin de cette ville, dans un village ; lorsque cette dernière voulait envoyer de l'argent à son enfant, elle devait attendre qu'une personne vienne au village pour en profiter et expédier de l'argent à son fils. C'est ce que nous avons appelé le transfert de personne d'un lieu à personne d'un autre lieu. Dans notre cas, la personne part de son village avec des fonds et arrive en ville où se trouve le bénéficiaire. Le transfert d'argent a évolué avec l'avènement du mandat poste.

Pendant la période coloniale, les transferts de fonds s'effectuaient à travers la poste et c'est ce qu'on appelait le mandat poste. Au cours de cette période, il existait trois types de mandats² : le mandat- carte, le mandat- lettre et le mandat télégraphique.

Depuis les années 1990, avec l'avènement des nouvelles technologies de la communication, la poste a adapté son mandat en un mandat inter-poste⁸. Toutefois il est important de préciser que l'avènement d'un type de mandat ne met pas fin à un autre type déjà en place. En 2005, un autre type de mandat est ainsi proposé par les services de la poste. Il s'agit du mandat électronique. Ce transfert est électronique parce que les informations de transfert sont envoyées par voie télématique.

En marge de tous ces types de mandat, nous avons eu avec l'avènement du téléphone mobile un autre type de transfert: le transfert d'argent par téléphone.

L'outil informatique est a entraîné une accélération des transferts d'argent. Ainsi sont nés les établissements d'envoi d'argent tels qu'Express Union, western union, Money Gram, Express Exchange pour ne citer que ceux-là. Il faut noter qu'au Cameroun, il est impossible

⁷ Lorsque la dépêche arrivait à destination, le bureau de réception émettait une lettre d'avis qu'il faisait parvenir au bénéficiaire afin de l'inviter à venir, muni de la reconnaissance, retirer son dû.

⁸ Transfert dont le moyen de transport est le fax.

de parler de transfert de fonds sans parler de micro-finance⁹, car presque toutes les institutions de micro-finance font dans le transfert d'argent.

3. ÉTAT DES LIEUX DU TRANSFERT DE FONDS AU CAMEROUN

Le service du transfert d'argent, longtemps contrôlé par la poste à travers le mandat poste, a connu de profondes mutations avec l'arrivée dans le marché camerounais de plusieurs entreprises spécialisées dans le transfert d'argent. Depuis 2001, les envois de fonds au Cameroun par les Camerounais de la diaspora sont en hausse, en raison entre autres de la prolifération des sociétés spécialisées dans le transfert d'argent. En réalité, la multitude des canaux de virement rend difficile tout exercice visant à déterminer le montant exact de ces transferts. Le marché du transfert d'argent a connu plusieurs mutations avec l'évolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Le nombre de sociétés de transfert n'ont cessé de croître et au rang de celles-ci, nous pouvons citer Western Union qui est le chef de file sur le marché, Money Gram, Express Union, Money Express, Express Exchange, Money Flash, Transfert Union, Money Union, Express Transfert, Berimo Transfert d'argent, Afriexchange, et Cameroon Postal Service avec son produit Melo. Ces agences de transfert sont de plus en plus implantées dans les zones reculées du territoire national. Ils sont situés dans les enceintes des banques, des établissements de micro-finance, à proximité des bars, des lycées et collèges, des hôpitaux, des maisons d'habitation, dans les marchés.

Plusieurs personnes participent directement au transfert de fonds, soit en envoyant, soit en recevant ces fonds. Le transfert d'argent est une activité très prometteuse qui permet aux clients de faire rapidement des transactions financières. Lors de nos recherches, nous sommes allés dans certaines agences où sont effectuées des opérations de transfert d'argent à Yaoundé. Nous avons constaté que par jour, dans chacune de ces agences, plusieurs personnes effectuent des transferts. Tout citoyen peut effectuer un transfert, quel que soit son rang social (fonctionnaire, élève, commerçant etc.). Il convient de relever pour le déplorer que les chefs d'agence de ces sociétés de transferts ont catégoriquement refusé de nous donner la tendance et le nombre exact de transferts effectués par jour, car disent-ils, ce sont des secrets professionnels.

⁹ Ce terme peut s'écrire de trois manières : micro finance, micro-finance, micro-finace. Nous avons opté pour micro-finance parce que plusieurs organisations internationales et la COBAC l'utilisent.

4. FONCTIONNEMENT DU TRANSFERT DE FONDS AU CAMEROUN

Comme nous l'avons relevé plus haut, il existe plusieurs sociétés de transfert de fonds et toutes ont pratiquement le même mode de fonctionnement. L'exemple ci-après donne une description du fonctionnement des transferts rapides d'argent. Pour transférer de l'argent, le client se présente dans une agence de transfert et remplit un formulaire sur lequel il inscrit son nom complet et son adresse. Puis il indique le montant qu'il souhaite transférer ainsi que le nom complet du destinataire.

Le formulaire rempli est présenté à l'agent payeur, parfois avec une carte d'identité ou un passeport en cours de validité, le montant en espèces que le client souhaite transférer et les frais d'expédition correspondants.

L'agent saisit ces informations dans le système, qui après vérification et validation lui délivre un numéro de transfert. L'agent communique ce numéro de transfert à l'expéditeur avec l'équivalent de la somme qui sera remise au destinataire.

Un double du formulaire est confié à l'expéditeur.

L'expéditeur contacte le destinataire et lui transmet les informations suivantes :

le numéro du transfert, le montant transféré, la question secrète et la réponse (le cas échéant) et l'orthographe exacte de son nom.

Pour recevoir de l'argent, le destinataire se présente chez un agent payeur du réseau concerné, muni d'une pièce d'identité ou d'un passeport valide. Après avoir rempli un formulaire de retrait¹⁰, il le remet à l'agent avec sa pièce d'identité. L'agent payeur saisit ces informations dans le système qui, après vérification et validation, autorise la remise des fonds (sans frais) au bénéficiaire.

4.1. Description d'une opération de transfert de fonds

Une opération de transfert d'argent est une relation entre trois entités : un individu (l'expéditeur, le donneur d'ordre ou l'émetteur) qui remet de l'argent à un opérateur (le transporteur), pour le verser à un individu (le destinataire ou le bénéficiaire). Le transporteur (opérateur, agent payeur, banque, micro-finance) peut utiliser plusieurs techniques pour effectuer la transaction. Il peut s'agir de la lettre, de la carte, du télex, du téléphone, de l'Internet ou de la télécopie. Généralement, le type de transfert porte le nom de la technologie (mandat-lettre, mandat-carte, mandat télégraphique, etc.).

¹⁰ Informations que l'expéditeur lui a communiquées, c'est-à-dire : numéro du transfert, montant, expéditeur, destinataire, réponse à la question secrète.

Pour qu'il y ait transfert de fonds, un certain nombre de mécanismes doivent être mis en place : un client (expéditeur, donneur d'ordre) basé dans un pays A souhaite transférer rapidement de l'argent vers un destinataire actuellement situé dans un pays B.

Ni l'expéditeur, ni le bénéficiaire ne disposent d'un compte en banque.

Le destinataire doit être en mesure de récupérer le montant envoyé en espèces, rapidement, facilement et si possible près de son lieu de résidence. Les services de transferts rapides d'argent sont basés sur les principes suivants :

- l'expéditeur et le destinataire des fonds n'ont pas besoin de disposer d'un compte bancaire;
- les frais d'envoi sont à la charge de l'expéditeur ;
- toutes les transactions se font en espèces ;
- les fonds envoyés sont disponibles quelques minutes après la validation de la transaction ;
- le destinataire est informé de l'arrivée de son mandat par un SMS¹¹ que lui envoie gratuitement la société de transfert.

5. TYPES DE TRANSFERT DE FONDS

En plus des envois de fonds de personne à personne, il existe d'autres types de transfert d'argent au Cameroun, tels que les transactions d'entreprise à entreprise (les paiements de factures), les transferts de fonds d'entreprise à personne (les paiements de salaires) et les transferts de pouvoirs publics à personne (les prestations sociales). Le marché du transfert peut être repartitionné de différentes manières : par exemple par type de clients (Gouvernement, Entreprise, individus), par zone géographique (transferts nationaux ou internationaux), ou par type de canal de transmission (formel ou informel).

Il faut souligner qu'une opération de transfert s'effectue grâce à des instruments de paiement. Il en existe notamment quatre formes au Cameroun : le cash à cash, la cash à compte, le compte à cash et le compte à compte.

Dans le cas du cash à cash (espèces à espèces), le donneur d'ordre dépose de l'argent liquide chez l'opérateur effectuant le transfert et le destinataire reçoit cette somme qui lui est versée en liquide. C'est l'envoi en espèces.

¹¹ Short Message Service

Pour ce qui est du cash à compte (espèces à compte), l'expéditeur dépose de l'argent liquide chez l'opérateur chargé d'effectuer le transfert. Cette somme est déposée sur le compte du bénéficiaire. Ce dernier doit disposer d'un compte bancaire. Les fonds sont mis directement à sa disposition dans ce compte.

En ce qui concerne le compte à cash (compte à espèces), le donneur d'ordre envoie de l'argent au destinataire à partir de son compte bancaire. La somme envoyée est ensuite versée au destinataire en liquide.

Pour le compte à compte, l'expéditeur envoie de l'argent à partir de son compte bancaire vers le compte bancaire du bénéficiaire, pourvu que ce dernier dispose d'un compte bancaire. Les fonds sont mis directement à sa disposition sur ce compte. Il existe quatre principaux types de transfert de fonds et ils peuvent les différencier de deux manières principales: par zone géographique (les transferts nationaux et internationaux), différenciation par type de canal de transmission (formels et informels). Il est important de mentionner que plusieurs catégories de clients s'intéressent au transfert de fonds : entreprises, individus et administrations publiques. En ce qui concerne les transferts nationaux et internationaux, les clients de tout niveau de vie ont à leur disposition une grande variété de services incluant des canaux formels et informels.

– Différenciation par zone géographique

5.1. Les transferts nationaux ou internes ou domestiques

Les transferts nationaux sont effectués à l'intérieur d'un même pays, d'une ville à une autre ou d'une région à une autre. Ils représentent une bonne opportunité de marché, malgré le fait qu'ils nécessitent parfois le développement d'une infrastructure de transfert appropriée. Les montants concernés ont tendance à être inférieur à ceux des transferts internationaux. Selon M. NANAWA¹², dans son agence, la destination la plus prisée pour les transferts nationaux est Bafoussam. Plusieurs raisons poussent des personnes à faire des transferts d'argent : activités commerciales, problèmes de scolarité, surtout en période de rentrée scolaire, etc.. En bref, chaque transfert effectué est fait pour un but précis.

¹² Chef d'agence du Crédit Mutuel/Western Union.

5.2. Les transferts internationaux

Les transferts internationaux sont effectués d'un pays à un autre, d'un continent à un autre. Au Cameroun, les sociétés Western Union et Money Gram sont les principales sociétés de transfert d'argent à l'échelle internationale. M. NANAWA, déclare à ce propos que «dans mon agence, les clients retirent de l'argent en provenance de presque tous les pays, et d'autres font des transferts vers presque tous les pays. Les pays qui font le plus des transferts vers le Cameroun sont : Dubaï, la Finlande, la Norvège, l'Allemagne, le Sénégal, le Mali, la Guinée, le Niger». Au Cameroun, très peu de personnes transfèrent de l'argent à l'étranger. Selon M. NANAWA, dans son agence, les transferts internationaux s'effectuent beaucoup plus de l'Occident vers le Cameroun.

– Différenciation par canal de transmission

5.3. Les transferts formels

Les transferts formels peuvent être définis comme ceux qui utilisent un système bancaire déterminé, ceux qui sont réglementés. Au Cameroun, pour effectuer un transfert formel, le destinataire doit passer soit par un système bancaire, soit par une société de transfert d'argent, soit par la poste. L'avantage des transferts formels est qu'ils sont fiables, sécurisés sans aucun risque de perte ; celui qui envoie de l'argent par un canal formel sait que son argent est protégé et parviendra au bénéficiaire ; Ils sont également rapides. Quelques minutes après la transaction, le bénéficiaire peut rentrer en possession de son argent. Ce type de transfert fiable n'a pas que les aspects positifs. En effet, il comporte également des inconvénients tels que la fluctuation de certaines monnaies, notamment le dollar¹³. Cette fluctuation est une conséquence du fait que le bénéficiaire ne puisse pas retirer la totalité de la somme transférée, parce que la société de transfert paye suivant le taux en vigueur. Il arrive que ce taux soit très bas ; ainsi, au service Western Union de la CAMPOST, lorsqu'une personne vient faire un retrait d'argent, les agents lui remettent une fiche sur laquelle est écrit : «A moins que vous n'ayez choisi une devise différente de celle sélectionnée par votre expéditeur, la devise à payer et le taux de change pour votre transaction sont généralement déterminés au moment où la transaction est envoyée».

L'autre inconvénient des transferts formels le coût élevé de telles opérations.

¹³ Parfois, un (1) dollar équivaut à 500 FCFA, parfois il équivaut 450 FCFA, contrairement à l'euro qui a une parité fixe.

5.4. Les transferts informels

Ce sont des expéditions effectuées par des canaux non bancaires. Ce type de transfert, généralement utilisé par des populations non bancarisées peut prendre plusieurs formes ainsi qu'il suit:

- le transport d'argent par une personne, plus précisément par les migrants, les amis ou des membres de la famille, en vue de le remettre en mains propres au bénéficiaire.
- Le transport d'argent au niveau international par le biais de coursiers.
- Le transport d'argent au niveau national et régional par le biais des agences de transport.

Dans le monde, plus précisément en Asie, ces transferts informels sont plus élaborés et ils existent sous plusieurs appellations¹⁴. Au Cameroun, les systèmes informels les plus répandus sont les transferts entre individus et les transferts *via* les agences de transport. Ces systèmes comportent à la fois des avantages et des inconvénients.

Comme avantage, ils sont facilement accessibles contrairement aux transferts formels. Ni l'expéditeur, ni le bénéficiaire n'ont besoin de disposer d'un compte bancaire. La plupart des «sans papiers»¹⁵ vivant à l'étranger ont recours à ce type de transfert. Ces migrants peuvent faire des transferts en nature à destination des membres de leur famille via ces canaux informels. Ces transferts sont rapides étant donné qu'ils arrivent directement à destination du bénéficiaire. Enfin, ils sont moins coûteux. Il faut tout de même préciser que la vieille pratique consistant à confier de l'argent à une connaissance est toujours d'usage au Cameroun. Malheureusement, cette pratique n'est pas sans risques.

Nous avons les risques de détournement de l'argent, et en cas d'abus, il est difficile pour la personne lésée d'utiliser les voies légales pour se faire rembourser les sommes perdues. La personne qui transporte l'argent peut être victime d'agression, elle peut même ne pas remettre une partie ni la totalité de l'argent au destinataire. C'est dans ce sens que Joseph TONMO, directeur général de Transfert-union déclare : « l'argent liquide est impersonnel, il est le vôtre quand vous le possédez. C'est pourquoi nous conseillons à tous ceux qui se déplacent de le faire avec le moins d'argent possible. On ne sait jamais ce qui peut arriver pendant le voyage».

¹⁴ «*hundi* » (Asie du Sud), «*fei-chen* » (Chine), «*hui kwan* » (Hong Kong), «*padala* » (Philippines), «*pei kwan*» (Thaïlande) et «*hawala* » (Moyen-Orient). Voir *Guide Technique pour les Institutions de Micro-finance*(2008).

¹⁵ Immigré clandestin

Les autorités publiques sont contre ces systèmes de transfert informel, parce que de telles opérations sont parfois destinées au financement du terrorisme. Selon Gérard TCHOUASSI (2005), un sixième des envois passent par les canaux informels (voyageurs, touristes, amis). Pour cet auteur, cette pratique est très courante et concerne tous les pays du Sud du Sahara.

6. LES PRINCIPAUX OPERATEURS DU TRANSFERT DE FONDS AU CAMEROUN

Depuis plus de dix ans, le Cameroun connaît un développement important de l'activité de transfert d'argent avec la prolifération des sociétés de transfert. Il existe plusieurs acteurs du transfert des fonds qui utilisent des canaux soit formels soit informels. Étant donné que les sociétés de transfert d'argent ont pignon sur rue sur tout le territoire camerounais, nous avons choisi de ne pas parler de toutes ces agences de transfert. Seuls quelques opérateurs de transfert feront l'objet de notre étude. Il s'agit notamment de Western Union, Express Union, Cameroon Postal Services avec son produit «Melo», Express Union Mobile, Orange Money(ORANGE), Mobile Money (MTN). Ils sont classés en plusieurs catégories : les sociétés de transfert d'argent, les institutions de micro-finance, la poste, et les paiements mobiles.

- Les sociétés de transfert d'argent

Ces opérateurs qui utilisent des canaux formels sont encore appelés sociétés de transfert d'argent. Au Cameroun, il en existe trois principales : Western Union, Money Gram et Express Union. Western Union et Money Gram ont signé des partenariats avec la plupart des banques et des institutions de micro-finance.

Western Union

S'il existe plusieurs sociétés spécialisées en transfert d'argent, seules deux sociétés américaines disposent d'un réseau mondial : Western Union et Money Gram. Dans le cadre de la présente recherche, notre choix s'est porté sur Western Union.

Pour mener à bien notre étude, nous nous sommes rendu au Crédit Mutuel¹⁶, où nous avons eu un entretien avec M. NANAWA, chef d'agence. Le Crédit mutuel a signé un partenariat avec Western Union. C'est la raison pour laquelle elle-même des opérations de

¹⁶ Institution de micro-finance, située au quartier Madagascar à Yaoundé.

transfert d'argent. Western Union¹⁷ existe depuis 1987. C'est le plus important opérateur de transfert d'argent dans le monde. La direction générale de Western Union au Cameroun se trouve à Douala, lieu où se traitent toutes les opérations Western Union du Cameroun. Selon M. NANAWA, Western Union est le deuxième produit le plus vendu dans le monde après Coca Cola. De nos jours, presque tous les acteurs financiers impliqués dans le transfert d'argent ont signé des partenariats avec Western union, dans le but de bénéficier de ses services jugés rapides et fiables. C'est le cas du Crédit Mutuel. Cette société a adopté la stratégie de paiement selon laquelle, sur les formulaires (envoi et retrait), le destinataire et le bénéficiaire commencent par écrire leur(s) prénom(s), ensuite leur(s) nom(s), ainsi que l'indique leur prospectus joint en annexes. Western Union est considéré comme étant le leader en matière de transfert d'argent à l'échelle internationale. Toutefois, il faut noter qu'au Cameroun, Western Union propose également des services de transfert interne, c'est-à-dire à l'échelle nationale. Ces virements nationaux ne peuvent se faire qu'entre deux opérateurs ayant signé un partenariat avec Western Union. Lors de notre entretien avec M. NANAWA, notre interlocuteur nous a informé que Western Union a uniformisé ses taxes, qui sont proportionnelles au montant transféré. Selon M. NANAWA, Western Union a plusieurs particularités : la rapidité car dit-il, « les clients sont servis trois minutes après l'envoi du mandat ». L'inconvénient de Western Union est l'impossibilité d'effectuer des transferts entre villes¹⁸. Avec le développement de la concurrence, notamment l'arrivée d'autres opérateurs, Western Union a revu ses tarifs à la baisse le 14 juillet 2012 . A l'échelle nationale (Cameroun), les tarifs sont presque inchangés¹⁹, mais les pays de l'Afrique de l'Ouest²⁰, ont le plus bénéficié de cette réduction : les frais ont baissé, mais les taxes sont les mêmes.

– **Institutions de micro-finance**

Express Union

Express Union est une société de droit camerounais, qui a été créée en 1997. Son siège social se trouve au quartier Etoa-Meki à Yaoundé. A l'origine, cette société disposait de deux(02) agences et progressivement, a étendu son réseau pour être présente aujourd'hui dans les dix(10) régions du pays avec plus de 450 agences. Son rayon d'action n'était que le

¹⁷ Avec plus de 275.000 agences dans le monde, cette société a démarré au Cameroun depuis 1987, il y a donc 25 ans.

¹⁸ Une personne située à la Cité Verte ne peut pas transférer de l'argent à une autre personne vivant à Melen, le transfert sera bloqué. Cité Verte et Melen sont des quartiers de la ville de Yaoundé.

¹⁹ Tableau n° 3 en annexes.

²⁰ Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Mali, Niger, Nigeria, RCA, Sénégal, Tchad, Togo.

Cameroun. Mais depuis 2006, cette micro-finance a obtenu un agrément de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et du Ministère des Finances pour la création d'une structure de Micro-finance de seconde catégorie: Express Union Finance SA, qui fait uniquement les opérations bancaires, dispose de plusieurs agences à ce jour et ambitionne de couvrir toute l'Afrique centrale à court terme. Cette société fait également dans le transfert à l'échelle internationale et est présente au Cameroun, au Tchad, au Congo Brazzaville, en République Centrafricaine, en République Démocratique du Congo, au Gabon, au Bénin, en Côte d'Ivoire et en France.

Selon M. Aurélien KAMGA²¹, la particularité d'Express Union est que les caisses sont toujours pleines. Contrairement aux autres agences qui sont parfois en pénurie d'argent, cette micro-finance est toujours prête à servir ses clients peu importe la somme transférée. Les prix sont également à la portée de tous. Quel que soit le montant envoyé dans une même ville, les frais d'envoi ne s'élèvent qu'à 500 FCFA. A titre d'exemple, une personne vivant à Melen et souhaitant envoyer 500.000 FCFA à une personne vivant à la Cité-Verte, étant donné que Melen et la Cité-Verte sont tous deux des quartiers de Yaoundé, les frais d'envoi s'élèveront à 500F CFA. Le mécanisme de transfert est le même: aller dans une agence, remplir le formulaire blanc d'envoi de transfert sur lequel j'indique mon nom complet, celui du bénéficiaire, le montant à transférer, la ville dans laquelle il se trouve ainsi que celle du destinataire. Pour retirer l'argent envoyé, se rendre dans une agence Express Union, remplir le formulaire rose de retrait, le remettre à l'agent Express Union soit avec la carte d'identité, soit le passeport. Express Union, grâce aux guichets de nuit et périodiques permet à ses clients en situation d'urgence de résoudre leurs problèmes peu importe le moment et la région dans laquelle ils se trouvent.

- La poste

Au Cameroun, l'opérateur postal Campost²², opérateur historique pionnier dans les transferts d'argent offre une gamme variée de produits parmi lesquels des transferts nationaux ou mandats locaux et des transferts internationaux ou mandats internationaux.

En ce qui concerne les mandats nationaux, nous nous sommes intéressé au mandat MELO (Mandat Express Local) et pour l'international, nous avons parlé du Mandat Express International (MEI). Un mandat c'est le processus selon lequel un individu A dépose de l'argent par un intermédiaire A, à un endroit A, pour être payé à un individu B, par

²¹ Traducteur à Express Union.

²² Cameroon Postal Services.

l'intermédiaire A, à un endroit B. Le dépôt de l'argent peut se faire sous forme cash (espèces) ou à partir d'un compte. Le paiement à l'individu B peut être effectué sous forme cash ou dans son compte. L'intermédiaire A peut procéder de plusieurs manières pour envoyer l'argent : par voie électronique, en espèces ou par transport physique d'informations de paiement à destination. La vitesse de disponibilité de l'argent déposé par l'individu A, chez l'individu B fait du mandat un transfert express ou lent. Dans cette définition, le mandat Melo se situe dans la gamme du transfert express. La qualité d'express est due à la diligence de l'opérateur A, particulièrement du fait de la célérité des traitements de l'opération depuis la réception de l'ordre de transfert ou d'émission au paiement à l'individu B. La rapidité est aidée par l'organisation du traitement de l'opération, le recours aux meilleures technologies, aux meilleurs usages des bonnes technologies et à la bonne communication des meilleurs procédés de collaboration entre les clients (la personne qui émet et la personne qui reçoit) et l'opérateur (entreprise effectuant les opérations).

La qualité d'express n'est pas liée uniquement à la technologie, mais aussi au bon usage de l'ensemble des moyens mis en œuvre. Cet ordre comprend la communication. Le transfert Melo a été mis en place par la poste pour améliorer le service d'argent intérieur. A la poste, il existe deux types de mandat : le Mandat Express International (MEI) et le Melo ; ces deux (2) mandats sont inscrits dans la gamme de mandat faisant recours à la télématique. Dans le cas du transfert Melo, les dépôts sont essentiellement en cash contrairement au Mandat Express International, pour lequel il est prévu des dépôts et des paiements en compte.

Melo

Ce mandat permet la mise à disposition instantanée de l'argent dès son émission au point de paiement. Il est également caractérisé par la possibilité qu'il offre de payer des destinataires sur tous les points de contact de la Campost (Douala, Garoua, Maroua etc.). Melo recourt aux hautes technologies, que ce soit dans la méthode de transfert ou dans les procédés de comptabilité interne à l'entreprise. Il bénéficie d'un réseau d'émission et de paiement de plus de 250 points sur le territoire national.

Mandat Express International

Pour ce qui est du mandat express international (MEI), la Campost œuvre pratiquement sur le même procédé d'exploitation. Sur le réseau international, avec des partenaires membres de l'Union Postale Universelle (UPU), le Mandat Express International

émis au Cameroun dans le réseau de la Campost à destination d'un pays quelconque y est payable dans les bureaux de poste de ce pays de destination à son bénéficiaire. Le Mandat Express International, comme le Melo dispose de hautes technologies de l'information, mises en place par le centre des technologies postales de l'Union Postale Universelle (UPU). Il est l'exemple même de partage entre les 191 pays membres de l'UPU. Selon M. Tchinda Adolphe, Administrateur Général des Postes et Télécommunications, les raisons des transferts sont presque toutes les mêmes : résoudre les problèmes de logement, de santé, de scolarité, financer un petit commerce etc.

Les clients des transferts effectués par une société de transfert d'argent, par la poste ou par une institution de micro-finance font parfois face à des désagréments. Il arrive qu'ils viennent retirer de l'argent et ne trouvent pas satisfaction à cause des problèmes de connexion Internet. Le seul souci de ces sociétés est que tous ces transferts passent par internet donc, parfois, à cause de la mauvaise connexion, les clients ne sont pas servis au moment opportun.

- **Les paiements mobiles**

Généralement, les paiements mobiles impliquent l'utilisation d'un appareil de communication mobile. Dans plusieurs pays en développement, le téléphone portable est devenu le premier outil de communication orale. Au Cameroun, il existe trois types de transferts d'argent mobile : Express Union Mobile, Orange money et Mobile Money.

Express union mobile

C'est un produit issu de la dernière révolution technologique Express Union, permettant à toute personne d'effectuer des opérations de transfert d'argent à ses proches à partir de son téléphone portable. C'est un porte-monnaie électronique.

Pour souscrire, il suffit de se rendre dans une agence Express Union. Pour effectuer un Express Union Mobile, le donneur d'ordre se présente dans une agence express union, et fait un dépôt dans son compte ouvert au préalable. Après avoir versé de l'argent dans ce compte, les agents express union envoient ces fonds dans son téléphone, et lui donnent le code secret ; ensuite il envoie la somme désirée et le bénéficiaire reçoit un SMS²³ et va dans une agence Express Union pour retirer son argent. Selon les responsables de cette institution, ce service ne concerne que la filiale du Cameroun, mais très bientôt sera disponible dans les autres pays.

²³ Short Message Service

Orange money

Orange money peut être défini comme un portemonnaie électronique logé sur la carte SIM. Il permet à ses clients de faire des transferts d'argent, de payer leurs factures de téléphone, d'électricité et d'Internet Orange et enfin d'acheter du crédit de communication. Nous nous intéresserons au transfert d'argent *via* Orange money. Orange money est né du partenariat entre la compagnie de télécommunications mobiles Orange Cameroun et la Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC). C'est un service gratuit et simple. Il s'adresse à tous les clients abonnés Orange. Pour effectuer un transfert Orange money, le client abonné Orange doit tout d'abord s'inscrire dans un point de vente Orange money, muni de la photocopie de sa carte nationale d'identité. Ensuite il peut déposer de l'argent sur son téléphone, nécessaire pour effectuer des transactions, puis composer le #150# et suivre les instructions pour transférer de l'argent. Les dépôts et les retraits peuvent se faire dans les agences Orange, l'ensemble du réseau des points de ventes Orange Money dont : les stations Total, les agences et kiosques Paris Mutuel Urbain Camerounais (PMUC), tous les Orange Shops et boutiques des Partenaires Orange, les agences BICEC, celles de Douala et Yaoundé. Ces transactions se font rapidement et à moindre coût²⁴. Orange money comporte plusieurs avantages, tout d'abord le fait de ne pas être dans l'obligation de disposer d'un compte bancaire et aussi, son utilisation est très simple : il suffit juste de retenir le code #150# pour effectuer toutes vos transactions. L'autre avantage est qu'Orange money permet de gagner beaucoup de temps parce que l'expéditeur n'a plus besoin de se déplacer, plus besoin de faire le rang dans une agence de transfert pour envoyer son argent. En plus de cela, l'argent est sécurisé sur le téléphone portable, protégé par un code secret.

Mobile money

Au Cameroun, grâce au *Mobile Money*, les abonnés de l'opérateur de téléphonie mobile MTN peuvent également effectuer des transferts d'argent à partir de leur téléphone portable. Le *mobile money* est le fruit d'un partenariat entre l'opérateur de la téléphonie mobile MTN et Afriland First Bank. Pour avoir accès à ce service, il suffit de se rendre dans une agence MTN ou dans un point *mobile money*. Le client est invité à remplir une fiche d'enregistrement et plusieurs formalités telles que l'identification. Après l'enregistrement, le compte mobile money du client est gratuitement activé. Ce dernier peut alors effectuer les opérations suivantes : «le transfert d'argent d'un compte vers un autre compte *Mobile Money* à

²⁴ Voir tableau n°4 en annexes : fiche tarifaire.

partir du téléphone portable, le transfert d'argent d'un compte *Mobile Money* à un non titulaire de compte, et l'achat de crédit de communication par un titulaire de compte *Mobile Money* pour un usage personnel ou pour le transférer à d'autres abonnés du réseau MTN.

Ces paiements mobiles ont plusieurs avantages : l'expéditeur des fonds n'a pas besoin de se déplacer. Les transactions sont sécurisées par des procédés tels que l'identification des clients, la mise en place de codes pin, l'authentification des transactions, la garantie de l'intégrité des données et l'intégration à la plateforme technique d'un système anti-blanchiment d'argent. Bref, à MTN Cameroon, la plateforme utilisée pour le Mobile Money a déjà fait ses preuves dans des pays tels que l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Ouganda et le Rwanda, où le groupe MTN a déjà implémenté le transfert d'argent par téléphone portable. Le Mobile Money qui intègre les personnes non titulaires de comptes bancaires se positionne de ce fait comme un instrument pouvant permettre *de booster* le taux de bancarisation lequel culmine actuellement à 10% seulement.

Pour conclure, disons que nous avons mentionné le fonctionnement des transferts de fonds dont les mécanismes sont pratiquement le même pour toutes les sociétés de transfert. Nous avons également effectué une description de transfert, comment se passe une opération de transfert. Et enfin nous avons essayé d'identifier les différents acteurs sur ce marché et d'analyser les conditions nécessaires à la mise en place d'un service de transfert d'argent. Cette première description nous a permis de constater qu'il existe plusieurs types de transferts. Nous les avons classés par différenciation géographique et par différenciation au niveau du canal de transmission. Il convient de rappeler que chaque type de transfert comporte des avantages et des inconvénients.

Nous avons également mentionné certains opérateurs de transfert de fonds au Cameroun, la liste n'étant pas exhaustive car ces sociétés de transfert poussent comme des champignons. Nous avons classé ces opérateurs en plusieurs groupes à savoir les sociétés de transfert, les institutions de micro-finance, la poste, les paiements mobiles. Nous avons enfin fait ressortir les avantages et les aspects négatifs de chaque groupe.

CHAPITRE 2: L'IMPACT DU TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS SUR LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN

Plusieurs individus, tout rang social confondu, effectuent des transferts d'argent. En ce qui concerne la présente étude, nous nous intéressons aux transferts de fonds des migrants.

Le petit Larousse (2010) définit un migrant comme «une personne qui effectue une migration». Plusieurs raisons peuvent la pousser à quitter son pays: chômage, mauvaises conditions de vie, guerre etc. Ces migrants, s'installent généralement dans des pays étrangers avec pour principal objectif accéder à de meilleures conditions de vie et par ricochet, de faire sortir leur famille de la misère. C'est dans ce sens qu'ils travaillent sans relâche pour aider les membres de leurs familles en leur envoyant régulièrement de l'argent. Notre problématique est celle de savoir si cet argent envoyé par un émigré camerounais à sa famille restée au pays a une influence sur le développement du Cameroun ou alors si c'est un transfert purement privé. Dans la suite de notre étude, nous montrerons l'impact de ces transferts sur la croissance du Cameroun.

Selon le dictionnaire Encarta (2009), l'impact est «l'ensemble de répercussions (de quelque chose sur une autre)». Dans le cadre de notre travail, ces retombées sur le développement du Cameroun peuvent être classées en deux plans principaux : social et économique.

Il s'agit pour nous de développer ces idées dans la suite de notre rédaction.

1. SUR LE PLAN SOCIAL

1.1. Avantages

Les transferts de fonds effectués par les émigrés camerounais permettent notamment de lutter contre la pauvreté. Contrairement au Mali où les fonds des migrants sont investis pour la réalisation de projets d'ordre social ou communautaire durables²⁵, les fonds envoyés par les migrants camerounais sont des fonds privés. Ils sont destinés à des familles proches restées au pays. Cet argent sert généralement au financement des dépenses de consommation courante. Une infime partie de ces transferts est investie dans des projets individuels. Selon la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), les envois de fonds des émigrés camerounais sont chiffrés à sept milliards de francs CFA par an. L'argent transféré par le migrant camerounais à sa famille peut aider à résoudre les problèmes de santé, de scolarité, de

²⁵ Exemple de la ville de Kayes.

nutrition etc. Les migrants peuvent effectuer soit des transferts d'argent soit des transferts en nature pour contribuer au développement de leur pays d'origine. Pour ce qui est des transferts en nature, un projet est entrepris soit par les migrants, soit par les membres de leur famille. Les migrants camerounais contribuent en nature en apportant les équipements et les matériaux nécessaires à la réalisation du projet. A titre d'exemple, nous avons la construction d'écoles, d'hôpitaux, de centres commerciaux pour ne citer que ceux-là. Les transferts de fonds aident à améliorer les conditions de vie de la population.

1.2. Inconvénients

Les transferts d'argent n'ont pas que des aspects positifs. Ils peuvent aussi avoir un coût humain. Les travailleurs émigrés consentent parfois d'énormes sacrifices, beaucoup se séparent de leur famille et courent des risques pour trouver du travail à l'étranger.

Comme autre inconvénient, nous avons le simple fait de migrer car généralement, les camerounais vont à l'étranger pour des raisons d'étude. Ce sont des personnes hautement qualifiées. C'est dans ce sens que Tangang Meli LOUMGAM (2010 : 2) déclare : «Autrement dit les migrants hautement qualifiés ont tendance à envoyer moins de fonds que les migrants peu qualifiés. Par ailleurs, les migrants hautement qualifiés sont très souvent plus tentés de faire venir leurs membres de famille qu'à envoyer les fonds». C'est le phénomène de la fuite des cerveaux, qui prive un pays de ses compétences et freine son développement économique. D'après les statistiques de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), en 2005, on dénombre 57.050 migrants internationaux camerounais dans les pays occidentaux, dont 42,3 % s'avèrent hautement qualifiés.

Les transferts de fonds sont souvent à l'origine de plusieurs tensions dans les familles ou entre amis ; ceci est souvent le cas lorsque le donneur d'ordre envoie de l'argent pour un but précis et que cet argent est utilisé à d'autres fins, ou lorsqu'il est victime d'escroquerie de la part de ses proches.

L'autre inconvénient des transferts de fonds est le blanchiment d'argent qui est l'action de dissimuler la provenance d'argent acquis de manière illégale (spéculations illégales, activités mafieuses, trafic de drogue, trafic d'armes, extorsion, corruption, prostitution.) afin de le réinvestir dans des activités légales (par exemple la construction immobilière etc.). En d'autres termes le fait de transférer de grosses sommes d'argent à des fins suspectes par exemple, pour financer des activités illégales comme l'achat de la drogue, ou encore pour financer le terrorisme ce qu'on appelle «transaction au rouge». À Express Union, il existe un service anti-blanchiment d'argent, qui s'assure que l'argent transféré n'est pas blanchi.

2. SUR LE PLAN ECONOMIQUE

2.1. Avantages

Les transferts de fonds des émigrés camerounais ne touchent pas seulement la société du pays, mais aussi son économie. Tout d'abord, les transferts ont l'avantage d'être contracycliques, c'est-à-dire qu'ils augmentent en cas de crise économique ou en période de chocs macroéconomiques dus par exemple à des crises financières.

Ces transferts stimulent l'activité économique du pays en se substituant aux crédits et autres modes de financement. Ils permettent aux Camerounais de démarrer des activités génératrices de revenus. À titre d'exemple, nous avons des migrants camerounais qui peuvent envoyer de l'argent pour la construction d'une pharmacie, et de temps à autres, envoyer les médicaments pour équiper la pharmacie. La création de cette pharmacie sera un avantage pour les camerounais, parce qu'elle permettra de lutter contre le chômage, en recrutant des Camerounais ; c'est ainsi que Gérard TCHOUASSI (2005 :18) affirme: «Ainsi au Cameroun, par exemple, cet argent a permis l'achat des immeubles bâtis et non bâtis, la création de très petites entreprises, stimulant ainsi le tissu économique local. N'est-ce pas là une contribution décisive au développement du pays d'origine ?».

Comme autre avantage sur le plan économique, les transferts de fonds jouent un rôle stabilisateur, car ils contribuent à équilibrer la balance des paiements ; les envois de fonds réduisent considérablement la perte de devises, causée par les déficits de la balance des paiements.

Les transferts de fonds des migrants accordent au Cameroun de bénéficier d'une importante source de devises étrangères, lui permettant d'importer des biens vitaux et de rembourser sa dette extérieure. En effet, presque tous les transferts proviennent des pays à devises fortes telles que l'Euro et le dollar américain. C'est dans ces devises que les banques camerounaises sont couvertes sur les opérations de paiement des transferts qui, eux, sont effectués en monnaie locale (FCFA). Excepté les commissions perçues sur les opérations de transfert, ces devises sont particulièrement utiles à ces banques camerounaises, car elles permettent le règlement de leurs opérations de commerce extérieur.

Les transferts entraînent également un accroissement du produit intérieur brut (PIB), ils représentent un accélérateur de l'économie locale, notamment, par la concentration régionale des investissements en provenance des associations de migrants. Par exemple, au Cameroun, à travers les associations des émigrés ressortissants d'une même localité ou non, des fonds collectés ont été utilisés pour le financement du développement de certaines

régions. Ces transferts peuvent également directement profiter à une couche ciblée, fragile ou nécessiteuse de la population locale. C'est dans cette logique que l'association la *Famille Bamiléké-Dallas/Fort Worth USA* (LAFABA – DFW) a initié l'*opération Bamiléké Backpack (B2)*. Cette opération qui a lieu en Août de chaque année consiste à venir en aide aux jeunes scolaires de l'Ouest Cameroun. Chaque année, LAFABA – DFW collecte auprès de ses membres et sympathisants, des fonds qui permettent ensuite d'acheter des fournitures scolaires constituées en *package*. Chaque emballage comprend: des cahiers, des crayons, des crayons à bille, des calculatrices, des livres, des traceuses, etc. Etant donné que l'éducation est la fondation de la vie, avec ce paquet, chaque enfant peut apprendre et avancer sans trop de difficultés sur le plan scolaire. En quatre ans, cette association est déjà venue en aide à 200 enfants. Ainsi, nous pouvons dire que les transferts de fonds des émigrés camerounais jouent un rôle capital dans le développement du Cameroun. Ces transferts ont fait sortir plusieurs camerounais de la pauvreté. Mais, à cause du manque d'informations chiffrées par les fournisseurs, il nous sera difficile d'avoir les données exactes, contrairement au Sénégal, où selon Papa Beye (2009 :4), «les transferts d'argent des migrants sénégalais ont permis à 31% de ménages sénégalais qui en bénéficient de ne pas tomber en dessous du seuil de pauvreté».

Comme autre avantage sur le plan économique, les transferts de fonds ont également un impact sur le marché du travail. L'augmentation des transferts a engendré la propagation du système bancaire et par là un accroissement des banques et des sociétés de transfert d'argent. Cette prolifération a généré la création de milliers d'emplois. Ainsi, lors de notre entretien avec M. Aurélien KAMGA, traducteur à Express Union, il a déclaré que depuis sa création en 1997, Express Union compte plus de 450 agences et recrute des jeunes Camerounais issus des grandes écoles et universités du Cameroun à raison de six (06) personnes par agence. Ce qui fait une moyenne de plus de 3000 personnes recrutées.

Les transferts de fonds constituent des ressources stables, car ils ne tiennent pas compte de l'instabilité ou de la mauvaise gouvernance du pays. Tandis que l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger sont plus instables. Les transferts de fonds des Camerounais de la diaspora se basent essentiellement sur les relations sociales, l'affection et l'attachement que le migrant éprouve envers sa famille.

Nous pouvons terminer en disant avec Gérard TCHOUASSI (2005 :19) qu'«en absence de service de protection et de sécurité sociale, ces transferts contribuent à la réduction de la pauvreté et au renforcement des capacités des populations à participer au processus de développement».

2.2. Inconvénients

Le transfert d'argent comporte aussi des aspects négatifs sur le plan économique. L'argent envoyé pour investir dans des projets durables peut être détourné par les membres de la famille du migrant et être investi dans des projets non directement rentables, le migrant peut être victime d'escroquerie.

Les transferts de fonds peuvent également entraîner l'augmentation de la demande des produits importés. Celle-ci étant supérieure à la capacité de production de l'économie et réduisant ainsi la demande de biens locaux avec pour conséquences la hausse ou l'inflation du prix de certains produits et une baisse du pouvoir d'achat des Camerounais.

L'autre aspect négatif des transferts sur le plan économique est que, le fait pour les camerounais de la diaspora d'envoyer de l'argent régulièrement aux membres de leur famille au Cameroun pourrait les amener à dépendre totalement de ces transferts. C'est dans cette optique que plusieurs personnes interrogées ont affirmé que les «transferts garantissent leur survie». Ce qui, selon Dilip Ratha (2005 :2) «a pour effet de ralentir la croissance économique en affaiblissant les incitations à travailler dans le pays bénéficiaire».

Conclusion et recommandations

Arrivés au terme de la partie théorique du présent travail, nous pouvons dire que le transfert de fonds est une activité en plein essor. Il suffit pour s'en convaincre de voir la prolifération des sociétés spécialisées dans le transfert d'argent.

Notre problématique était celle de savoir si les transferts de fonds des migrants camerounais ont un impact sur le développement macro-économique du Cameroun. Nous sommes parvenu à la conclusion selon laquelle les transferts de fonds constituent une véritable «aubaine» pour le Cameroun. En effet, ils représentent un facteur de développement, et ne sont pas que privés. Nous avons montré qu'ils peuvent influencer positivement ou négativement la croissance du Cameroun tant sur le plan économique que social.

Par ailleurs, le manque de données exactes concernant les types de transferts nous amène à lancer un appel aux décideurs du Cameroun afin qu'ils procèdent à des recensements réguliers aux fins de disposer de statistiques fiables. Lors de nos recherches, nous sommes allé à l'Institut National de la Statistique (INS), et dans l'annuaire statistique du Cameroun 2010 (dernière parution), nous n'avons trouvé aucune donnée relative aux transferts de fonds, dont le manque de statistiques récentes et fiables sur les flux d'envois de fonds constitue un obstacle majeur pour les décideurs, les prestataires de services et les organisations de développement. À l'heure actuelle, seuls l'INS et le Bureau Central des Recensements et Etudes de la Population (BUCREP) sont chargés de collecter les données sur les flux d'envois de fonds. Malheureusement, ces organes ne disposent pas des données nécessaires, ni même des moyens suffisants pour procéder à la collecte et à l'analyse de ces données.

Comme au Bénin, avec la création de l'Agence Nationale des Béninois de l'Extérieur, (ANBE), en 2005, le gouvernement camerounais a créé au sein du Ministère des Relations Extérieures (MINREX) une cellule qui a pour mission principale de recueillir les contributions de la diaspora camerounaise : la Division des Camerounais de l'étranger. C'est une mesure à encourager, mais nous proposons au gouvernement de créer un ministère en charge des questions de migration pour une meilleure gestion des problèmes des compatriotes expatriés et un meilleur contrôle des envois de fonds de la diaspora camerounaise.

Nous suggérons également aux décideurs de revoir les coûts des transferts à la baisse, car les frais très élevés des transferts incitent les migrants à effectuer les transferts à travers

des canaux informels et moins fiables. Louis Bernard TCHEKOUMI²⁶ qui est du même avis, affirme : «La réduction des coûts sur les *migradevises* en exclusivité devrait à coup sûr contribuer à favoriser des flux supplémentaires de transferts vers le Cameroun».

²⁶ Tchekoumi L.B., Interactions diasporas– pays d’origine dans le secteur du développement local au Cameroun: enjeux et perspectives.

**DEUXIÈME
PARTIE**

CHAPITRE 1: ANALYSE TERMINOLOGIQUE

Dans ce chapitre, nous parlerons des différentes méthodes d'analyse terminologique employées et des particularités du langage bancaire d'une part et nous présenterons la quintessence du présent travail terminologique, à savoir le dossier documentaire, les fiches terminologiques, les glossaires et les lexiques bilingues d'autre part.

1. LA METHODOLOGIE DE L'ANALYSE TERMINOLOGIQUE

Selon Silvia Pavel et Diane Nolet (2001 :46), la méthodologie en terminologie est l'«ensemble des techniques et des procédés adoptés pour arriver à un but déterminé». En outre, selon Elisabeth Blanchon²⁷, la méthodologie sert à repérer les notions d'un domaine, les situer les unes par rapport aux autres dans un système, en vérifier quelles sont les étiquettes, les termes qui leur sont affectés dans une ou plusieurs langues ; analyser, définir ces termes, en identifiant le maximum d'éléments significatifs du terme et de présenter les résultats sous forme de fiche terminologique. Ainsi, pour mener à bien notre analyse terminologique, nous nous sommes inspiré des méthodologies préconisées par le *Précis de Terminologie* de Silvia Pavel, Diane Nolet et par Elisabeth Blanchon.

1.1. Les étapes de l'analyse terminologique

Notre analyse terminologique comprend les étapes suivantes :

- La recherche documentaire et la sélection du corpus ;
- Le dépouillement du corpus que nous avons choisi à partir des critères définis ;
- L'élaboration des dossiers terminologiques et la création des fiches terminologiques.

1.1.1. La recherche documentaire et la sélection du corpus

La recherche documentaire est une étape du travail de recherche qui consiste à trouver des sources afin de s'informer sur un sujet, de répondre à une question ou à réaliser un travail²⁸. Nous nous sommes inspiré de ces opérations pour mener à bien nos recherches.

²⁷ <http://psydoc-fr.broca.inserm.fr/colloques/cr/j4/blanchon.html>

²⁸ http://www2.college-em.qc.ca/scienceshumaines/methodologie/travail/menu_travail_sm1_1.html

1.1.2. Le dépouillement du corpus

La recherche documentaire est suivie du dépouillement. Silvia Pavel et Diane Nolet, (2001 :106) dans *Le précis de Terminologie*, définissent le dépouillement comme «une lecture annotée d'un corpus textuel en soulignant les termes repérés et en marquant leur contexte en vue de la consignation sur fiches»²⁹. Nous avons donc dépouillé notre corpus en surlignant les termes et en marquant leurs contextes. Nous avons enfin relevé d'autres justifications textuelles telles que la définition, les synonymes, les contextes, les marques d'usage pour ne citer que ceux-là.

1.1.3. L'élaboration des dossiers terminologiques

L'Abécédaire de la terminologie susmentionné définit le dossier terminologique comme «le brouillon de la fiche terminologique». Le dossier terminologique est un document dans lequel sont systématisées un ensemble d'informations portant sur les caractéristiques d'un concept étudié et des particularités de cette désignation. On parlera ainsi de termes privilégiés ou déconseillés, de synonyme, de variante orthographique, d'abréviation, de marque d'usage pour ne citer que ceux-là. Les termes et les justifications textuelles rencontrés lors du dépouillement de notre corpus ont été consignés dans des dossiers terminologiques pour servir à l'élaboration des fiches terminologiques.

1.1.4. La création des fiches

Les fiches terminologiques sont la synthèse des informations précédemment consignées dans nos dossiers terminologiques. La fiche terminologique bilingue comporte le terme privilégié représentant la vedette dans la langue source, les équivalents dans la langue cible, la définition de la vedette, les synonymes, les notes ou renseignements supplémentaires, la forme abrégée, le domaine, un (ou des) exemple(s) d'utilisation du terme, (les contextes d'utilisation), les définitions, les sources et les références bibliographiques ; ceci, en français et en anglais. Les fiches terminologiques contiennent donc le maximum d'éléments significatifs et d'aspects linguistiques se rapportant à un concept dans les deux langues traitées.

²⁹Nimessi, C., *L'Abécédaire de la terminologie*. 11 août 2012.

2. LES PARTICULARITES DU LANGAGE POSTAL ET BANCAIRE RELATIF AU TRANSFERT DE FONDS

Pour mieux effectuer notre recherche terminologique, il nous a semblé nécessaire de cerner le contexte dans lequel nous nous trouvons. En effet, il est important de préciser que la banque et la poste effectuent des transferts de fonds, mais ils emploient chacun un langage différent. Par exemple, la poste parle de «taxe» alors que la banque parle de «frais», parce que comme toute entreprise du secteur privé, la banque recherche le bénéfice alors que le souci de l'opérateur postal public est d'offrir un service de qualité à tous, à des prix abordables. L'objectif final de l'opérateur public est l'inclusion financière. Cette idéologie appliquée au transfert de fonds signifie que l'opérateur public aura pour mission de permettre l'envoi et la réception d'argent sur toute l'étendue du territoire. Nous comprenons que cet objectif nécessite la mise en place d'un réseau étendu qui n'a souvent aucune commune mesure avec la recherche de rentabilité.

Chez l'opérateur public, le transfert d'argent s'appellera parfois «envoi et réception du mandat». Les frais d'envoi s'appelleront «taxe d'envoi». Le souci de rentabilité n'est pas le même que chez l'opérateur bancaire privé. Les taxes perçues à la poste sont généralement nettes de prélèvement au titre d'impôt sur les valeurs ajoutées. Notre thème porte sur la notion du transfert de fonds. Et on ne peut parler de transfert de fonds qu'entre institutions bancaires, de micro-finance, des sociétés spécialisées dans le transfert d'argent, agences postales, etc.

2.1. La déterminologisation

La déterminologisation est la méthode par laquelle les termes du langage spécialisé rentrent dans le langage commun. Dans le langage relatif au transfert des fonds, il existe plusieurs cas de déterminologisation. Nous pouvons mentionner en l'occurrence les termes «mandat» et «cash». *Mandat* pour les expressions telles que «*mandat d'arrêt*», qui est l'ordre d'arrêter une personne pour la mettre en prison. *Mandat présidentiel*. Et *cash* pour l'expression «*dire cash*» c'est à dire «*parler franchement, sans ménagement*». De nos jours ces termes ne sont plus seulement l'apanage du langage spécialisé, mais aussi du langage général.

2.2. La terminologisation

La terminologisation peut être définie comme le fait pour un mot ou expression du langage général de se transformer en terme ou de rentrer dans le langage de spécialité. Comme exemple, nous avons les mots «*commission*», et «*ordre*» qui sont des mots français de la langue générale. De prime abord, une «*commission*» est l'acte destiné à rendre service à quelqu'un ; en anglais on parle de «*commission*». Quant à «*ordre*», il est un commandement ou encore un arrangement méthodique. Mais dans le langage bancaire, les «*commissions*» sont des frais demandés par un établissement financier à ses clients en rémunération des services qu'il leur a rendus. Le mot «*ordre*» est un constituant du terme bancaire «*ordre de paiement*» (anglais «*payment order*»). Ces termes sortent du statut de mot pour devenir des termes du langage bancaire.

2.3. L'emprunt

L'emprunt est une expression, un mot pris à une autre langue³⁰. Le langage bancaire comporte de nombreux emprunts. Nous avons parmi les plus courants le terme «*cash*» qui est un emprunt à la langue anglaise «*payer cash*», qui signifie payer en espèces ; «*parler cash*» qui signifie parler franchement, sans ménagement.

2.4. La synonymie

La synonymie est «la relation entre deux mots ou expressions synonymes»³¹. Le langage relatif au transfert de fonds comporte de nombreux cas de synonymie. En d'autres termes, pour désigner une même réalité, il existe une multitude de termes. A titre d'exemple nous avons le terme «*expéditeur*» qui a pour synonymes «*émetteur, donneur d'ordre, payeur*» et en anglais nous avons «*remitter, sender, originator*» ; on parle de «*numéro de référence*» ou encore de «*numéro de transfert*». Nous avons aussi le terme «*assignation*» qui est un synonyme de «*ordre de paiement*». Les cas de synonymie que nous trouvons dans le langage relatif au transfert de fonds permettront au traducteur, lors de ses traductions de pouvoir varier l'usage des termes pour désigner une même réalité.

³⁰ Le Petit Larousse 2010

³¹ Le Petit Robert 2009

2.5. Les variantes

On appelle variante un terme désignant le même référent que le terme vedette mais dans des conditions différentes (et qui ne lui est donc pas parfaitement substituable) est une variante de désignation concurrente de ce terme vedette.

La variante peut être orthographique (reproduite dans le respect des majuscules, minuscules, signes de ponctuation interne), locale (y compris par incidence de termes-maison), chronologique ou historique). Elle peut se rapprocher de la synonymie sans jamais se confondre avec elle³². Le langage relatif au transfert de fonds comporte également une multitude de variantes orthographiques. Par exemple le terme « *chèque* » en Grande Bretagne s'écrit « *cheque* » alors qu'aux Etats-Unis il s'écrit « *check* ». Ainsi, le traducteur est soumis à la difficulté de cerner le contexte dans lequel il se trouve. Il doit savoir à chaque fois si le texte qu'il traduit s'adresse aux Américains ou alors aux Britanniques. Comme autre exemple, l'expression « *compte de pertes et profits* » se traduit en anglais américain par « *income statement* » tandis qu'en anglais britannique il est traduit par « *profit and loss account* ».

2.6. Le calque

Le calque est un procédé de traduction qui consiste à traduire littéralement le mot ou l'expression de la langue de départ. C'est une copie de l'original, un emprunt qui a été traduit. Le langage bancaire relatif au transfert de fonds comporte plusieurs calques. Comme exemple, « *balance of payments* » se traduit en français par « *balance des paiements* », « *transfer of funds* » se traduit par « *transfert des fonds* » ce qui facilitera la tâche au traducteur.

2.7. La collocation

Les mots se marient et forment des couples indissociables, l'un entraînant automatiquement l'autre. Le moindre changement risque de provoquer une gêne à la lecture d'un texte traduit, celui-ci manquant alors de naturel et d'authenticité. Il faut, au contraire, profiter de cette dynamique qui relie les mots d'une langue selon des relations privilégiées toujours identiques. Être conscient de l'existence de ces collocations et savoir les manipuler avec habileté permet de mieux traduire un texte et de le rendre bien plus authentique dans la langue d'arrivée. Dans le domaine relatif au transfert de fonds, il existe plusieurs cas de collocations. Comme exemple les expressions synonymes : « *transfert de fonds, transfert*

³² Gouadec, D. (1990). *Terminologie: constitution des données*.

d'argent, envoi de fonds». Il n'est pas courant de dire « transfert de monnaie » ou « envoi de monnaie ».

2.8. Les faux amis

Le langage bancaire sur le transfert de fonds contient des cas rares de faux amis. Ainsi, le terme «*to compensater* » ne se traduit pas par «*compenser*» mais «*offset*». De même le terme «*balance*» se traduit en français par «*solde*» et non par «*balance*».

3. DOSSIERS DOCUMENTAIRES

3.1. Dossier documentaire anglais

Document 1

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 01: Automated Clearing House Abréviation, définition et contexte

Automated clearinghouse [ABR](ACH) and large-value funds transfer system (LVTS) allow member financial institutions to exchange payment instructions and settle obligations electronically. [DEF]ACH is a batch-process settlement system, where transactions are typically settled overnight, which incurs lower costs than a real-time gross settlement system. LVTS is a settlement system typically used by large corporations, currency dealers, and others for the immediate and real-time transfer of funds. Examples of LVTSs include the U.S. FEDWIRE, U.K. CHAPS, Turkey EFT, and the Eurozone TARGET. In many but not all cases, the transfer involves an immediate debit and credit to the sending and receiving banks' clearing accounts at the central bank. Other transfers settle on a queuing basis or with a net settlement. ACHs play a critical role in payments and money transfers in both developed and developing countries. [CTX]ACHs can move payments from an originating institution to a receiving institution reliably and at low cost. They serve as the primary means of distributing wages, paying bills, funding prepaid cards, and conducting person-to-person payments. ACHs also play a role in the settlement of payments between participants in EFT networks as well as between agents and MTCs. An ACH may be owned and operated by the central bank, bank associations, commercial interests, or a combination of these.

Document 2

CONCEPTUAL FRAMEWORK OF THE BALANCE OF PAYMENTS

FT 02: Balance of payments

Définition:

[DEF]The balance of payments (BOP) is a summary of economic activities between the residents of a country and the rest of the world during a given period, usually one year. The main purpose of keeping these records is to inform government authorities of the overall international economic position of the country in order to assist them in arriving at decisions on monetary and fiscal policy, on the one hand, and trade and payments policy on the other. Balance of payments statistics are therefore helpful to government authorities charged with maintaining macroeconomic stability.

PRINCIPLES AND CONCEPTS

Balance of payments accounting is governed by a set of principles and conventions that ensures the systematic and coherent recording of transactions, which are consistent across countries and over time. These principles and concepts will be discussed and where necessary practical examples will be used to elucidate the concepts.

Document 3

MIGRANT LABOR REMITTANCES IN AFRICA: *REDUCING OBSTACLES TO DEVELOPMENTAL CONTRIBUTIONS* AFRICA REGION WORKING PAPER SERIES n^o 64 NOVEMBER 2003

FT 02: balance of payments

Contexte

For many African households and nations remittances are a tremendously important source of finance and foreign exchange, helping to stabilize irregular incomes and to build human and social capital. Remittance receivers are typically better off than their peers who lack this source of income. [CTX]At the national level, remittances have a substantial effect on the balance of payments and on foreign exchange revenues. Yet remittance flows for Africa are heavily underreported and, to date, remain in the backwaters of academic study. Fewer than two-thirds of African countries (and only one-third of Sub-Saharan countries) report remittance data. Flows through informal channels are not captured at all. The documented benefits of remittances would be even greater if the substantial unrecorded flows were estimated and taken into account.

Document 4

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS March 2008

FT 03: cash payment

Définition

Cash-based Payments and Transfers

Cash is the simplest type of retail payment instrument. **[DEF]A cash payment is the exchange of currency and coins with a face value established by the government and where final settlement occurs simultaneously with the cash handover.**

In developed countries, cash is the payment medium for 50 to 80 percent of retail payment transactions in terms of volume but less than 5 percent in terms of value (Donges 2003). In many developing countries, cash is still used extensively for paying wages, conducting most retail transactions, and settling many business transactions.

Document 5

ROLE OF U.S. CORRESPONDENT BANKING IN INTERNATIONAL MONEY LAUNDERING, Mars 2001

FT 03: cash payment

Contexte

Koop admitted in his criminal case that he had convinced Schmidt to invest these funds, failed to invest the money as promised, and failed to repay any funds to Schmidt despite repeated assurances. Instead, he used the \$2.5 million to provide funds to his co-conspirators, establish four more accounts at BTCB, and make Ponzi payments to a few IFS investors awaiting returns. [CTX] He also transferred \$1 million to a Bank of America account in Oregon for “CPA Services,” a company run by the Christian Patriot Association, an organization which is associated with militia groups and which Koop said he sometimes used to make cash payments to third parties.

Document 6

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 04: cheque

Usage et Définition

Paper-based Payments and Transfers

Paper documents have been used to transmit money since the 14th century. Paper-based payments contain only the instructions to move the money from the payer to the payee. The actual flow of money occurs in the transfer of monetary balances between accounts in intermediary financial institutions. Paper-based payments include bank **[USG] checks**, drafts, money orders, traveler's checks, international payment orders, and some giro transfers.

[DEF]A check is a demand draft drawn on a bank, payable to a designated payee, and transferable to another person by endorsement. Checks are widely used by individuals and businesses in several developed countries (e.g., Australia, Canada, France, United Kingdom, United States) to settle financial obligations.

Document 7

BANKING IN CAMEROON, NICO HALLE & Co. LAW FIRM

FT04: cheque

contexte

INSTITUTION OF CROSSED CHEQUES.

The institution of crossed cheques was contained in a communiqué of December 06, 1996 by the Secretary General of the Cameroon Association of Professional Credit Establishment (APECAM). [CTX]This communiqué was to the effect that banks would henceforth respect scrupulously the decision of the National Credit Council instituting the obligatory crossing of cheques in Cameroon well before their issuance. Here, before delivering cheque booklets to their clients, the banks ensure that there are two parallel lines on the face of each cheque leaf. This is actually being enforced. This condition was designed to guarantee security.

Document 8

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 05 clearing

Définition

Sending, Clearing, and Settlement of Transfer Orders

The way the transfer moves between the sender and recipient is determined by the payment instrument and the transfer mechanism.

Clearing is a critical part of the money transfer value chain. In countries with centralized banking systems dominated by a few institutions, many transfer senders and recipients hold accounts with the same institution, making interbank operations unnecessary. But it is far more common for senders and recipients to deal with different institutions, which requires interbank clearing and settlement.

[DEF]Clearing is the process of transmitting, reconciling, and in some cases, confirming transfer transactions before their final settlement.

Document 9

CAMEROON, Armel Kouassi, Jennifer Akpapuna, Henok Soededje

FT 05: clearing

contexte

[CTX]The Central Bank performs the role of a Regional Central Bank as indicated above as well as issues notes. It also acts as clearing house for the banks. However, for its functions of directing monetary policy and acting as lender of last resort, it falls wide off the mark. The law does not expressly prohibit certain banking practices but the following are covered in general terms by the Penal Code: Money laundering, constructive capital/currency exports, bureau d'échange, holding of undue credit balances in nostro accounts for periods over one month.

Document10

<http://www.investorwords.com/967/commission.html>

FT 06 :commission definition

[DEF]A fee charged by a broker or agent for his/her service in facilitating a transaction, such as the buying or selling of securities or real estate. In the case of securities trading, brokers can be split into two broad categories depending on the commissions they charge. Discount brokers charge relatively low commissions, but provide no services beyond executing trades. Full service brokers charge higher commissions, but provide research and investment advisory services.

Document 11

MIGRANT LABOR REMITTANCES IN AFRICA: REDUCING OBSTACLES TO DEVELOPMENTAL CONTRIBUTIONS, Cerstin Sander & Samuel Munzele Maimbo November 2003

FT 06: commission

Contexte

For global MTOs such as Western Union and MoneyGram fees start at about \$15, with actual fees depending on the sending and receiving country. Fees are often structured by brackets of transfer values. **[CTX] Smaller MTOs typically charge a commission, commonly 5 percent, though it can be higher.** Banks usually combine a minimum fee with a percentage fee. Minimum fees at banks range from \$5 to \$50 depending on the sending and receiving country as well as the product. Percentage fees are sometimes flat, sometimes bracketed on a declining percentage for larger amounts.

Document 12

ROLE OF U.S. CORRESPONDENT BANKING IN INTERNATIONAL MONEY

LAUNDERING, March 1, 2, AND 6, 2001

FT 07 Correspondent banking

Définition et contexte

[DEF] Correspondent banking is the means by which one bank, the correspondent bank, provides financial services to another bank, often referred to as the respondent bank. Typically, the respondent bank has no physical presence in the jurisdiction in which it maintains a correspondent account. **[CTX]** Correspondent banking thus enables the respondent bank to provide services to its customers that otherwise would be unavailable because of geographic limitations. Correspondent banking is an integral part of the domestic and international banking systems.

Document 13

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS March 2008

FT 08: direct debit

Définition

Account transfers are initiated by the account holder or set up on a recurring basis. The origination may be in person or by ATM, telephone, or Internet. Some large banks offer account-based money transfers to recipients with accounts at overseas branches or partner banks. Financial institutions charge little or nothing for account-to-account transfers. For example, Bank of America now offers free intrabank account transfers between the United States and Mexico.

[DEF]Direct debits are a type of ETF in which the payer authorizes the payee to debit the payer's account for a specific amount. This instrument is mainly used for consumer bills—both for frequent, recurring payments of fixed amounts, such as life insurance premiums, and for variable amounts, such as telephone, utility, credit card, and other bills. Direct debits are widely used for bill payments in Europe, and much less so in the United States and many developing countries.

Document 14

EUROPEAN PAYMENT COUNCIL, TAKE PAYMENTS TO THE NEXT LEVEL 2009

FT 08: direct debit

Contexte

A mandate is signed by the debtor (payer) to authorise the creditor (payee) to collect a payment and to allow the debtor bank to pay those collections **[CTX]** (debtors are entitled to instruct their banks not to accept any direct debit collections on their accounts). The mandate can be issued in paper form or electronically. The mandate expires 36 months after the last initiated direct debit.

Document 15

ELECTRONIC FUNDS TRANSFER PROGRAM INFORMATION GUIDE

FT 09 electronic funds transfer

Definition (1)

Definition of Electronic Funds Transfer (EFT)

[DEF]The EFT is a method of instructing banks to transfer money from one bank account to another bank account electronically, eliminating the use of paper checks. With the EDD EFT Program, funds are transferred from the employer's bank account through an Automated Clearing House (ACH) system to the State's bank account. Employers can initiate payment transactions over the Internet, by telephone, or through their bank.

Document 16

FTC FACTS FOR CONSUMERS, *ELECTRONIC BANKING* March 2012

FT 09 synonyme, contexte et abréviation

[SYN]Electronic banking, also known as electronic fund transfer (EFT), uses computer and electronic technology as a substitute for checks and other paper transactions. **[ABR]**EFT is initiated through devices like cards or codes that let you, or those you authorize, access your account. Many financial institutions use ATM or debit cards and Personal Identification Numbers (PINs) for this purpose. Some use other types of debit cards such as those that require, at the most, your signature or a scan. For example, some use radio frequency identification (RFID) or other forms of “contactless” technology that scan your information without direct contact. The federal Electronic Fund Transfer Act (EFT Act) covers some electronic consumer transactions.

Document 17

INTERNATIONAL REMITTANCES, Balaji, A., David P. Décembre 2005

FT 10 : exchange rate

définition

Transaction fees are often structured with a minimum charge for low volume transfers, and low-volume corridors tend to bear the highest fees. While transaction fees usually constitute the major source of income for MTOs, some players offer lower-than-average transaction fees to lure customers, and then complement this revenue with other sources of income.

b) **[DEF]Exchange rates are applied when the currency submitted by the remitter is not the same as the one received by the receiving party.** Remittance companies may apply their customer a different exchange rate than the one borne in their internal settlement, pocketing the delta rate over the transferred volume.

Document 18

A TECHNICAL GUIDE TO REMITTANCES: THE CREDIT UNION EXPERIENCE

March 2004 CORA EVANS A. & JANETTE K

FT 10: exchange rate

Contexte

Pricing

In order to price remittance transfers competitively, one must consider both the fee and the exchange rate. For dollarized countries such as El Salvador, the fee charged for sending the transaction is the financial cost to compare among providers. For the vast majority of countries where remittances are sent in U.S. dollars and exchanged into local currency during the process, the flat fee is only one component to consider. [CTX]The other component, which is not transparently disclosed by all MTOs, is the exchange rate, on the sender's side as well as on the receiver's side.

Document 19

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS March 2008

FT 11: financial channel

définition

[DEF] A financial channel is any means by which money is transferred. Channels range from formal to semiformal to informal. Customers typically select their financial service provider based on perceptions of trust, convenience, service quality, and price. However, people without access to bank accounts typically cannot use formal channels.

Document 20

DISTRIBUTIONAL EFFECTS OF CRISES: THE FINANCIAL CHANNEL HALAC M. & SERGIO L. 2004

Contexte

[CTX]The authors are reluctant to provide a direct test of whether financial crises increase inequality or poverty, and they argue that it is difficult to directly detect the effect of the financial channel because the cost of transfers is financed over time. While this may be true, it is still the case that if the mechanism highlighted in the paper is at work and the transfers are not fully financed by issuing long-term bonds, then macroeconomic crises that are also characterized by a banking crisis should have, in the medium term, a higher impact on inequality than macroeconomic crises that are not accompanied by a banking crisis. Such a direct test would incorporate the effect of other transfer mechanisms that are likely to appear during financial crises but that are not considered by the authors (for instance, the collapse of bond and stock markets).

Document 21

POLICY STATEMENT FOR WIRE TRANSFERS AND FOREIGN DRAFTS (LAST UPDATED 7/14/10)

FT 12: foreign draft

Définition

Overview

In addition to the university's on-line disbursement methods of checks and procurement cards, vendors may be paid via wire transfer or foreign draft. Processing fees for wire transfers and foreign drafts range from \$5 - \$30 and are charged to the originating department (buob 35-24, bank fees) via a journal entry. Departments are responsible for completing a wire transfer & foreign draft request form, supplying bank wiring instructions. These instructions should be supported by a document provided by the vendor. Departments are also responsible for any banking fees or additional charges that are the result of supplying incorrect banking or routing information.

A wire transfer delivers money electronically through the banking system. Wire transfers can be designated in us dollars or foreign currency. Wire transfers to foreign vendors can be done when their banking information is available. Wire transfers to domestic vendors are strongly discouraged and should be rare.

[DEF] A foreign draft is a check issued in a foreign currency. Drafts are done when the payee's banking information is not available. Drafts require 2 additional days processing time. Foreign drafts are generally returned to the requesting department to be mailed to the vendor.

Document 22

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS March 2008

Contexte

Official checks and foreign drafts are instruments banks issue to send money to payees domestically or abroad. Both are drawn on a bank and signed by a bank officer. An official check is in the national currency, and it is typically used to make a domestic payment.

[CTX] A foreign draft is in national or foreign currency and is payable through a partner bank in the destination country. Official checks are mainly used to pay taxes, make high-value purchases, or make payments through the mail. Foreign currency drafts are often used to send money in the recipient's currency or to pay for purchases overseas.

Document 23

MIGRANT LABOR REMITTANCES IN AFRICA: *REDUCING OBSTACLES TO DEVELOPMENTAL CONTRIBUTIONS*. CERSTIN SANDER, SAMUEL MUNZELE
MAIMBO November 2003

FT 13 formal transfer définition

Formal Channels

Formal channels include **[DEF] money transfer services by banks and non-bank financial institutions, such as foreign exchange bureaus and dedicated money transfer operators (MTOs), the best known of which are Western Union and Money Gram.** The vast majority of MTO transactions in developing countries are receipts of funds.

Other MTOs tend to have much smaller networks serving geographic niches or specific populations. Some are Internet based; a few include the option to have goods delivered or to purchase vouchers to be redeemed in shops in the home country. On a very small scale, some diaspora associations facilitate remittance transfers of money and goods, formally or informally.

In some areas domestic and intraregional remittances are made by bus, coach, and courier companies that transport money or goods as part of their regular and official service.

Document 24

GHANA COUNTRY STUDY, ADAM HIGAZI UNIVERSITY OF OXFORD, 15 January
2005

FT 13 formal transfer

Contexte

This could be a result of better recording, or reflect a genuine increase in remittance transfers.

[CTX] A possible reason for any increase in formal transfers could be increased trust in official financial institutions, as macroeconomic indicators improved in the 1990s and exchange controls were relaxed. Despite the increases, the GDF figures are still low for Ghana compared to other low-income countries and make up only about 5 per cent of net international resource flows. This figure does not, however, take into account the volume of remittances transferred through informal systems. But even using the GDF data set, recorded remittances are still important – higher than the GDP contribution of foreign direct investment, although lower than ODA.

Document 25

GHANA COUNTRY STUDY, A PART OF THE REPORT ON INFORMAL REMITTANCE SYSTEMS IN AFRICA, CARIBBEAN AND PACIFIC (ACP) COUNTRIES (REF: RO2CS008). DELOITTE & TOUCHE, ADAM HIGAZI

15 January 2005

FT 13: Synonyme formal transfer

3. Estimates on the volume of informal (unrecorded) flows to Ghana

The importance of remittances as a source of foreign exchange is widely acknowledged in Ghana but there is less agreement on the volume of remittance flows coming into the country. The Bank of Ghana is one of the few national banks in Africa to collect statistics on remittances, which it requires from registered banks and transfer agencies. The estimates of **[SYN] formal remittances** made by the Bank of Ghana are higher than those given in the IMF's Balance of Payments (BOP) statistics and the World Bank's Global Development Report (GDF) (which uses statistics derived from the BOP data).

Document 26

INTERNATIONAL REMITTANCES, ANITA BALAJI AND DAVID PRIEGO

FT 14: Hawala

Definition (1)

Unofficial Money Transfer Market

Unofficial transfers can be conducted through many modes (some more legal than others) including networks such as the *hawala*, *hundi*, *padala*, and *fei chien*; friends and family; and others such as bus companies, taxi drivers, furniture removal firms, travel agents, and convenience stores. The minimal paperwork, inbuilt trust in these systems, personal ties to the brokers, convenience (many offer door delivery of the funds) and the much lower cost (1% - 3% of value for transferring money through the *hawala* network, depending on the negotiating leverage of the 2 parties vis-à-vis 4% - 20% fee charged by official MTOs) have allowed the informal channels to flourish for centuries in some cases. **[DEF]** The *hawala* or *hundi* system common in South Asia consists of an international network of brokers or agents.

Document 27

HAWALA AND OTHER INFORMAL PAYMENTS SYSTEMS: AN ECONOMIC PERSPECTIVE. JOHN F. WILSON. MAY 16, 2002

FT 14: Hawala

Définition (2)

[DEF]Hawala in the standard definitions is just a transfer or remittance from one party to another, without use of a formal financial institution such as a bank or money exchange, and is in this sense an “informal” transaction. There are several other common aspects: First, in most cases hawala transactions go across international lines, such as with “workers remittances” to their home countries. Second, usually hawala involves, at least implicitly, more than one currency, although again this is not absolutely required. Third, a hawala transaction usually entails “principals” and “intermediaries.” To accommodate requests of the principals, the intermediaries usually take financial positions that have to be cleared among themselves later to balance their books and restore the status quo ante. These intermediaries are sometimes called “brokers,” but they are not just brokers; they are sometimes called “bankers,” but they are not really bankers, either.

Document 28

FT 14: Hawala

INTERNATIONAL MONETARY FUNDS: *REGULATORY FRAMEWORKS FOR HAWALA AND OTHER REMITTANCE SYSTEMS*. 2005

Contexte

The conference also had panels for law enforcement and the private sector. The private sector is in the best position to advise on the commercial effects of different approaches to regulation and on the likely response of the IFT systems. It was interesting to hear that some business associations represent the collective views of the hawaladars (hawala dealers) from certain regions or ethnic communities and could be partners in future discussions. [CTX] From law enforcement representatives, it was interesting to hear to what extent hawala is used for criminal purposes in their own countries and their perspective on the effect of the regulations in place in their countries.

Document 29

MIGRANT LABOR REMITTANCES IN AFRICA: *REDUCING OBSTACLES TO DEVELOPMENTAL CONTRIBUTIONS* AFRICA REGION WORKING PAPER SERIES n^o6, November 2003

FT 15: informal transfer

Définition

Informal means of remittance include **[DEF]** the handcarrying of cash by migrants or their family and friends, as well as transfers through unregulated money transfer operators. Such informal flows are high in Africa because of the very high prevalence of domestic and intraregional migration—and because formal financial systems are weak or nonexistent. In Sub-Saharan Africa, in particular, more migrants stay on the continent than move overseas. Those who do follow the international migration paths established during colonial rule tend to be more educated and less densely clustered than migrants from other developing regions.

Document 30

HAWALA AND OTHER INFORMAL PAYMENTS SYSTEMS: AN ECONOMIC PERSPECTIVE, JOHN WILSON, May 16, 2002

FT 15: informal transfer

contexte

Why would Hawala be widely used? Here there is some consensus on the motivations.

[CTX]Hawala-type informal transfers are often faster, more reliable, reach more destinations, sometimes benefit from a better exchange rate, and can be much cheaper than transfers through established, licensed financial institutions. Hawala-type transactions will be especially popular in countries where there are large ethnic or expatriate worker populations who often make transfers or remittances to their families in home. Obviously, this implies a broad range of both “remitting” and “recipient” countries in the world.

Document 31

GHANA COUNTRY STUDY, Adam Higazi University of Oxford, 15 January 2005

FT 15: informal transfer

Synonyme

Available research indicates that the use of informal remittance systems is related to the background of the migrant and the frequency with which remittances are sent. Research on Ghana at the Sussex Centre for Migration Research found that less-skilled migrants tended to send remittances more often, and were more likely to use formal channels. Elite migrants often remitted informally, especially through courier services or cash-in-hand transfers during their own trips back to Ghana. The fact that **[SYN] informal remittance** systems often tend to be cheaper than formal channels suggests many less-skilled migrants could be expected to use them – the evidence on the propensity to use formal channels by less-skilled migrants therefore seems inconclusive.

Document 32

MICRO-FINANCE IN AFRICA: COMBINING THE BEST PRACTICES OF TRADITIONAL AND MODERN MICRO-FINANCE APPROACHES TOWARDS POVERTY ERADICATION

FT 16: micro-finance

Définition

IV. MICRO-FINANCE IN AFRICA: THE MODEL

1. Introduction

The last twenty years have seen significant advances in understanding and providing financial services to better advance development and eradicate poverty. This includes providing the financial means to save, access credit, and start small businesses, with the potential to enhance community development, as well as local and national policy making. When properly harnessed and supported, micro-finance can scale-up beyond the micro-level as a sustainable part of the process of economic empowerment by which the poor can lift themselves from poverty.

Micro-finance is not a panacea for poverty and related development challenges, but rather **[DEF] an important tool in the mission of poverty eradication.** Poverty is a multidimensional problem, embedded in a complex and interconnected political, economic, cultural, and ecological system. Owing to poverty's large scope and multiplicity of actors, there is no single guaranteed approach to its eradication. Within this system, solutions are as multifaceted as the causes.

Document 33

CAMEROON. Kouassi A, Jennifer A., & Henok S. 2008

FT 16:micro-finance

Contexte et usage

MICRO-FINANCE SECTOR:

According data from the Ministry of Finance of Cameroon, the number of licenses issued to actors has been in constant progress and activities taking an exponential dimension. There are about 400 micro-finance establishments in the country at the end of 2008, a progress of 10% compare to 2007. Of this number, the Cameroon Cooperative Credit Union League (CamCCUL) alone has over 177.

[CTX]The past years regulators have pushed for the publication of list of authorized micro-finance institutions to create more transparency in a sector so vital to alleviate poverty.

The development of micro-finance faces number of obstacles including the regulation itself. Micro-finance institutions in CEMAC region and in Cameroon are caught in between different laws. They are regulated by three different laws: the national law, the CEMAC law/COBAC and the OHADA law. There is clear absence of governance in the management of micro-finance. In fact, almost all the micro-finance institutions have at least one strong shareholder who tends to influence the smooth functioning of the institution especially when it comes to giving out loans.

[USG]Many micro-finance establishments neither have legal nor fiscal security. Many of them train their staff just to allow them later into the hands of professional banks.

Document 34

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 17: money order

Définition

Because the transaction relies on paper from end to end, it is by far the slowest means of payment and carries relatively high risks of loss and delay. Many banks are increasing their fees for official checks and drafts to steer clients toward more automated and efficient electronic products.

[DEF]A money order is a limited amount payment instrument that provides an order from the issuer to the remitter to pay a sum of money to the person (payee or beneficiary) named in the money order. Money orders are purchased for their face value plus a service charge of US\$1 to US\$10 (or a percentage of the total amount) from banks, post offices, and other nonbank outlets. Money orders give people without bank accounts a paper-based means of transferring funds. The issuer serves as a depository for the funds from the time of a money order's sale to its encashment. The float on these funds is the main source of revenue for money order issuers.

Document 35

**MONEY TRANSFER WITH POSTAL POWER, POSTS AND THE
INFORMATION SOCIETY, UNIVERSAL POSTAL UNION, RHEAL LEBLANC
2005**

FT 17: money order

Contexte

[CTX]The paper money order is slowly disappearing. By replacing this standard financial instrument with a modern electronic version based on its International Financial System, the UPU is helping to build a powerful worldwide network giving postal customers easy access to affordable financial services.

Document 36

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 18 définition et contexte official check

[DEF]Official checks and foreign drafts are instruments banks issue to send money to payees domestically or abroad. Both are drawn on a bank and signed by a bank officer. An official check is in the national currency, and it is typically used to make a domestic payment. A foreign draft is in national or foreign currency and is payable through a partner bank in the destination country. **[CTX]Official checks are mainly used to pay taxes, make high-value purchases, or make payments through the mail.** Foreign currency drafts are often used to send money in the recipient's currency or to pay for purchases overseas. A business may attach a foreign draft to an invoice to pay a foreign bill, making it easier for the recipient to apply the funds to the correct account. Businesses also may use them when other forms of payment are not feasible. Banks offer such checks to both clients and nonclients, usually for a fee. Because the transaction relies on paper from end to end, it is by far the slowest means of payment and carries relatively high risks of loss and delay. Many banks are increasing their fees for official checks and drafts to steer clients toward more automated and efficient electronic products.

Document 37

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 19: payment instrument

définition

[DEF] Payment instruments are the mechanisms that people, businesses, and governments use to transfer money in the settlement of exchange transactions. These instruments take many forms and have many uses (see Table 2). A businesswoman may use cash to settle an exchange of goods in a local market; a merchant may use a credit card to pay for services; some businesses pay their wages by check or through direct deposit to their employees' bank accounts; and many people use EFTs to pay utility bills, taxes, and other bills. Transfers can be made on a cash-to-cash basis through the purchase of paper, card, or EFT instruments. The sender pays in cash, and the funds move to the recipient for payout in cash (at banks, postal branches, check cashers, currency exchanges, retail stores, and nonbank check cashing firms). The cashless society predicted over the past three decades is a long way off. In developed countries, card payments have reduced the use of cash, especially for purchases.

Document 38

JOURNAL OF BANKING & FINANCE. D. HANCOCK, D.B. HUMPHREY, 1998

FT 19: payment instrument

contexte

E-money products are at an early stage of development. [CTX] While the technology and software are new, the research and policy issues are largely familiar ones that were applicable to earlier payment system innovations, such as privately issued banknotes, the heavy use of checks, the expansion of ATMs, and the development of alternative account-based payment instruments such as credit and debit cards. In this respect, there should be few surprises in the analysis of e-money products, even though all the characteristics of this emerging payment method are not yet known.

Document 39

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 20: payment system

Définition

These fund transfers take many forms. Some people use formal services provided by banks or other financial institutions. People without bank accounts or without access to formal services typically use less formal channels. They often face greater risks and higher costs as a result. Payment systems are the institutions, networks, people, rules, and technologies that make the exchange of payments possible. The Committee on Payment and Settlement Systems (CPSS) of the Bank of International Settlements defines **[DEF] a payment system as consisting of a set of instruments, banking procedures, and typically, interbank funds transfer systems that ensure the circulation of money.** This infrastructure provides a crucial economic function by facilitating movements of money from payers to payees domestically and internationally.

Document 40

REMITTANCES: STRATEGIC AND OPERATIONAL CONSIDERATIONS

Sander C., Bannock Consulting. Henri Dommel, 2006

FT 20: payment system

Contexte

Enabling Environment: Regulators and Policies and Regulations

The enabling and regulatory environment consists of the bank and non-bank regulations and policies that influence the provision of remittance services and the opportunity to cross-sell other services. **[CTX] Payment systems are an important element in the enabling environment for remittances.** The recent introduction and tighter enforcement of regulations intended to eliminate money laundering and terrorist financing have raised requirements in licensing, reporting and transparency. These regulations have also led to more conservative licensing assessments and changes in the supervision of financial services and added additional compliance burdens and costs for service providers and clients.

Document 41

REMITTANCES AND THEIR MICROECONOMIC IMPACTS: EVIDENCE FROM LATIN AMERICA

FT 21: remittance

Définition

[DEF]Remittances, defined as the money transfers made by migrants to their families and friends back home, have increasingly captured the attention of policymakers as their magnitude keeps rising and their role in economic development becomes more obvious. Nowhere is this more true than in Latin America and the Caribbean (LAC), a region in which growth in domestic incomes and capital flows has stagnated while private transfers in the form of remittances have reached \$53.6 billion (Inter-American Development Bank 2006). The flow of remittances to LAC countries is the highest and fastest growing in the world, exceeding foreign direct investment and net official development assistance to the region. Remittances surpass tourism income and almost always exceed revenues from the largest export in these countries, accounting for at least 10 percent of gross domestic product in six of them.

Document 42

A TECHNICAL GUIDE TO REMITTANCES: THE CREDIT UNION EXPERIENCE

Mars 2004

FT 21: remittance

Définition (2) et contexte

[DEF] A remittance is a small funds payment sent across borders from one person to another.

In today's common usage, it is the portion of an immigrant worker's earnings sent back to family members in his or her country of origin. **[CTX]** As the scale of international migration has increased in recent years, remittances have taken on greater significance: they connect families across borders, increase standards of living and contribute to the growth of country economies.

Nowhere is this phenomenon more apparent than in Latin America and the Caribbean (LAC), where the World Council of Credit Unions, Inc. (WOCCU), its member affiliates in the region and its money transfer partner VIGO Remittance Corp.

Document 43

MAKING MONEY TRANSFERS WORK FOR MICRO-FINANCE INSTITUTIONS: A TECHNICAL GUIDE TO DEVELOPING AND DELIVERING MONEY TRANSFERS, March 2008

FT 22: settlement

Définition

[DEF] **Settlement** is the process of discharging the claims of the institutions involved in a transfer. This involves a payment from the sending institution to the receiving institution. The steps include collecting and checking the integrity of the claims to be settled, ensuring the availability of funds for settlement, settling the claims between the two institutions, recording the settlement, and communicating the final settlement. Many of the activities in the clearing process are not transparent to users, because they happen behind the scenes. Nevertheless, the importance of understanding the clearing and settlement process cannot be overstated—regardless of an institution’s direct involvement in the process. Problems arising at the transaction originators or receivers, or within the clearing process, can result in significant operating losses.

Document 44

PAYMENT TRANSACTIONS, INSTRUMENTS, AND SYSTEMS: A SURVEY, Diana

Hancock, David B. Humphrey, 1998

FT 22: settlement

Contexte

5.1. Clearing and settlement services

The supply cost of payment services for the first tier described above has been difficult to determine due to a lack of available data, a problem not encountered for the second tier. Payment clearing is an information-processing activity that is performed by depository or non-depository institutions, bank associations (such as local clearing houses or national organizations such as VISA), non-financial institutions (third-party processors), or by the central bank. **[CTX] Payment settlement involves the transfer of monetary assets, usually deposit balances, between the payor's bank and the payee's bank.**

Document 45

INTERNATIONAL MIGRANT REMITTANCES AND THEIR ROLE IN DEVELOPMENT, OECD 2006

FT 23: worker's remittance

définition

1. Migrant remittances: data and trends

Data sources and evaluation of remittance flows

According to the International Monetary Fund (IMF) interpretation, remittances are recorded in three different sections of the balance of payments:

- Compensations of employees are the gross earnings of workers residing abroad for less than 12 months, including the value of in-kind benefits (in the current account, subcategory “income”, item code 2310).

[DEF] • Workers' remittances are the value of monetary transfers sent home from workers residing abroad for more than one year (in the current account, subcategory “current transfers”, item code 2391).

- Migrants' transfers represent the net wealth of migrants who move from one country of employment to another (in the capital account, subcategory “capital transfers”, item code 2431).

Document 46

INCREASING THE MACROECONOMIC IMPACT OF REMITTANCES ON DEVELOPMENT, DILIP RATHA AND SANKET MOHAPATRA November 26, 2007

FT 23: worker's remittance

Contexte

Large remittance inflows in Moldova seem to have created a substantial appreciation pressure on the exchange rate in recent years. [CTX] According to the IMF, workers' remittances are the only large foreign exchange net-inflows that can explain this strong appreciation pressure since the second quarter of 2003. In contrast, in Tajikistan remittances may have helped counteract the depreciation pressure from a growing trade deficit. Further, low labor and other costs in Tajikistan compared to its trading partners may have substantially reduced the adverse effect of these inflows on competitiveness. Some other studies found that remittances have no effects on external competitiveness, contending that remittances may be directed to a large extent towards unskilled-labor intensive activities with limited effect on real wages.

Document 47

MIGRANT REMITTANCE AND FARM PRODUCTION DECISIONS IN CAMEROON, 2009 Molua, Ernest

FT 23: worker's remittance

Synonyme

In meeting the set objectives, the hypothesis that **[SYN] migrant remittance** has a positive impact on household welfare is tested. The broad handling of this topic adds more knowledge on the effect of remittances on welfare Cameroon and development in Africa in general by providing information on the socioeconomic development spurred up by migrant remittances. The current appreciation of remittances as a development tool is recent and several questions on how best to capture their development impact remain.

3.2. Dossier documentaire français

Document 1

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT –GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, Décembre 2007

FT 01 : chambre de compensation automatisée

Abréviation, définition et contexte

Les **chambres de compensation automatisées** [ABR](CCA) et les **systèmes de transfert de paiements de grande valeur (STPGV)** permettent aux institutions financières membres d'échanger des instructions de paiement et de régler leurs obligations par voie électronique.

[DEF]Une CCA est un système de règlement reposant sur un processus de traitement par lots, où les transactions sont généralement réglées pendant la nuit, générant des coûts moins élevés qu'un système de règlement en temps réel. Les STPGV sont des systèmes de règlement surtout utilisés par les grandes entreprises, les courtiers en devises et autres pour transférer des fonds en temps réel.

Dans pratiquement tous les cas, le transfert s'opère par débit et crédit immédiats des comptes de compensation détenus par les banques émettrices et réceptrices auprès de la banque centrale. D'autres transferts passent par un système de file d'attente ou par un règlement en réseau.

Contexte

[CTX]Les CCA jouent un rôle prépondérant dans les paiements et les transferts d'argent, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Elles constituent un moyen fiable et peu coûteux pour acheminer des paiements d'une institution émettrice à une institution réceptrice.

Document 2

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE-ANNUAIRE STATISTISQUE DU CAMEROUN ,2010

FT 02 : balance des paiements

Définition

1. PRESENTATION

Le traitement en 2008 de la dette publique commerciale auprès du club de Londres a généré des financements exceptionnels nets négatifs de 8,5 milliards, conduisant à un solde global de la balance des paiements excédentaires de plus de 149 milliards contre 439,2 milliards en 2007. Cette tendance s'est poursuivie en 2009.

2. METHODOLOGIE

La balance de paiements du Cameroun respecte dans sa construction les règles générales reconnues pour l'établissement des balances de paiements dans le monde. Elle obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif inscrit en crédit traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportation de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers, prêts accordés par les non-résidents à des résidents)

3. DEFINITIONS

Balance de paiements: [DEF] C'est un état statistique dont l'objet est de retracer sous forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. La balance des paiements du Cameroun est réalisée par la Cellule de la balance de paiement du MINEPAT. Elle est publiée avec un certain retard en raison des difficultés liées à la compilation des données.

Compte de transactions courantes : Ce sont les postes marchandises (balance commerciale), services, revenus des facteurs, autres biens et services.

Compte de capital : Il comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits.

Document 3

TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS, PAUVRETE ET INEGALITES AU MALI. ANALYSE DES TROIS SCENARII CONTREFACTUELS. INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT, GUBERT F., THOMAS L. ET SANDRINE M., OCTOBRE 2010

FT 02 : balance des paiements

Contexte

L'importance des sommes en jeu donne toute sa pertinence à une analyse de l'incidence des transferts sur les économies des pays bénéficiaires. En toute logique, à l'échelle des migrants, les transferts devraient être à l'origine d'un gain en bien-être car ils constituent un revenu additionnel en comparaison de ce qu'ils auraient gagné s'ils étaient restés dans leur pays. A une échelle plus globale toutefois, l'effet net des transferts est beaucoup plus incertain et complexe à mesurer car ces derniers peuvent avoir des effets à la fois macroéconomiques et microéconomiques. **[CTX] Les pays qui reçoivent beaucoup d'envoi de fonds par exemple (entre 4% et 31% du PIB, selon la banque mondiale) font généralement face à des modifications de leur taux de change, de leur taux d'intérêt et de leur balance de paiements.** Comme toute source importante de devises, (ressources naturelles, secteur performants à l'exportation), en effet les envois de fonds sont susceptibles de déclencher un phénomène similaire au syndrome hollandais («Dutch Disease»), se traduisant par une appréciation de la monnaie nationale avec pour corollaire une perte de compétitivité.

Document 4

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, Décembre 2007

FT 02 : paiement en espèces

Définition

Paiements et transferts en espèces

Les **espèces** constituent le type d'instrument de paiement de détail le plus simple. [DEF]Un **paiement en espèces** consiste dans la remise de monnaie (pièces et billets) à valeur faciale établie par l'État. Le règlement final coïncide dans le temps avec la remise des espèces. Dans les pays développés, les espèces sont utilisées comme moyen de paiement dans 50 à 80 % des nombreux pays en développement, en revanche, l'argent liquide est couramment utilisé pour le paiement des salaires, le règlement de la plupart des transactions de détail ainsi que de nombreuses transactions commerciales.

Document 5

ISERN J., DESHPANDE R. ET JUDITH V. *ELABORATION D'UNE STRATEGIE D'OFFRE DE SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT: LIGNES DIRECTRICES DESTINEES AUX PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS POUR LES PAUVRES*, Mars 2005

FT02 : paiement en espèces

Contexte

Le terme « Giro » est celui utilisé pour désigner les paiements électroniques transnationaux offerts par les bureaux de poste dans plus de quarante pays. [CTX]Ces systèmes permettent au détenteur d'un compte bancaire postal d'envoyer de l'argent (dans le même pays ou à l'étranger) sur un autre compte postal, un compte bancaire ou un bureau de poste en vue d'un paiement en espèces. Il faut, en général, deux à quatre jours pour recevoir un transfert par giro. Les petits entrepreneurs ont souvent recours à ce service international pour le paiement de leurs importations et exportations.

Document 6

INC HEBDO NO 1269, 29 SEPTEMBRE-05 OCTOBRE 2003

FT 04 : chèque

Définition

LE CHÈQUE

[DEF] Le chèque est un écrit par lequel le titulaire d'un compte (le tireur) donne l'ordre à sa banque (le tiré) de remettre à un tiers bénéficiaire (le porteur), sur présentation de cet écrit, une somme déterminée, lui appartenant et disponible.

Le tiré, c'est-à-dire la personne à qui l'ordre de payer est donné, ne peut être qu'un établissement de crédit, un prestataire de services d'investissement, la Caisse des dépôts et consignations ou la Banque de France. Le chèque bancaire est régi par les articles L. 131-1 et suivants du code monétaire et financier, qui a codifié le décret-loi du 30 octobre 1935 qui réglementait la matière.

Le chèque reste, actuellement, le plus utilisé des moyens de paiement en France. Afin de s'en servir sans risque, il est nécessaire de connaître certaines règles d'usage.

Document 7

LES MOYENS DE PAIEMENT A L'INTERNATIONAL, CCI BEAUNE ET DIJON SEPTEMBRE 2009

FT 04 : Chèque

Contexte

Les techniques d' « encaissement simple »

Le chèque

Il faut distinguer deux sortes de chèques :

Le chèque d'entreprise (check) émis par le titulaire du compte (l'acheteur importateur) appelé « tireur » sur une banque appelée « tirée » au profit du « bénéficiaire » (le vendeur, l'exportateur). Il peut, pour offrir plus de garantie, être certifié c'est-à-dire que la banque appose sur le chèque un visa attestant qu'il existe une provision suffisante sur le compte bancaire lors de son émission et qu'elle bloque cette provision jusqu'à l'expiration du délai légal de présentation.

Le chèque de banque (bank draft) émis par une banque, à la demande de l'acheteur et qui représente donc un engagement direct de paiement de celle-ci.

[CTX] On remarque que le chèque est un instrument peu utilisé dans la pratique du commerce international car malgré sa simplicité d'utilisation, il présente certains inconvénients peu attractifs. En effet, outre le fait que son statut juridique et la possibilité d'y faire opposition varient fortement d'un pays à l'autre, le risque politique subsiste ainsi que les risques de perte, vol et falsification. De plus, les délais d'encaissement peuvent être longs (envoi par la poste, intervention de plusieurs banques) et les frais importants.

Document 8

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 05 Compensation

Définition

La compensation est une étape délicate de la filière du transfert d'argent. Dans les pays disposant de systèmes bancaires centralisés dominés par un petit nombre d'institutions, l'expéditeur et le bénéficiaire disposent parfois de comptes dans la même institution, si bien qu'aucune opération interbancaire n'est nécessaire. Mais le plus souvent, les expéditeurs et les bénéficiaires ont affaire à deux institutions différentes, ce qui implique des mécanismes de compensation et de règlement.

[DEF]La compensation est le processus de transmission, de rapprochement et, dans certains cas, de confirmation des transactions avant leur règlement final.

Pour les transferts d'argent internationaux, le rôle d'une IMF, au moins dans les premiers temps, se concentrera plus probablement au point de réception. Pour les transferts intérieurs, l'IMF peut être impliquée sur les deux versants, au niveau de l'expédition comme de la réception. Le canal de réception d'un transfert d'argent dépend du type d'instrument de transfert et du système de compensation utilisé. Ces canaux peuvent être répartis en deux grandes catégories: physiques ou électroniques.

Document 9

ETUDE PRELIMINAIRE SUR LA PROBLEMATIQUE ET LE PRODUIT « TRANSFERT D'ARGENT» SOCIETE DE GESTION FIDUCIAIRE SARL, NOVEMBRE 2004

FT 05 : Compensation

Contexte

2.2. Les sociétés spécialisées

Dans le système des transferts électronique d'argent offert par des sociétés spécialisées, ni l'expéditeur, ni le destinataire n'ont besoin de disposer d'un compte bancaire, les opérations étant réalisées intégralement en espèces. Cependant, les fonds ne sont pas physiquement transférés, il s'agit simplement d'un transfert virtuel. [CTX]Le principe est l'inscription en compte par message électronique dans la comptabilité d'agents appartenant au même réseau, dont l'administrateur procède à intervalles réguliers au règlement après compensation des comptes.

Ces opérations se caractérisent par leur rapidité d'exécution. S'il existe aujourd'hui de nombreuses sociétés qui offrent des services de transferts d'argent, seules deux sociétés américaines, WESTERN UNION et MONEYGRAM, disposent d'un réseau mondial, les autres n'intervenant que sur une zone géographique bien déterminée et ne permettent aucune interconnexion entre les différents réseaux.

Document 10

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. COMITE SUR LES SYSTEMES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT, MARS 2003

Définition(1)

FT 06 Commission

COMMISSION: **[DEF]** Paiement versé au prêteur de titres par l'emprunteur ; ce montant correspond aux dividendes ou à tout autre revenu généré par les titres (hors imposition applicable) et que le prêteur aurait reçu s'il ne les avait pas prêtés.

Document 11

LA REGULATION DES TRANSFERTS DE FONDS DE MIGRANTS, VERS UN REGIME INTERNATIONAL? MARIE COIFFARD, MAI 2009

FT 06 : commission

Définition(2)

Le coût des TFM dépend du nombre et de la nature des opérateurs. Quel que soit le mode de transfert, le prix peut être découpé en trois parties. Le premier composant est constitué des frais à la charge de l'envoyeur, le second la commission de change et le dernier (facultatif) sont les frais à la charge du receveur. **[DEF] La commission de change correspond à la différence entre le taux de change du marché et le taux effectivement utilisé par le prestataire.** De plus, les STA proposent plusieurs services de transferts. Par exemple MoneyGram les migrants peuvent utiliser le « same day service » qui coûtera 18\$ pour un envoi de 300\$ de NYC au Bangladesh. Mais le migrant peut également utiliser le « Economy service » qui lui coûtera 10\$ en frais. Cependant, le montant perçu par le destinataire n'est qu'une estimation. Dans la mesure où le taux de change n'est pas fixe, MoneyGram se laisse le droit de modifier les frais selon le moment où le bénéficiaire retirera l'envoi.

Document 12

ETUDE SUR LE TRANSFERT D'ARGENT DES EMIGRES AU SENEGAL ET LES SERVICES DE TRANSFERT EN MICRO-FINANCE, Cerstin SANDER & Issa BARRO

FT 06: Commission

Contexte

5.2. Transferts formels: caractérisation, mécanismes, coûts des services, particularités/caractéristiques des produits

5.2.1. Les divers modes de transferts :

Les expériences formelles les plus importantes en matière de transfert de fonds au Sénégal sont l'oeuvre des structures suivantes : les banques, La Poste et quelques institutions de micro-finance. Les opérateurs professionnels sont également présents sur ce marché (Western Union, Money Gram, etc.) à travers les réseaux des banques, de la Poste et même de certaines IMF.

Parmi les différents modes de transfert *internationaux* disponibles, il faut noter :

- le mandat poste international : c'est un système très utilisé, malgré les délais souvent longs et le coût parfois élevé. Par exemple, la commission de transfert dans les pays de l'UEMOA est de 2% avec un minimum de 1 000 FCFA ; **[CTX] dans la zone franc, la commission est de 3% avec un minimum de 1 500 FCFA** ; la commission passe à 4% (avec un minimum de 2 000 FCFA) lorsque qu'il s'agit de transferts en dehors de la zone franc ; de plus, les bénéficiaires de mandat doivent payer des frais, mais ceux-ci sont d'un faible montant (300 FCFA) ; mais la Poste intervient également sur le marché international du transfert avec ses propres produits (en plus de nouveaux produits des opérateurs spécialisés tels que Western Union) tels que le produit « IFSIMO » (international financial services – international money order) ;
- les transferts de compte à compte : le titulaire d'un compte bancaire à l'étranger peut transférer une certaine somme d'argent de ce compte à son propre compte ou à tout autre compte dans son pays ; pour cela, il peut utiliser les transferts électroniques tels que les SWIFT ou les télex : ces transferts sont sûrs, mais pas suffisamment rapides (on observe un délai moyen de 48 heures) ; ils sont réputés être relativement chers notamment lorsque les opérations sont effectuées dans deux zones monétaires différentes (zone dollar et zone FCFA par exemple).

Document 13

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 06: Correspondant bancaire

Définition

[DEF] Une relation de **correspondant bancaire** implique qu'une banque fournit des services à une autre pour transférer des fonds, changer des devises ou exécuter diverses transactions financières. Seules les IMF disposant d'une licence bancaire peuvent établir ce type de relation.

Actuellement, les relations de correspondant bancaire concernent surtout des services de paiement autres que les transferts d'argent internationaux.

Toutefois, à mesure que la concurrence s'accroît dans le secteur du transfert d'argent, les banques et les autres institutions financières ont recours à ce type de relation pour mettre au point des produits plus compétitifs.

L'institution peut également détenir des positions en devises en raison de prêts internationaux, de dépôts en monnaie étrangère ou pour d'autres raisons. L'IMF doit définir des limites pour les montants de devises qu'elle détient sur ses comptes, ainsi que pour le montant des transactions demandées par les clients, et ces limites doivent être réévaluées périodiquement. Sur cette base, l'IMF peut acheter ou vendre des devises selon ses besoins.

Document 14

PRINCIPES ANTI-BLANCHIMENT DE WOLFSBERG POUR LES BANQUES CORRESPONDANTES. THE WOLFSBERG GROUP

FT 06: Correspondant bancaire

Définition (2)

Activités de banque correspondante

Ces principes s'appliquent à toutes les relations de correspondant bancaire qu'une institution financière établit ou maintient au service d'un client de banque correspondante. **[DEF]** Les activités de banque correspondante se définissent comme la prestation de services bancaires - un compte courant ou tout autre compte ainsi que des services relatifs à ce compte - par une banque à une autre institution financière, afin de permettre à cette dernière de répondre à ses besoins de compensation, de gestion de trésorerie, d'emprunts à court terme ou d'investissement. Les institutions financières peuvent décider d'étendre ces principes à l'ensemble des relations qu'elles entretiennent avec d'autres institutions financières.

Document 15

SERVICES DE TRANSFERT DE FONDS POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS, PRINCIPES GÉNÉRAUX/Banque des Règlements Internationaux. Janvier 2007

Contexte

FT 06: Correspondant bancaire

Toutefois, dans tous les cas, ils comportent nécessairement une forme de « réseau » (ensemble de points d'accès où les utilisateurs peuvent verser ou recevoir des fonds) et des procédures servant à lier ces points d'accès afin d'assurer la transmission de messages (transfert d'informations) et le règlement (transfert des fonds proprement dits). Certains de ces prestataires, comme les banques à dimension mondiale, sont parfois dotés de réseaux de succursales qui peuvent être utilisées à cet effet (« service monoprestataire »). D'autres, dont des établissements de petite taille, peuvent faire appel au réseau d'un des grands opérateurs mondiaux de transfert de fonds (« service franchisé ») ou s'associer pour créer un réseau (« Service négocié »). Dans tous ces cas, les prestataires ont une relation directe les uns avec les autres, leur permettant de se mettre d'accord sur les délais et le prix total du service (y compris toute commission facturée au bénéficiaire des fonds) et de les rendre publics. [CTX] Un autre type de service, fourni par la plupart des banques, notamment, repose sur les relations de correspondant bancaire pour acheminer un paiement jusqu'à pratiquement n'importe quelle autre banque dans le monde (« service ouvert »).

Document 16

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 08 : prélèvement automatique

Définition

[DEF]Le **prélèvement automatique** est un mode de TFE dans lequel le payeur autorise le bénéficiaire à débiter son compte d'un montant spécifié. Cet instrument sert surtout au règlement des factures courantes – soit des paiements fréquents, récurrents, de montant fixe, tels que les primes d'assurance-vie, ou de montants variables, comme les factures de téléphone, d'électricité, d'eau, de carte de crédit et autres. Le prélèvement automatique est très répandu pour le paiement des factures en Europe, beaucoup moins aux États-Unis et dans les pays en développement. Les coûts du prélèvement automatique sont généralement supportés par le bénéficiaire. Ce moyen de paiement requiert de détenir un compte bancaire, sur lequel le titulaire a pré-autorisé des débits automatiques.

Document 17

GUIDE JURIDIQUE DE LA CNUDCI SUR LES TRANSFERTS ELECTRONIQUES DE FONDS, NEW YORK, 1981

FT 08 : contexte

22. Puisque les ordres de prélèvement électronique, de par leur nature même, ne peuvent être émis par le transférant, l'autorisation que donne le transférant de débiter son compte est séparée de l'ordre de prélèvement établi par le bénéficiaire ou la banque bénéficiaire. **[CTX] Une autorisation de prélèvement automatique, qui sera en général écrite et signée par le transférant, peut être donnée à la banque transférante, auquel cas celle-ci notifiera au bénéficiaire qu'elle a été autorisée par le transférant à honorer les demandes présentées aux fins stipulées.** Si l'autorisation est donnée par le transférant au bénéficiaire, ce dernier peut la conserver ou la communiquer à la banque bénéficiaire. Dans chacun de ces cas, la banque transférante, n'ayant pas l'autorisation, honorerait la demande si le bénéficiaire ou la banque bénéficiaire l'assurait qu'une autorisation en bonne et due forme a été donnée.

Document 18

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 09 : transfert de fonds électronique

Définition et abréviation

Paiements et transferts électroniques

[DEF] Les **TFE** (transferts de fonds électroniques) sont des transferts d'argent entre deux comptes, détenus auprès de la même institution ou de deux institutions différentes, qui reposent sur des technologies informatiques et de télécommunication. La plupart des programmes de **[ABR]** **TFE** impliquent l'intervention directe ou indirecte d'une institution financière pour l'émission, la compensation ou le règlement des transferts.

Document 19

ETUDE PRELIMINAIRE SUR LA PROBLEMATIQUE ET LE PRODUIT « TRANSFERT D'ARGENT » SOCIETE DE GESTION FIDUCIAIRE SARL, NOVEMBRE 2004

FT 09 : transfert de fonds électronique

Synonyme

2.2. Les sociétés spécialisées

Dans le système des [SYN]transferts électronique d'argent offert par des sociétés spécialisées, ni l'expéditeur, ni le destinataire n'ont besoin de disposer d'un compte bancaire, les opérations étant réalisées intégralement en espèces. Cependant, les fonds ne sont pas physiquement transférés, il s'agit simplement d'un transfert virtuel. Le principe est l'inscription en compte par message électronique dans la comptabilité d'agents appartenant au même réseau, dont l'administrateur procède à intervalles réguliers au règlement après compensation des comptes.

Ces opérations se caractérisent par leur rapidité d'exécution.

Document 20

GUIDE JURIDIQUE DE LA CNUDCI SUR LES TRANSFERTS ELECTRONIQUES DE FONDS, NEW YORK, 1981

FT 09 : transfert de fonds électronique

Contexte et usage

54. La phase électronique est, pour la plupart des transferts électroniques de fonds, confiée à un employé de la banque agissant sur instruction d'un cadre de la banque dans le cas d'un transfert effectué par celle-ci, ou sur instruction du client ou d'une autre banque. [CTX]Cependant, un nombre croissant de transferts électroniques de fonds sont déclenchés sur un terminal client. Les terminaux clients peuvent être des distributeurs automatiques de billets,(DAB), des guichets automatiques de banque (GAB), des terminaux points de vente, des terminaux interactifs à domicile et des terminaux en ligne installés chez les clients commerciaux.

Usage

50. Naguère, les ordres de transferts électroniques de fonds envoyés par télégramme ou par télécopieur n'étaient pas standardisés. La standardisation de la structure des ordres de [USG] transfert électronique de fonds a sans aucun doute été amorcée lorsque les banques ont commencé d'échanger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une chambre de compensation automatique, des supports de mémoire contenant des ordres de transfert. Pour que les ordinateurs de la banque réceptrice puissent traiter les ordres, les programmes d'ordinateurs des banques, ainsi que ceux des chambres de compensation automatique, doivent être compatibles et les données doivent être introduites conformément à une structure standard.

Document 21

ALTER ECO, N° 40. QUINZAINE DU 12 AU 25 JUIN 2012

FT 10 : taux de change.

Définition

TAUX DE CHANGE

[DEF] Le taux de change d'une devise (une monnaie) est le cours (le prix) de cette devise par rapport à une autre. On parle aussi de la « parité d'une monnaie ». Les taux de change cotés sur les marchés des changes, varient en permanence, en fonction de la place de la cotation. Le taux de change est déterminé par l'offre et la demande de chacune des deux monnaies: si la demande dépasse l'offre, le cours augmente

Document 22

LES ENJEUX DE LA MIGRATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT : LES TRANSFERTS DE IMMIGRES PEUVENT-ILS FINANCER L'ENTREPRENEURIAT AU CONGO-RDC ? Claude SUMATA

FT 10 : taux de change

Contexte

Par ailleurs, une part croissante des transferts des immigrés emprunte des canaux non officiels en dehors des instances formelles en représentant un manque à gagner considérable pour les autorités gouvernementales. En effet, le problème récurrent de pénurie des devises pourrait être soulagé dans une certaine mesure si ces ressources financières en provenance de la diaspora transitaient pour l'essentiel par les circuits formels. Il convient de signaler que ces fonds alimentent des circuits parallèles des changes qui prolifèrent au Congo en dictant leurs lois à l'économie nationale notamment par des mécanismes d'ajustement des taux des changes et d'amplification du mouvement à la hausse des prix. **[CTX] Dans ces conditions, il existe bien un lien direct entre la dépréciation du taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises au niveau des circuits parallèles et la dynamique de l'inflation observée par la suite.**

Document 23

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT—GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 11 définition et contexte canal financier

[DEF] Un **canal financier** est un moyen par lequel l'argent est transféré. Ces canaux peuvent être formels, semi-formels ou informels. Les clients choisissent généralement leurs prestataires de services financiers en fonction de la confiance qu'ils leur accordent et la perception qu'ils ont de la commodité, de la qualité et du prix de leurs services. Cependant, les personnes n'ayant pas accès aux comptes bancaires sont en général exclues des canaux formels.

Canaux financiers formels

Les canaux financiers formels d'un pays sont constitués d'institutions qui participent à une certaine forme d'intermédiation financière sous la supervision d'autorités financières désignées, comme la banque centrale. Ils comprennent les banques commerciales, les caisses d'épargne, les coopératives d'épargne et de crédit, les banques de développement, les banques agricoles et les IMF réglementées. **[CTX]** La principale motivation pour recourir à des canaux financiers formels réside dans leur capacité à répondre à un large éventail de besoins en services financiers des ménages et des petites entreprises : épargne, emprunt, règlement des paiements, assurance contre les risques de perte.

Document 24

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 12 Définition et contexte Traite en monnaie étrangère

[DEF] Les chèques officiels et les traites en monnaie étrangère sont des instruments émis par des banques à des fins de transferts d'argent intérieurs ou internationaux. Ces deux instruments sont tirés sur une banque et signés par un agent bancaire. Un chèque officiel est établi dans la monnaie nationale et est généralement utilisé pour effectuer un paiement intérieur. Une traite en monnaie étrangère est libellée en monnaie nationale ou étrangère et est payable par une banque partenaire dans le pays de destination.

Une traite en monnaie étrangère est libellée en monnaie nationale ou étrangère et est payable par une banque partenaire dans le pays de destination. Les chèques officiels sont principalement utilisés pour payer des impôts ou des achats de montant élevé, ou encore pour effectuer des paiements par courrier. **[CTX]** Les traites en monnaie étrangère servent généralement à envoyer de l'argent dans la monnaie du bénéficiaire ou à payer des achats dans un pays étranger. Une entreprise peut joindre une traite en monnaie étrangère à une facture, facilitant ainsi le paiement de la facture pour le destinataire à l'étranger.

Document 25

ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE D'OFFRE DE SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT: LIGNES DIRECTRICES DESTINÉES AUX PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS POUR LES PAUVRES, Jennifer Isern, Rani Deshpande Mars 2005

FT 13 : Transfert formel

Définition et synonyme

Les canaux informels

Si les transferts officiels sont **[DEF]** enregistrés dans les comptes d'une entité commerciale, qui les déclare aux autorités gouvernementales, et sont donc pris en compte dans les statistiques économiques nationales, ce n'est pas le cas pour les transferts effectués par des canaux informels. Les experts estiment que la valeur totale des transferts monétaires effectués par des canaux informels (comme les transferts effectués par le canal de la famille, des amis ou d'autres canaux non documentés) se situe entre 40 et 100% du volume des transferts officiels à l'échelle mondiale.

Document 26

**TRANSFERTS FINANCIERS DES MIGRANTS CONGOLAIS, DE LA BELGIQUE
VERS LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, NADINE MUTETA**

OCTOBRE 2005

FT 13 : Transfert formel

Contexte

[CTX]Les transferts financiers formels vers la RDC se font en majorité par le biais des sociétés de transferts, dont la procédure d'envoi exige la désignation d'une personne précise habilitée à effectuer le retrait des fonds. Le migrant choisit soit une personne de confiance, soit le membre de la famille le plus instruit, soit le bénéficiaire des fonds.

Document 27

LES DETERMINANTS ET IMPACTS MACROECONOMIQUES DES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS : UNE ANALYSE DU CAS DES PAYS FORTEMENT DEPENDANTS, Marie Coiffard, 02 décembre 2011

FT 14: Hawala

Définition

Par définition, les transferts dits informels, n'y sont pas comptabilisés, de même que les transferts en nature. Il existe trois types de transferts informels : le transfert direct *via* un déplacement physique du migrant ou d'un émissaire ; l'envoi par courrier ; et les transferts de type Hawala qui désigne selon M. El Qorchi (2002 :31) **[DEF]**«un réseau informel de transfert de fonds d'un lieu à un autre par le biais de courtiers — les hawaladars —, quels que soient la nature de la transaction ou les pays impliqués. Si ce type d'opération est engagé le plus souvent par des travailleurs qui ont émigré dans un pays développé, il sert aussi à envoyer des fonds à partir d'un pays en développement, même si le but du transfert est en général différent ».

Document 28

LES TRANSFERTS INFORMELS DE FONDS DE TYPE « HAWALA » ET SES DERIVES CRIMINELLES : MOYENS DE DETECTION ET TECHNIQUES DE LUTT, MAI 2011

FT 14: Hawala

Contexte

[CTX] Quant à son fonctionnement, il s'agit dans les faits d'un **système de transfert de fonds informel voire occulte puisque totalement et volontairement distinct des dispositifs bancaires officiels.** De fait, en l'absence de cadre légal et d'éléments probants de traçabilité des valeurs, les fondements de ce système reposent sur la confiance et dès lors, sur une culture fortement imprégnée de solidarité nationale, ethnique ou clanique.

Document 29

TRANSFERTS D'ARGENT: PROGRAMMATION POUR LES SITUATIONS D'URGENCES. 2006, Pantaleo Creti et Susanne Jaspars

FT 14 : Hawala

Contexte

En Somalie, pour distribuer de l'argent, des agences ont employé le système local de transfert d'argent, utilisé généralement pour les envois de fonds de l'extérieur. Ces compagnies ont pris 5 pour cent de frais et ont accepté d'assumer la responsabilité de toute perte. En Afghanistan, Mercy Corps a conçu une méthode utilisant le système « bancaire » local (*Hawala*) pour transférer les sommes relativement importantes requises pour couvrir les coûts salariaux sur le terrain. Les payeurs ont transféré l'argent des salaires aux leaders des groupes, qui ont payé les travailleurs individuels sous la supervision des ingénieurs du projet de Mercy Corps.

[CTX] Le système de *Hawala* garantit que l'argent est transporté sous la responsabilité de celui qui échange l'argent, tout en stimulant les systèmes traditionnels de transferts d'argent.

En Haïti, Oxfam GB a utilisé les boutiques locales pour payer les aides en argent liquide ainsi que les salaires du programme d'argent-contre-travail tous les quinze jours. L'emploi des boutiques empêchait que se reproduisent les problèmes de sécurité survenus auparavant lors de distributions directes de denrées.

Document 30

**SYSTEMES INFORMELS OU ALTERNATIFS DE TRANSFERTS DE FOND
AU SENEGAL, Ibrahima DIOP, 16 juillet 2009**

FT 15: transfert informel

Définition(1)

Passeur de fonds

Personne qui effectue « un transport physique transfrontière » d'espèces ou d'instruments au porteur négociables.

Transfert informel

[DEF]Opération par laquelle une somme d'argent est transférée vers ou en provenance du pays en dehors des systèmes de transferts officiels.

Transfert alternatif

Opération par laquelle une somme d'argent est transférée vers ou en provenance du pays par des moyens électroniques tels le téléphone, le SMS, l'Internet, etc.

Document 31

LES TRANSFERTS D'ARGENT, BIM n° - 20 septembre 2005

FT 15: transfert informel

Définition(2) et contexte

Canaux informels

[DEF] Par définition, les transferts informels ne sont pas déclarés. Les experts estiment la valeur totale des transferts d'argent effectués par voie informelle entre 40 et 100 pour cent du volume des transferts formels. De récentes études montrent que plus de la moitié des transferts de la France vers le Mali sont effectués par voie informelle, 85% dans le cas du Soudan. Ces chiffres montrent que les systèmes informels concurrencent largement même les plus gros acteurs du marché formel des transferts. **[CTX]** Quel que soit le mécanisme utilisé, les systèmes de transfert informel sont habituellement rapides, discrets et ne nécessitent qu'un minimum de formalités écrites. Ils sont généralement moins chers que les mécanismes formels soumis à réglementation et taxation, et souvent disponibles dans des zones où aucun prestataire formel n'existe. Pour les clients qui ne disposent pas de documents d'identité ou de résidence, le système informel est souvent un recours.

Document 32

L'ABC DE L'ECONOMIE, ENVOIS DE FONDS UNE BOUEE DE SECOURS POUR LE DEVELOPPEMENT, DILIP RATHA

FT 15: transfert informel

Synonyme

Dans la plupart des cas, le règlement entre agents ne donne pas lieu à un transfert de fonds en temps réel; au lieu de cela, le solde dû par l'agent expéditeur à l'agent payeur est réglé périodiquement selon un calendrier convenu, par l'intermédiaire d'une banque commerciale. Les **[SYN] envois de fonds informels** sont parfois réglés via le commerce de marchandises.

Document 33

CEREMONIE DE LANCEMENT RAPPORT FINAL, ACP BRUXELLES, BELGIQUE OCTOBRE 25-27, 2010

FT 15: transfert informel

Synonyme

Le volume des transferts de fonds est faible, (bien que large en relation au PIB), en partie du fait que les migrants peuvent très facilement s'installer en Afrique du Sud, même avec leurs familles, en faisant de mouvements transfrontaliers fréquents. Haïti a reçu deux millions de dollars américains de l'ensemble de sa diaspora en 2009. Cela reflète le besoin pour une meilleure collecte de données au niveau des **[SYN] « rémittences » informelles** qui circulent hors des canaux officiels.

Document 34

APPROCHE THEORIQUE DE LA MICRO-FINANCE ET DU MICRO-CREDIT

FT 16: Micro-finance

Définition

Définition de la micro-finance :

[DEF] Offre de services financiers à des individus ou des groupes d'individus pauvres, qui n'ont pas accès aux services financiers formels, dans le but de satisfaire les besoins de leur ménage ou de leur microentreprise.

2.1 3 principaux types de services :

1. **services d'épargne** (caisses d'épargne en Afrique)
2. services de **microcrédit à la consommation du ménage**
3. services de **microcrédit à l'investissement dans une micro-entreprise** (Grameen Bank).

Document 35

L'ETAT DES LIEUX DE LA MICRO-FINANCE AU CAMEROUN, MAI 2006

FT 16 : Micro-finance

Contexte et usage

[CTX] Les principaux produits offerts par les Etablissements de micro-finance au Cameroun sont l'épargne, le crédit, et les transferts de fonds.

Sur les 1 021 IMF recensées en zone CEMAC (Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad) en 2000, le Cameroun comptait 64 % des IMF, avec 67 % des dépôts, et 86 % des encours de crédits.

Pour inclure toutes les formes **[USG]** d'**institutions de micro-finance** et renforcer le contrôle et l'encadrement du secteur, un texte sous régional va être adopté par le conseil des ministres des Finances de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), et signé le 13 avril 2002. Ce texte est entré en vigueur le 14 avril 2005.

Document 36

TRANSFERTS FINANCIERS DES MIGRANTS ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, TCHOUASSI GERARD 2005

FT 16 : micro-finance

Usage

Les transferts financiers des migrants peuvent être définis comme l'ensemble des sommes qu'un émigré renvoie dans son pays d'origine. Il existe, de nos jours dans les pays d'Afrique subsaharienne, une activité assez fructueuse autour des transferts financiers. Presque toutes les banques commerciales et les [USG] établissements de micro-finance ont des guichets effectuant les opérations de transferts. Les dépliants, les affiches et les panneaux publicitaires présentent le produit et signalent la rapidité dans les transferts d'argent font. Ils font désormais partie du paysage urbain et même rural dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne

Document 37

**GUIDE PRATIQUE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS/ PRACTICAL
GUIDE OF POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, ECOLE SUPERIEURE DES
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS Juin 1977**

FT 17 : mandat

Définition

CHAPITRE II

LEGISLATION ET DISPOSITIONS GENERALES.

SECTION I

LEGISLATION

A. Définition

Le code civil (art. 1984) définit le mandat « comme un acte par lequel une personne donne à une autre personne le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom ». Au regard de l'Administration des P.T.T., le mandat est considéré comme un ordre de payer, et est appelé mandat **[DEF]** tout titre émis ou payé par un bureau de poste pour l'exécution du transfert de fonds.

Document 38

MINISTÈRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS : STRATEGIE SECTORIELLE DU DOMAINE DES POSTES, DECEMBRE 2005

FT 17 : Mandat

Contexte

2.1- RAPPEL HISTORIQUE DES POLITIQUES NATIONALES

L'histoire de la Poste peut se diviser en trois périodes :

□ **Première période: 1960-1988 :**

La Poste relève du Ministère des Postes et Télécommunications et est gérée dans le cadre budget général de l'Etat.

[CTX] Une des graves conséquences de ce mode de gestion aura été le non reversement de la trésorerie des mandats par le Trésor aux partenaires étrangers. C'est l'origine de la dette postale de 45 milliards de francs CFA vis-à-vis de la France. Cette situation a entraîné la suspension des relations de mandats non seulement avec la France, mais également avec les pays étrangers non membres de la zone franc en raison du rôle de transit et de change que jouait la France dans les relations monétaires entre les pays de la Zone Franc et le reste du monde. La conséquence immédiate et fâcheuse de cette situation est la détérioration de l'image du Cameroun vis-à-vis de ses partenaires étrangers avec qui il a signé des accords de partenariat en matière de transfert d'argent (mandats).

Document 39

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 18 Chèque officiel

Définition

[DEF] Les chèques officiels et les traites en monnaie étrangère sont des instruments émis par des banques à des fins de transferts d'argent intérieurs ou internationaux. Ces deux instruments sont tirés sur une banque et signés par un agent bancaire.

Contexte

[CTX] Un chèque officiel est établi dans la monnaie nationale et est généralement utilisé pour effectuer un paiement intérieur. Une traite en monnaie étrangère est libellée en monnaie nationale ou étrangère et est payable par une banque partenaire dans le pays de destination. Les chèques officiels sont principalement utilisés pour payer des impôts ou des achats de montant élevé, ou encore pour effectuer des paiements par courrier. Les traites en monnaie étrangère servent généralement à envoyer de l'argent dans la monnaie du bénéficiaire ou à payer des achats dans un pays étranger. Une entreprise peut joindre une traite en monnaie étrangère à une facture, facilitant ainsi le paiement de la facture pour le destinataire à l'étranger.

Document 40

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 19: instrument de paiement

Définition

[DEF] Les instruments de paiement sont les mécanismes utilisés par les personnes, les entreprises et les administrations publiques pour transférer de l'argent à des fins de règlement des transactions. Ces instruments peuvent prendre de nombreuses formes et être utilisés de diverses façons. Une commerçante peut utiliser des espèces pour régler un échange de biens sur un marché local ; un négociant peut utiliser une carte de crédit pour payer un service ; certaines entreprises versent les salaires par chèque ou par virement direct sur les comptes bancaires de leurs employés ; et de nombreuses personnes utilisent les TFE (transferts de fonds électroniques) pour payer leurs factures d'eau ou d'électricité, leurs impôts et autres.

Document 41

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ET DE CRÉDIT: EFFETS DE COMMERCE, CARTE DE PAIEMENT, TRANSFERT DE FONDS, CHRISTIAN GAVALDA et JEAN STOUFFLET, OCTOBRE 2009

FT 19 : Instrument de paiement

Contexte

Des règles particulières sont, cependant, applicables en cas de perte ou de vol d'un instrument de paiement doté d'un dispositif de sécurité personnalisé (C. monét. fin. art. L. 133-19 et L. 133-20). Ces règles sont spécialement applicables aux cartes de paiement. Les pertes supportées par le payeur liées à l'utilisation de l'instrument avant l'information du prestataire sont limitées à 150€. Le payeur est déchargé de toute contribution aux pertes en cas d'opération de paiement non autorisée effectuée sans utilisation du dispositif de sécurité personnalisé. Il en est de même en cas de détournement, à l'insu du payeur, de l'instrument de paiement ou des données qui y sont liées ou de contrefaçon de l'instrument de paiement alors que le payeur était en possession de son instrument. **[CTX] Sauf agissement frauduleux de sa part, le payeur ne supporte aucune conséquence financière du paiement non autorisé si le prestataire de services de paiement n'a pas fourni les moyens appropriés permettant le blocage de l'instrument de paiement.** Le payeur supporte, toutefois, toute la perte occasionnée par une opération de paiement non autorisée si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou s'il n'a pas satisfait intentionnellement ou par négligence grave aux obligations mentionnées aux articles L. 133-16 et L. 133-17, c'est-à-dire préservation de la sécurité des dispositifs de sécurité personnalisée (code secret) et information sans retard du prestataire ou de l'entité désignée, aux fins de blocage.

Document 42

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT—GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 20 : système de paiement

Définition

[DEF] Les **systèmes de paiement** sont un ensemble d'institutions, de réseaux, de personnes, de règles et de technologies qui rendent possible l'échange de paiements. Le **Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (CSPR)** de la Banque des règlements internationaux définit un système de paiement comme un ensemble d'instruments, de procédures bancaires et, généralement, de systèmes de transfert de fonds interbancaires qui assurent la circulation de l'argent. Ces infrastructures remplissent une fonction économique vitale en facilitant les mouvements d'argent entre les payeurs et les destinataires des paiements, à l'échelle d'un pays ou à l'échelle internationale. Les **instruments de paiement** sont les mécanismes utilisés.

Instruments de paiement

Dans toutes les économies développées, et de plus en plus souvent dans les économies émergentes, les systèmes et instruments de paiement disponibles sont de plus en plus variés.

Document 43

STRATÉGIE POUR LA MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU SYSTÈME DE PAIEMENT EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

FT 20 : système de paiement

Contexte

[CTX]La qualité du système de paiement d'un pays (ou d'une union monétaire et économique) est un bon indicateur du fonctionnement d'une économie. Elle est aussi un élément d'appréciation de sa crédibilité et de sa transparence. Les progrès constatés en matière d'intermédiation bancaire, le développement des institutions et la concurrence qui régissent le marché financier ont favorisé l'évolution et la diversité des instruments et moyens de paiement.

Les nouvelles technologies de transmission de données (la télématique) et les progrès réalisés en informatique (les traitements) ont engendré et accéléré une forte amélioration des procédures de paiement et de recouvrement dans les pays développés et/ou émergents.

Document 44

L'OIM ET LES RAPATRIEMENTS DE FOND, DÉFINITION, VOLUME ET UTILITÉ DES RAPATRIEMENTS DE FONDS, OIM, Feuille d'Information. GENEVE, Juin 2011

FT 21 : Envoi de fonds

Synonyme et Définition

Les « rapatriements de fonds » se composent de trois flux de transferts monétaires dont les chiffres sont publiés annuellement par le FMI dans son Annuaire statistique de la balance des paiements : les envois de fonds des travailleurs, la rémunération des employés et les transferts des migrants. Mais pour un certain nombre d'États, d'institutions et d'experts, le terme recouvre désormais davantage que ce qui précède. Pour l'OIM, les **[SYN] rapatriements de fonds** désignent tous les transferts monétaires effectués par les migrants vers leurs pays d'origine ; en d'autres termes, les flux financiers associés à la migration. Dans la plupart des cas, **[DEF] les envois de fonds sont des transferts monétaires effectués à titre individuel par un travailleur migrant ou un immigré au profit de proches dans son pays d'origine.** Il peut aussi s'agir de fonds investis ou déposés par le migrant dans son pays d'origine ou dont il lui fait don. La définition pourrait aussi être élargie pour englober les transferts et dons personnels en nature.

Document 45

OIM: MIGRATION AU CAMEROUN : PROFIL NATIONAL 2009, GENEVE

FT 21 : envoi de fonds

Contexte

Pour ce qui est des migrants de nationalité camerounaise en situation irrégulière, les données de CIREFI indiquent une augmentation de leur nombre, en Europe, entre 2006 et 2007. Concernant les expulsions de ressortissants camerounais, les chiffres sont relativement négligeables. Les principaux secteurs d'emploi des Camerounais travaillant dans l'irrégularité sont la restauration, le textile, l'agriculture, le bâtiment, et les travaux domestiques (cf. C.2.3).

[CTX]D'après les indications de la Banque mondiale, les envois de fonds par les migrants camerounais sont en augmentation depuis 2001. Les transferts de fonds des migrants s'effectuent essentiellement par les institutions de transferts (Western Union, Money Gram et Express Union).

Document 46

CONCEVOIR ET OFFRIR DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT–GUIDE TECHNIQUE POUR LES INSTITUTIONS DE MICRO-FINANCE, DECEMBRE 2007

FT 22 : règlement

Définition

[DEF]Le **règlement** est le processus de libération des créances des institutions impliquées dans le transfert. Il implique un paiement de l'institution émettrice à l'institution réceptrice. Cette étape comprend la collecte des créances et le contrôle de leur intégrité, le contrôle de la disponibilité des fonds nécessaires au règlement, le règlement des créances entre les deux institutions, l'enregistrement du règlement et la communication du règlement final.

Document 47

**REGLEMENT PORTANT HARMONISATION DE LA REGLEMENTATION DES
CHANGES DANS LES ETATS DE LA CEMAC, Avril 2000, Emile Doumba**

FT 22 : règlement

Contexte

CHAPITRE IV - UNITE DE REGLEMENT

Article 23- [CTX] Les règlements avec tous les pays se font, par l'intermédiaire des correspondants bancaires, dans l'une des monnaies des deux partenaires ou en toute autre devise acceptée par les deux parties à la transaction.

**CHAPITRE V – OUVERTURE DES COMPTES INTERIEURS EN DEVISES AUX
RESIDENTS.**

Article 24- L'ouverture des comptes en devises dans la CEMAC n'est pas autorisée aux résidents. Toutefois, le Ministre chargé des Finances peut autoriser certaines personnes morales résidentes à ouvrir des comptes en devises après avis conforme de la BEAC.

En tout état de cause, ces comptes ne peuvent pas être crédités de versements en francs CFA ou alimentés par le débit d'un compte en francs CFA.

Document 48

SERVICES DE TRANSFERT DE FONDS POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS, PRINCIPES GENERAUX. CSPR/BANQUE MONDIALE, JANVIER 2007

FT 23: Transfert de fonds des travailleurs migrants

Abréviation et définition

2-Description du marché des TFTM

2.1 Définition des TFTM

23. Les TFTM peuvent être intérieurs ou internationaux. On parle de **[ABR] TFTM** intérieurs, par exemple, en cas de migration des zones rurales vers les zones urbaines au sein d'un pays. Les questions qui se posent sont, dans une large mesure, les mêmes, quel que soit le type de TFTM considéré. À noter toutefois que le présent rapport traite uniquement des TFTM internationaux, définis ici comme des *paiements transfrontières de montant relativement faible de particulier à particulier*. Dans la pratique, il s'agit de **[DEF] paiements récurrents effectués par des travailleurs migrants (par exemple, envois d'argent mensuels à la famille restée dans le pays d'origine)**. Dans un souci de simplicité, ces paiements sont désignés ici par l'abréviation « TFTM », étant entendu qu'il s'agit de transferts internationaux.

Document 49

LES DETERMINANTS ET IMPACTS MACROECONOMIQUES DES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS : UNE ANALYSE DU CAS DES PAYS FORTEMENT DEPENDANTS, MARIE COIFFARD, 02 DECEMBRE 2011

FT 23 : Transfert de fonds des travailleurs migrants

Définition

[DEF] Bien que les TFM soient par définition des flux individuels, du migrant vers sa famille, son ménage, ou sa communauté d'origine, ils constituent à l'échelle nationale une source de devise importante. Cette importance peut être mesurée en valeur absolue (totalité des TFM entrants), ou relative (par rapport à d'autres variables macroéconomiques). Généralement, les TFM sont rapportés au PIB au commerce par le biais des importations et/ou exportations, aux IDE, ou encore à l'APD. Ces différents ratios permettent de relativiser l'importance monétaire des TFM dans l'économie des pays receveurs.

Une approche en termes relatifs est intrinsèquement liée à l'étude de l'impact des TFM sur l'économie receveuse.

En effet, la quantification des TFM est un enjeu international, comme le démontre la mise en place d'un groupe de travail en 2004 sous l'impulsion du G8 (Groupe des huit⁶) composé de la Banque mondiale, du FMI et de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Document 50

TRANSFERT D'ARGENT DES MIGRANTS : UN SERVICE INTERESSANT POUR UNE INSTITUTION DE MICRO-FINANCE?

FT 21 : Transfert de fonds des travailleurs migrants

Synonyme

Exemple du Fond Financier Privé FIE SA en Bolivie Albert Vázquez, Université de Genève, Suisse, avril 2007. Avec la contribution de Valeria Rìos, Universidad Privada Boliviana, Bolivie.

Les transferts d'argent des migrants ont été en constante augmentation au cours des dernières années, au point de devenir plus importants que les aides publiques au développement.

Aujourd'hui **[SYN] les transferts d'argent des migrants** représentent le deuxième plus grand flux de capitaux entrant dans les pays en voie de développement après les investissements directs étrangers. Dans le cas de la Bolivie, les transferts d'argent sont particulièrement importants: en 2005, l'argent des migrants représentait 140% des aides officielles reçues et le triple des investissements directs étrangers de 2004.

Document 51

TRANSFERTS FINANCIERS DES MIGRANTS ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, Tchouassi Gerard, 2005

FT 21 : Transfert de fonds des travailleurs migrants

Synonyme

[SYN]Les transferts financiers des migrants peuvent être définis comme l'ensemble des sommes qu'un émigré renvoie dans son pays d'origine. Il existe, de nos jours dans les pays d'Afrique subsaharienne, une activité assez fructueuse autour des transferts financiers. Presque toutes les banques commerciales et les établissements de micro-finance ont des guichets effectuant les opérations de transferts. Les dépliants, les affiches et les panneaux publicitaires présentent le produit et signalent la rapidité dans les transferts d'argent. Ils font désormais partie du paysage urbain et même rural dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne. En effet, les routes de l'aéroport et les grands axes routiers de l'intérieur de ces pays sont jalonnées de panneaux portant des messages affirmant que vous pouvez transférer ou recevoir de l'argent de n'importe où dans le monde en quelques minutes.

Document 52

MINISTRE DE L'ECONOMIE, LA PLANIFICATION ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, *Cameroun Vision 2035*, Février 2009

FT 21 : Transfert de fonds des travailleurs migrants

Contexte

Dans le contexte actuel, la diaspora se présente comme un potentiel de financement énorme qu'on ne peut négliger. [CTX] Les transferts de fonds des migrants dépassent de loin, dans certains cas, le montant de l'Aide publique au développement (APD) et le volume des Investissements directs étrangers (IDE). En plus de ces transferts monétaires directs, la diaspora présente plusieurs autres atouts. Elle est à même de servir :

- sur le plan économique, de relais à la promotion des productions nationales et donc à la conquête des marchés extérieurs ;
- sur le plan de la coopération, d'élite à même de participer au renforcement des capacités nationales sur des thématiques nouvelles et dans les négociations internationales ;
- sur le plan politique, de relais pour l'amélioration de l'image de marque du pays ; ses positions conditionnant souvent considérablement celle des puissances extérieures.

4. LISTE DES VEDETTES

n°	VEDETTE EN ANGLAIS	n° FT	VEDETTE EN FRANÇAIS
1	Automated clearing house	1	Chambre de compensation automatisée
2	Balance of payments	2	Balance des paiements
3	Cash payment	3	Paieement en espèces
4	Cheque	4	Chèque
5	Clearing	5	Compensation
6	Commission	6	Commission
7	Correspondent banking	7	Correspondant bancaire
8	Direct debit	8	Prélèvement automatique
9	Electronic funds transfer	9	Transfert de fonds électronique
10	Exchange rate	10	Taux de change
11	Financial channel	11	Canal financier
12	Foreign draft	12	Traite en monnaie étrangère
13	Formal transfer	13	Transfert formel
14	Hawala	14	Hawala
15	Informal tranfer	15	Transfert informel
16	Micro-finance	16	Micro-finance
17	Money order	17	Mandat
18	Official cheque	18	Chèque officiel
19	Payment instrument	19	Instrument de paiement
20	Payment system	20	Système de paiement
21	Remittance	21	Envoi de fonds
22	Settlement	22	Règlement
23	Worker's remittances	23	Transfert de fonds des travailleurs migrants

5. COMMENT LIRE UNE FICHE TERMINOLOGIQUE ?

VE : Vedette (terme faisant l'objet de la fiche)

FR : Français

EN : English

DOM : DOMaine auquel appartient le terme vedette de la fiche

DF : DéFinition de la vedette

CTX : ConTeXte d'utilisation

COL : phraséologie ou COLlocation

ID : Identification de l'auteur de la fiche ; cette partie devra comprendre les informations suivantes :

- Le bureau émetteur qui est l'organisme pour lequel la fiche a été rédigée: l'ISTI
- La collection terminologique à laquelle appartient la fiche : MEM 12 qui veut dire mémoire rédigé en 2012
- Le numéro d'identification de la fiche FT1 (fiches pouvant être numérotées de 0 à 20).
- Les initiales de l'auteur de la fiche CYBF : Choumi Youmen Babette Flora

NT: NoTe : **ABR:** ABRéviation

SYN : SYNonymes

USG : UsaGe

RF: RéFérences (sources bibliographiques)

6. FICHES TERMINOLOGIQUES BILINGUES

FT 01

VE	EN: Automated clearing house FR: Chambre de compensation automatisée
DOM	Banking
DEF	Batch-process settlement system where transactions are typically settled overnight which incurs lower costs than a real time gross settlement system.
CTX	ACHs can move payments from an originating institution to a receiving institution reliably and at low cost.
ID	ISTI MEM 12 FT 01 CYBF
ABR	ACH
REF	Consultative Group to Assist the Poor/the World Bank, (2008). <i>Making money transfer work for micro-finance institutions: A technical guide to developing and delivering money transfers.</i>

VE	FR : Chambre de compensation automatisée EN : Automated clearing house
DOM	Banque
DEF	Système de règlement reposant sur un processus de traitement par lot où les transactions sont généralement réglées pendant la nuit générant des couts moins élevés qu'un système de règlement en temps réel.
CTX	Les CCA jouent un rôle prépondérant dans les paiements et les transferts d'argent, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Elles constituent un moyen fiable et peu coûteux pour acheminer des paiements d'une institution émettrice à une institution réceptrice.
ID	ISTI, MEM 12, FT 01, CYBF
ABR	CCA
REF	Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres/ Banque Mondiale (2008). <i>Concevoir et offrir des services de transfert d'argent : guide technique pour les institutions de micro-finance.</i>

FT 02

VE	EN: Balance of payments FR: Balance des paiements
DOM	Banking
DEF	Summary of economic activities between the residents of a country and the rest of the world during a given period, usually one year.
CTX	At the national level, remittances have a substantial effect on the balance of payments and on foreign exchange revenues.
ID	ISTI MEM 12 FT 02 CYBF
ABR	BOP
REF	Africa Region Working Paper (2003). <i>Migrant Labor Remittances in Africa: Reducing Obstacles to Developmental Contributions</i> . Series No. 64

VE	FR: Balance des paiements EN: Balance of payments
DOM	Banque
DEF	État statistique dont l'objet est de retracer sous forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.
CTX	Les pays qui reçoivent beaucoup d'envoi de fonds par exemple (entre 4% et 31% du PIB, selon la banque mondiale) font généralement face à des modifications de leur taux de change, de leur taux d'intérêt et de leur balance de paiements.
ID	ID: ISTI, MEM 12, FT 02 CYBF
ABR	ABR: BDP
REF	Gubert F., Thomas L. et Sandrine M., (2010). <i>Transfert de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse des trois scénarii contrefactuels</i> . Institut de recherche pour le développement.

FT 03

VE	EN: Cash payment FR: Paiement en espèces
DOM	Banking
DEF	Exchange of currency and coins with a face value established by the government and where final settlement occurs simultaneously with the cash handover.
CTX	He also transferred \$1 million to a Bank of America account in Oregon for “CPA Services,” a company run by the Christian Patriot Association, an organization which is associated with militia groups and which Koop said he sometimes used to make cash payments to third parties.
ID	ISTI MEM 12 FT 03 CYBF
REF	<i>Role of U.S. Correspondent Banking in International Money Laundering, 2001.</i>

VE	FR: Paiement en espèces EN: Cash payment
DOM	Banque
DEF	Remise de monnaie (pièces et billets) à valeur faciale
CTX	Ces systèmes permettent au détenteur d’un compte bancaire postal d’envoyer de l’argent (dans le même pays ou à l’étranger) sur un autre compte postal, un compte bancaire ou un bureau de poste en vue d’un paiement en espèces.
ID	ISTI MEM 12 FT 03 CYBF
REF	Isern J., Deshpande R. et Judith V. (2005). <i>Elaboration d’une Stratégie d’Offre de Services de Transfert d’Argent: Lignes Directrices destinées aux Prestataires de Services Financiers pour les Pauvres.</i>

FT 04

VE	EN:Cheque FR: Chèque
DOM	Banking
DEF	Demand draft drawn on a bank, payable to a designated payee, and transferable to another person by endorsement.
CTX	This communiqué was to the effect that banks would henceforth respect scrupulously the decision of the National Credit Council instituting the obligatory crossing of cheques in Cameroon well before their issuance.
ID	ISTI MEM 12 FT 04 CYBF
USG	cheque, check
REF	NICO HALLE & Co. LAW FIRM, <i>Banking in Cameroon.</i>

VE	FR:Chèque EN: cheque, check
DOM	Banque
DEF	Le chèque est un écrit par lequel le titulaire d'un compte (le tireur) donne l'ordre à sa banque (le tiré) de remettre à un tiers bénéficiaire (le porteur), sur présentation de cet écrit, une somme déterminée, lui appartenant et disponible.
CTX	On remarque que le chèque est un instrument peu utilisé dans la pratique du commerce international car malgré sa simplicité d'utilisation, il présente certains inconvénients peu attractifs.
ID	ISTI MEM 12 FT 04 CYBF
REF	Louaisil, Y. et Caroline G. (2008). Réglementation internationale : <i>Les moyens de paiement à l'international.</i>

FT 05

VE	EN: Clearing FR: Compensation
DOM	Banking
DEF	Process of transmitting, reconciling, and in some cases, confirming transfer transactions before their final settlement.
CTX	The Central Bank performs the role of a Regional Central Bank as indicated above as well as issues notes. It also acts as clearing house for the banks.
ID	ISTI MEM 12 FT 05 CYBF
REF	Kouassi, A., Jennifer A. and Henok Soededje <i>Cameroon</i> .

VE	FR: Compensation EN: Clearing
DOM	Banque
DEF	Processus de transmission, de rapprochement et, dans certains cas, de confirmation des transactions avant leur règlement final.
CTX	Le principe est l'inscription en compte par message électronique dans la comptabilité d'agents appartenant au même réseau, dont l'administrateur procède à intervalles réguliers au règlement après compensation des comptes.
COL	Chambre de compensation automatisée, chambre de compensation
ID	ISTI MEM 12 FT 05 CYBF
REF	Société de Gestion Fiduciaire Sarl (2004). <i>Etude Préliminaire sur la Problématique et le Produit Transfert d'argent</i> .

FT 06

VE	EN: Commission FR: Commission
DOM	Banking
DEF	Fee charged by a broker or agent for his/her service in facilitating a transaction, such as the buying or selling of securities or real estate.
CTX	Smaller MTOs typically charge a commission, commonly 5 percent, though it can be higher.
ID	ISTI MEM 12 FT 06 CYBF
SYN	Fees and commissions
REF	Cerstin, S. & Samuel M.(3003). <i>Migrant Labor Remittances in Africa: Reducing Obstacles to Developmental Contributions.</i>

VE	FR: Commission EN: Commission
DOM	Banque
DEF	Paiement versé au prêteur de titres par l'emprunteur.
CTX	Dans la zone franc, la commission est de 3% avec un minimum de 1 500 FCFA.
ID	ISTI MEM 12 FT 06 CYBF
REF	Cerstin S. & Issa B., (2004). <i>Etude sur le Transfert d'Argent des Emigrés au Sénégal et les Services de Transfert en Micro-finance.</i>

FT 07

VE	EN: Correspondent banking FR: Correspondant bancaire
DOM	Banking
DEF	Means by which one bank, the correspondent bank, provides financial services to another bank, often referred to as the respondent bank.
CTX	Correspondent banking thus enables the respondent bank to provide services to its customers that otherwise would be unavailable because of geographic limitations.
ID	ISTI MEM 12 FT 07 CYBF
REF	<i>ROLE OF U.S. CORRESPONDENT BANKING IN INTERNATIONAL MONEY LAUNDERING. MARS 2001</i>

VE	FR: Correspondant bancaire EN: Correspondent banking
DOM	Banque
DEF	Une banque fournit des services à une autre pour transférer des fonds, changer des devises ou exécuter diverses transactions financières.
CTX	Un autre type de service, fourni par la plupart des banques, notamment, repose sur les relations de correspondant bancaire pour acheminer un paiement jusqu'à pratiquement n'importe quelle autre banque dans le monde (« service ouvert »).
ID	ISTI MEM 12 FT 07 CYBF
REF	CSPR/Banque mondiale (2007). Services de transfert de fonds pour les travailleurs migrants-Principes généraux.

FT 08

VE	EN: Direct debit FR: Prélèvement automatique
DOM	Banking
DEF	Type of ETF in which the payer authorizes the payee to debit the payer's account for a specific amount.
CTX	Debtors are entitled to instruct their banks not to accept any direct debit collections on their accounts.
ID	ISTI MEM 12 FT 08 CYBF
REF	European payment council, (2009). <i>Take Payments to the Next Level</i> .

VE	FR: Prélèvement automatique EN: Direct debit
DOM	Banque
DEF	Mode de TFE dans lequel le payeur autorise le bénéficiaire à débiter son compte d'un montant spécifié.
CTX	Une autorisation de prélèvement automatique, qui sera en général écrite et signée par le transférant, peut être donnée à la banque transférante, auquel cas celle-ci notifiera au bénéficiaire qu'elle a été autorisée par le transférant à honorer les demandes présentées aux fins stipulées.
ID	ISTI MEM 12 FT 08 CYBF
REF	NATIONS UNIES(1981).Guide Juridique de la CNUDCI sur les Transferts Electroniques de Fonds. New York, Nations Unies.

FT 09

VE	EN: Electronic funds transfer FR: Transfert de fonds électronique
DOM	Banking
DEF	Method of instructing banks to transfer money from one bank account to another bank account electronically, eliminating the use of paper checks.
CTX	Electronic banking, also known as electronic fund transfer (EFT), uses computer and electronic technology as a substitute for checks and other paper transactions.
ID	ISTI MEM 12 FT 09 CYBF
ABR	EFT
SYN	Electronic banking
REF	FTC Facts for Consumers (2012). <i>Electronic Banking</i> .

VE	FR: Transfert de fonds électronique EN: Electronic funds transfer
DOM	Banque
DEF	Transferts d'argent entre deux comptes, détenus auprès de la même institution ou de deux institutions différentes, qui reposent sur des technologies informatiques et de télécommunication.
CTX	Cependant, un nombre croissant de transferts électroniques de fonds sont déclenchés sur un terminal client.
ID	ISTI MEM 12 FT 09 CYBF
ABR	TFE, TEF
SYN	Télévirement, virement électronique de fonds
USG	Transfert de fonds électronique, transfert électronique de fonds
REF	NATIONS UNIES(1981).Guide Juridique de la CNUDCI sur les Transferts Electroniques de Fonds. New York, Nations Unies.

FT 10

VE	EN: Exchange rate FR: Taux de change
DOM	Banking
DEF	Key source of revenue for transfer firms that offer highly publicized low transaction fees.
CTX	The other component, which is not transparently disclosed by all MTOs, is the exchange rate, on the sender's side as well as on the receiver's side.
ID	ISTI MEM 12 FT 10 CYBF
REF	Cora, E. & Janette K. (2004). <i>A Technical Guide to Remittances: the Credit Union Experience.</i>

VE	FR: Taux de change EN: Exchange rate
DOM	Banque
DEF	Cours (le prix) de cette devise par rapport à une autre.
CTX	Dans ces conditions, il existe bien un lien direct entre la dépréciation du taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises au niveau des circuits parallèles et la dynamique de l'inflation observée par la suite.
ID	ISTI MEM 12 FT 10 CYBF
REF	Sumata, C. (2005) <i>Les Enjeux de la Migration et de l'Entrepreneuriat : Les Transferts des Immigrés peuvent-ils financer l'Entrepreneuriat au Congo-RDC ?</i>

FT 11

VE	EN: Financial channel FR: Canal financier
DOM	Banking
DEF	A financial channel is any means by which money is transferred.
CTX	The authors are reluctant to provide a direct test of whether financial crises increase inequality or poverty, and they argue that it is difficult to directly detect the effect of the financial channel because the cost of transfers is financed over time.
ID	ISTI MEM 12 FT 11 CYBF
REF	Halac M. & Sergio I. (2004). <i>Distributional Effects of Crises: The Financial Channel</i> .

VE	FR: Canal financier EN: Financial channel
DOM	Banque
DEF	Moyen par lequel l'argent est transféré.
CTX	Les canaux financiers formels d'un pays sont constitués d'institutions qui participent à une certaine forme d'intermédiation financière sous la supervision d'autorités financières désignées, comme la banque centrale.
ID	ISTI MEM 12 FT 11 CYBF
REF	Consultative Group to Assist the Poor/the World Bank (2008). <i>Making money transfer work for micro-finance institutions: A technical guide to developing and delivering money transfers</i> .

FT 12

VE	EN: Foreign draft FR: Traite en monnaie étrangère
DOM	Banking
DEF	Instruments banks issue to send money to payees domestically or abroad.
CTX	A foreign draft is in national or foreign currency and is payable through a partner bank in the destination country.
ID	ISTI MEM 12 FT 12 CYBF
REF	Consultative Group to Assist the Poor/the World Bank (2008) <i>Making money transfer work for micro-finance institutions: A technical guide to developing and delivering money transfers.</i>

VE	FR: Traite en monnaie étrangère EN: Foreign draft
DOM	Banque
DEF	Instruments émis par des banques à des fins de transferts d'argent intérieurs ou internationaux.
CTX	Les traites en monnaie étrangère servent généralement à envoyer de l'argent dans la monnaie du bénéficiaire ou à payer des achats dans un pays étranger.
ID	ISTI MEM 12 FT 12 CYBF
REF	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres/ Banque Mondiale (2008). <i>Concevoir et offrir des services de transfert d'argent : guide technique pour les institutions de micro-finance.</i>

FT 13

VE	EN: Formal transfer FR: Transfert formel
DOM	Banking
DEF	Money transfer services by banks and non-bank financial institutions, such as foreign exchange bureaus and dedicated money transfer operators (MTOs), the best known of which are Western Union and Money Gram.
CTX	A possible reason for any increase in formal transfers could be increased trust in official financial institutions, as macroeconomic indicators improved in the 1990s and exchange controls were relaxed.
ID	ISTI MEM 12 FT 13 CYBF
SYN	formal remittance
REF	Higazi, A. (2005). <i>Ghana Country Study</i> . University of Oxford.

VE	FR: Transfert formel EN: Formal transfer
DOM	Banque
DEF	Enregistrés dans les comptes d'une entité commerciale, qui les déclare aux autorités gouvernementales, et sont donc pris en compte dans les statistiques économiques nationales.
CTX	Les transferts financiers formels vers la RDC se font en majorité par le biais des sociétés de transferts, dont la procédure d'envoi exige la désignation d'une personne précise habilitée à effectuer le retrait des fonds.
ID	ISTI MEM 12 FT 13 CYBF
SYN	transfert officiel
REF	Muteta, N., (2005). <i>Transferts Financiers des Migrants Congolais, de la Belgique vers la République Démocratique du Congo</i> .

FT 14

VE	EN: Hawala FR: Hawala
DOM	Banking
DEF	Consists of an international network of brokers or agents.
CTX	From law enforcement representatives, it was interesting to hear to what extent hawala is used for criminal purposes in their own countries and their perspective on the effect of the regulations in place in their countries.
ID	ISTI MEM 12 FT 14 CYBF
SYN	Hundi
NT	The Hawala system exists under many names, depending where we are. It is most used in Asia.
USG	Hundi (South Asia), Fei-Chen (China), Hui Kwan (Hong Kong), Padala (Philippines), Phei Kwan (Thailande), Hawala (Middle East).
REF	International Monetary Funds (2005). <i>Regulatory Frameworks for Hawala and Other Remittance Systems</i> .

VE	FR: Hawala EN: Hawala
DOM	Banque
DEF	Réseau informel de transfert de fonds d'un lieu à un autre par le biais de courtiers— les hawaladars —, quels que soient la nature de la transaction ou les pays impliqués.
CTX	Le système de <i>Hawala</i> garantit que l'argent est transporté sous la responsabilité de celui qui échange l'argent, tout en stimulant les systèmes traditionnels de transferts d'argent.
ID	ISTI MEM 12 FT 14 CYBF
NT	Le système Hawala est très répandu en Asie. Son nom varie selon le lieu.
SYN	Hundi
USG	Hundi (Asie du Sud), Fei-Chen (Chine), Hui Kwan (Hong Kong), Padala (Philippines), Phei Kwan (Thailande), Hawala (Moyen-Orient).
REF	Pantaleo, C. et Susanne J. (2006). <i>Transferts d'argent : Programmation pour les situations d'urgences</i> .

FT 15

VE	EN: Informal transfer FR: Transfert informel
DOM	Banking
DEF	Handcarrying of cash by migrants or their family and friends, as well as transfers through unregulated money transfer operators.
CTX	Hawala-type informal transfers are often faster, more reliable, reach more destinations, sometimes benefit from a better exchange rate, and can be much cheaper than transfers through established, licensed financial institutions.
ID	ISTI MEM 12 FT 15 CYBF
SYN	informal remittance
REF	John F. Wilson (2002). <i>Hawala and other Informal Payments Systems: An Economic Perspective.</i>

VE	FR: Transfert informel EN: Informal transfer
DOM	Banque
DEF	Opération par laquelle une somme d'argent est transférée vers ou en provenance du pays en dehors des systèmes de transferts officiels.
CTX	Quel que soit le mécanisme utilisé, les systèmes de transfert informel sont habituellement rapides, discrets et ne nécessitent qu'un minimum de formalités écrites.
ID	ISTI MEM 12 FT 15 CYBF
SYN	envoi de fonds informel, rémittences informelles
REF	BIM (2005). <i>Les Transferts d'argent.</i> n° 20 septembre

FT 16

VE	EN: Micro-finance FR: Micro-finance
DOM	Banking
DEF	important tool in the mission of poverty eradication
CTX	The past years regulators have pushed for the publication of list of authorized micro-finance institutions to create more transparency in a sector so vital to alleviate poverty.
ID	ISTI MEM 12 FT 16 CYBF
ABR	MFI, MFE
SYN	Micro-finance establishment, micro-finance institution
NT	Can be written micro-finance, micro-finance or micro finance
REF	Kouassi A, Jennifer A., & Henok S, (2008). <i>Cameroon</i>

VE	FR: Micro-finance EN: Micro-finance
DOM	Banque
DEF	Activité exercée par des entités agréées n’ayant pas le statut de banque ou d’établissement financier et qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit et ou de collecte de l’épargne et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l’essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel.
CTX	Les principaux produits offerts par les établissements de micro-finance au Cameroun sont l’épargne, le crédit et les transferts de fonds.
ID	ISTI MEM 12 FT 16 CYBF
ABR	EMF, IMF
NT	Ce terme a trois orthographes : micro-finance, micro finance, micro-finance
SYN	Établissement de micro-finance
USG	Établissement de micro-finance, institution de micro-finance
REF	Creusot A. (2008). L’état des lieux de la micro-finance au Cameroun.

FT 17

VE	EN: Money order FR: Mandat
DOM	Banking/ postal
DEF	Limited amount payment instrument that provides an order from the issuer to the remitter to pay a sum of money to the person (payee or beneficiary) named in the money order.
CTX	The paper money order is slowly disappearing.
ID	ISTI MEM 12 FT 17 CYBF
REF	RHEAL, L. (2005). <i>Money transfer with postal power</i> . Posts and the Information Society, Universal Postal Union.

VE	FR: Mandat EN: Money order
DOM	Banque / poste
DEF	tout titre émis ou payé par un bureau de poste pour l'exécution du transfert de fonds.
CTX	Une des graves conséquences de ce mode de gestion aura été le non reversement de la trésorerie des mandats par le Trésor aux partenaires étrangers.
ID	ISTI MEM 12 FT 17 CYBF
REF	Ministère des Postes et Télécommunications (2005). <i>Stratégie Sectorielle du Domaine des Postes</i> .

FT 18

VE	EN: Official cheque FR: Chèque officiel
DOM	Banking
DEF	Instruments banks issue to send money to payees domestically or abroad.
CTX	Official checks are mainly used to pay taxes, make high-value purchases, or make payments through the mail.
ID	ISTI MEM 12 FT 18 CYBF
REF	Consultative Group to Assist the Poor/the World Bank (2008). <i>Making money transfer work for micro-finance institutions: A technical guide to developing and delivering money transfers.</i>

VE	FR: Chèque officiel EN: Official cheque
DOM	Banque
DEF	Instruments émis par des banques à des fins de transferts d'argent intérieurs ou internationaux.
CTX	Un chèque officiel est établi dans la monnaie nationale et est généralement utilisé pour effectuer un paiement intérieur.
ID	ISTI MEM 12 FT 18 CYBF
REF	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres/ Banque Mondiale(2008). <i>Concevoir et offrir des services de transfert d'argent : guide technique pour les institutions de micro-finance.</i>

FT 19

VE	EN: Payment instrument FR: Instrument de paiement
DOM	Banking
DEF	Mechanisms that people, businesses, and governments use to transfer money in the settlement of exchange transactions.
CTX	While the technology and software are new, the research and policy issues are largely familiar ones that were applicable to earlier payment system innovations, such as privately issued banknotes, the heavy use of checks, the expansion of ATMs, and the development of alternative account-based payment instruments such as credit and debit cards.
ID	ISTI MEM 12 FT 19 CYBF
REF	D. Hancock, A. (1998). <i>Journal of Banking & Finance</i> .

VE	FR: Instrument de paiement EN: Payment instrument
DOM	Banque
DEF	mécanismes utilisés par les personnes, les entreprises et les administrations publiques pour transférer de l'argent à des fins de règlement des transactions.
CTX	Sauf agissement frauduleux de sa part, le payeur ne supporte aucune conséquence financière du paiement non autorisé si le prestataire de services de paiement n'a pas fourni les moyens appropriés permettant le blocage de l'instrument de paiement.
ID	ISTI MEM 12 FT 19 CYBF
REF	Stoufflet, J., (2009). <i>Instruments de paiement et de crédit : Effets de commerce, carte de paiement, transfert de fonds</i> .

FT 20

VE	EN: Payment system FR: Système de paiement
DOM	Banking
DEF	Set of instruments, banking procedures, and typically, interbank funds transfer systems that ensure the circulation of money.
CTX	Payment systems are an important element in the enabling environment for remittances.
ID	ISTI MEM 12 FT 20 CYBF
REF	Sander C., (2006). <i>Remittances: strategic and operational considerations</i> .

VE	FR: Système de paiement EN: Payment system
DOM	Banque
DEF	Ensemble d'institutions, de réseaux, de personnes, de règles et de technologies qui rendent possible l'échange de paiements.
CTX	La qualité du système de paiement d'un pays (ou d'une union monétaire et économique) est un bon indicateur du fonctionnement d'une économie. Elle est aussi un élément d'appréciation de sa crédibilité et de sa transparence.
ID	ISTI MEM 12 FT 20 CYBF
REF	STRATÉGIE POUR LA MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU SYSTÈME DE PAIEMENT EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE.

FT 21

VE	EN: Remittance FR: Envoi de fonds
DOM	Banking
DEF	Money transfers made by migrants to their families and friends back home.
CTX	As the scale of international migration has increased in recent years, remittances have taken on greater significance: they connect families across borders, increase standards of living and contribute to the growth of country economies.
ID	ISTI MEM 12 FT 21 CYBF
SYN	Transfer of funds, funds transfer
REF	Evans A., Janette k., (2004). <i>A technical guide to remittances: the credit union experience</i> . No 4.

VE	FR: Envoi de fonds EN: Remittance
DOM	Banque
DEF	Transferts monétaires effectués à titre individuel par un travailleur migrant ou un immigré au profit de proches dans son pays d'origine.
CTX	D'après les indications de la Banque mondiale, les envois de fonds par les migrants camerounais sont en augmentation depuis 2001.
COL	Envoi de fonds, envoi d'argent.
ID	ISTI MEM 12 FT 21 CYBF
SYN	Transfert d'argent, transfert de fonds, virement, rapatriement de fonds.
REF	OIM (2009). <i>Migration au Cameroun: Profil National 2009</i> , Genève.

FT 22

VE	EN: Settlement FR: Règlement
DOM	Règlement
DEF	The process of discharging the claims of the institutions involved in a transfer.
CTX	Payment settlement involves the transfer of monetary assets, usually deposit balances, between the payor's bank and the payee's bank.
ID	ISTI MEM 12 FT 22 CYBF
REF	D. Hancock, D. Humphrey (1998). Journal of Banking & Finance

VE	FR: Règlement EN: Settlement
DOM	Banque
DEF	Le règlement est le processus de libération des créances des institutions impliquées dans le transfert.
CTX	Les règlements avec tous les pays se font, par l'intermédiaire des correspondants bancaires, dans l'une des monnaies des deux partenaires en toute autre devise acceptée par les deux parties à la transaction.
ID	ISTI MEM 12 FT 22 CYBF
REF	Doumba, E. (2000). Règlement portant harmonisation de la réglementation des changes dans les états de la CEMAC.

FT 23

VE	EN: Worker's remittance FR: Transfert de fonds des travailleurs migrants
DOM	Banking
DEF	Value of monetary transfers sent home from workers residing abroad for more than one year.
CTX	According to the IMF, workers' remittances are the only large foreign exchange net-inflows that can explain this strong appreciation pressure since the second quarter of 2003.
ID	ISTI MEM 12 FT 23 CYBF
SYN	migrant remittance, worker's remittance
REF	Dilip R. and Sanket M. (2007). <i>Increasing the macroeconomic impact of remittances on development.</i>

VE	FR: Transfert de fonds des travailleurs migrants EN: Worker's remittance
DOM	Banque
DEF	Paiements récurrents effectués par des travailleurs migrants (par exemple, envois d'argent mensuels à la famille restée dans le pays d'origine).
CTX	Les transferts de fonds des migrants dépassent de loin, dans certains cas, le montant de l'Aide publique au développement (APD) et le volume des Investissements directs étrangers (IDE).
ID	ISTI MEM 12 FT 23 CYBF
ABR	TFM, TFTM
SYN	Transfert de fonds des migrants, transfert de fonds des travailleurs migrants, transfert d'argent des migrants, transferts financiers des migrants.
REF	Ministère de l'Économie, la Planification et l'Aménagement du Territoire, (2009). <i>Cameroun Vision 2035.</i>

CHAPITRE 2 : GLOSSAIRES ET LEXIQUES

1. GLOSSAIRE FRANÇAIS /ANGLAIS

FRANÇAIS	ANGLAIS
<p>AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : Ensemble d'actions entreprises par les pouvoirs publics pour fournir une aide particulière à l'entreprise dans le but d'influer sur les décisions que la direction doit prendre dans les domaines tels que les investissements, l'embauche, le choix d'un futur emplacement.</p>	<p>OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE: Actions undertaken by authorities to grant a particular help to the enterprises in order to influence the decisions taken by the direction in areas such as investments, employment, and choice of a given location.</p>
<p>AGENT PAYEUR : Établissement qui effectue des paiements d'intérêts ou de principal aux porteurs de titres pour le compte d'un émetteur.</p>	<p>PAYOUT AGENT: A firm usually a bank responsible for arranging for the payment of cash or cheques to holders of the securities who will be receiving interests or dividends.</p>
<p>AVIS : En matière de lettre de change, information obligatoire pour le porteur d'une lettre de change ayant fait l'objet d'un protêt de l'endosseur immédiat et du tireur. Un avis est envoyé si le tiré refuse d'exécuter ses obligations.</p>	<p>NOTIFICATION/ADVICE: As far as bill of exchange is concerned, it is a compulsory information for the holder of bill of exchange being subjected to a protest of the immediate endorser and of the drawer. We talk of notification when the drawee refuses to perform its duties.</p>
<p>BILLET À ORDRE : Ecrit par lequel une personne (le souscripteur), s'engage à payer à vue, ou à une date déterminée, une somme au bénéficiaire désigné ou à son ordre.</p>	<p>PROMISSORY NOTE: A note that constitutes a written promise to pay a specified sum of money to an individual or bearer on a certain date.</p>
<p>BLANCHIMENT D'ARGENT : Processus consistant à tenter de dissimuler ou déguiser la propriété ou la source du produit d'une activité criminelle et à l'intégrer dans les systèmes financiers légitimes, de façon à ce qu'il soit impossible de la distinguer d'actifs</p>	<p>MONEY LAUNDERING: The attempt to conceal or disguise the ownership or source of the proceeds of criminal activity and to integrate them into the legitimate financial systems in such a way that they cannot be distinguished from assets acquired by</p>

acquis par des moyens légitimes. Généralement, cela suppose la conversion d'espèces en écritures comptables	legitimate means. Typically this involves the conversion of cash-based proceeds into account based forms of money.
BORDEREAU D'ENVOI: Formulaire que le client doit remplir lorsqu'il effectue un transfert d'argent.	SENDING SLIP: Form that must be filled by the customer when he wants to transfer money.
BORDEREAU RETRAIT : Formulaire que le client doit remplir lorsqu'il effectue un retrait d'argent.	WITHDRAWAL SLIP: Form that must be filled by the customer when he wants to withdraw money.
CARTE DE DÉBIT : Carte émise par une banque qui permet à son titulaire d'effectuer des paiements électroniques par l'intermédiaire d'un terminal point de vente et d'exécuter des opérations bancaires au guichet automatique.	DEBIT CARD: card issued by a bank that entitles the holder to make electronic payments with a point-of-sale terminal and to carry out banking operations via an automatic teller.
CHÈQUE EN BLANC : Chèque incomplet remis par le tireur et permettant ainsi à son nouveau détenteur de le remplir lui-même dans le cadre de conventions passées entre le tireur et lui. La responsabilité du tireur demeure entière. C'est un chèque signé par le tireur mais sur lequel ne figure pas le nom du bénéficiaire ou la somme à payer.	BLANK CHEQUE: An incomplete cheque issued by the drawer and thus filled by its new holder as part of the agreements signed between him and the drawer. The drawer still has the entire responsibility. It is a cheque that is signed by the drawer without the amount or payee being shown.
COMPTE BANCAIRE : Compte qu'une banque ou un autre établissement de crédit ouvre à une entreprise, à un organisme ou à un particulier, et sur lequel sont enregistrés tous les mouvements de dépôt et de retrait de fonds qui touchent la position du déposant ou du titulaire de ce compte.	BANK ACCOUNT: Account opened by a bank to another credit institution, item or individual, and on which all funds deposit and withdrawal movements, touching the position of the remitter or the bank account holder are registered.
CONNAISSEMENT : Reçu attestant la prise en charge de marchandises et l'engagement de les livrer à leur destinataire	BILL OF LADING: It is a receipt signed or on his behalf indicating in what apparent order and condition the goods have been

légitime à l'arrivée au port. Ce titre est établi par l'armateur (ou son agent), le capitaine du bateau ou son second. (Connaissance maritime).	received on board; it is also a document of title and thus a document of transfer, but not a negotiable instrument. It is usually a standard form contract, prepared and issued by the carrier (infra) or its agent.
COURSIER : employé chargé de porter des lettres, des paquets pour le compte d'une entreprise ou d'un commerçant.	BROKER : employee whose job is to carry letters, packages for a company or a trader.
DIASPORA : Un état de dispersion d'un peuple ou d'un groupe ethnique à travers le monde. La notion de diaspora est fréquemment utilisée dans le but de revendiquer une identité commune malgré la dispersion du groupe.	DIASPORA : State of dispersion of a people or an ethnic group through the world. The term Diaspora is frequently used in order to claim a common identity despite the dispersion of the group.
DOLLARISATION : The replacement of domestic currency by the dollar. In so doing, the country gives up its control of monetary policy; this is generally a response to a total lack of confidence in the domestic currency often associated with high and prolonged inflation.	DOLLARISATION : Remplacement de la monnaie nationale par le dollar. Par ce remplacement, le pays abandonne sa maîtrise de politique monétaire. Généralement, ceci est causé par le manque de confiance en la monnaie nationale, parfois associé à une inflation accrue et prolongée.
DONNEUR D'ORDRE : Client à l'origine de la transaction.	ORIGINATOR : The customer who originates the transaction.
FLUX : Déplacement d'une quantité de biens, de services ou de monnaie sur une période donnée.	FLOW : Movement of goods, services or currency over a given period.
FORMULAIRE : Feuille de papier imprimée à plusieurs exemplaires destinée à recevoir un ensemble d'informations de la part d'un utilisateur qui remplit les espaces prévus à cet égard.	FORM/BLANK FORM : Blank form printed, most of the time in many samples intended to be filled by the customer.
INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER : Activité par laquelle un	FOREIGN DIRECT INVESTMENT : Activity through which an investor living in a

investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays.	country obtains a sustainable interest and a significant influence in the management of an entity living in another country.
LETTRE DE CHANGE: Ordre écrit entre une partie (tireur) et une autre (tiré) de payer, sur demande ou à une date spécifiée, un montant défini au tireur ou à un tiers désigné par lui. Il est couramment utilisé pour financer des opérations commerciales et (s'il est escompté auprès d'un établissement financier) pour se procurer des crédits.	BILL OF EXCHANGE: Written order from one party (the drawer) to another (the drawee) to pay a specified sum on demand or on a specified date to the drawer or to a third party specified by the drawer. Widely used to finance trade and, when discounted with a financial institution, to obtain credit.
MANDAT POSTE : Titre constatant la remise d'une somme à l'administration des postes par un expéditeur avec mandat de la verser à une personne désignée (le destinataire).	POSTAL MONEY ORDER: Means of payment provided by the post office. This order may be purchased for small fixed amounts in order to increase its value, postage stamps may be added.
NUMÉRO DE RÉFÉRENCE/NUMÉRO DE TRANSFERT : Numéro qui identifie sans ambiguïté une transaction ou un document.	REFERENCE NUMBER: Number which unambiguously identifies a transaction or a document.
PAIEMENT : Transaction de carte qui se traduit par un transfert de fonds en échange de prestation de biens ou de services.	PAYMENT: A card transaction that results in the transfer of funds in exchange for the provision of goods and services.
PORTE-MONNAIE ÉLECTRONIQUE: Le porte-monnaie électronique se présente sous forme d'une carte qui est prépayée et qui stocke de la monnaie. Le porte-monnaie électronique peut être intégré sur d'autres supports tels des clés USB ou des téléphones portables.	ELECTRONIC WALLET: Card where money is stocked. The electronic wallet can be integrated in other devices such as flash drives and cell phones.

<p>POSTE: Dispatches of correspondence and other objects tendered by and intended for delivery to postal administrations.</p>	<p>MAIL : Correspondance et autres objets confies par des administrations postales et confies à être remis à des administrations postales.</p>
<p>SOCIÉTÉ DE TRANSFERT D'ARGENT: Transferts formels d'argent effectués par l'intermédiaire d'une société de transfert rapide (Western Union, Money Gram...), de cash à cash ou de compte à cash.</p>	<p>MONEY TRANSFER OPERATOR/ COMPANY: formal transfer made through A rapid transfer company (western union, money gram), from cash to cash or from account to cash.</p>
<p>TAXE : Redevance résultant d'un procédé de répartition des charges publiques proportionnellement aux services rendus, que doit payer le bénéficiaire d'une prestation fournie par les pouvoirs publics et, par extension, le procédé de répartition lui-même.</p>	<p>TAX: A mandatory payment made by individuals and corporation to government. Taxes are imposed on goods and services to finance the cost of government services to redistribute incomes and to influence the behaviour of consumers and investors.</p>
<p>TIRÉ : Personne à qui le tireur donne l'ordre de payer le cheque ou la lettre de change qu'il a crée.</p>	<p>DRAWEE: The person who is ordered to pay the sum written on a check, draft or bill of exchange.</p>
<p>TIREUR : Personne qui émet une lettre de change et donne l'ordre au tiré de payer une certaine somme à un tiers. On parle «tireur» dans le cas d'une lettre de change ou d'un chèque et de «souscripteur» dans le cas d'un billet.</p>	<p>DRAWER: A person who signs and issues a draft, bill of exchange or cheque. When we talk of 'drawer', it is a matter of bill of exchange, or cheque and the 'maker' is a matter of note.</p>
<p>VIREMENT BANCAIRE : transfert d'argent d'un compte à un autre, effectué de manière électronique, soit en se rendant à la banque, soit par internet.</p>	<p>BANK TRANSFER/BANKING TRANSFER: money transfer from one account to another, performed electronically, either by going to the bank or via the Internet.</p>

2. LEXIQUE ANGLAIS /FRANÇAIS

ANGLAIS	FRANÇAIS
Account holder	Titulaire du compte
Account number	Numéro de compte
Advice of issue number	Numéro d'avis d'émission
Amount	montant
Amount in figures	Montant/Somme en chiffres
Amount in words	Montant/Somme en lettres
Amount of deposit	Montant du versement
Asset	Actif
Balance	Solde
Balance an account (to)	Solder un compte
Banker's acceptance	Acceptation bancaire
Bank failure	Faillite bancaire
Bank notes	Billets
Banked population	Population ayant accès à la banque
Banking-deposit	Acceptation des dépôts
Base currency	Monnaie de base
Basket of currencies	Panier de devises
Branch	Agence
Broker	Courtier
Capital equity/ capital base/equity	Fonds propre
Card money order	Mandat carte
Cash deposit	Dépôt en espèces
Cash deposit slip	Bordereau de versement en espèces
Clean bill of lading	Connaissance net
Clear an account/ balance an account	Solder un compte
Coins	Pièces
Convertible currency	Monnaie convertible
Counterfeiting	falsification
Credit advice	Avis de crédit
Credit availability	Accès au crédit

Credit balance	Solde créditeur
Cross a cheque (to)	Barrer un chèque
Currency of destination	Monnaie du pays de destination
Currency risk	Risque de change
Currency unit	Unité monétaire
Debit advice	Avis de débit
Debit balance	Solde débiteur
Dedicated fee	Commission spéciale
Details of deposit	Détails du versement
Depositor	Déposant
Depositor's signature	Signature du déposant
Disbursement	Sortie de fonds
Drop-outs	Clients démissionnaires, clients perdus
Dutch disease	Syndrome hollandais / Répartition improductive des ressources
Electronic currency	Monnaie électronique
Exchange discount	Perte de change
Exchange risk	Risque de change
Fiduciary risk	Risque fiduciaire
Foreign exchange cost	Coût en devises
Franc zone	Zone franc
Funds	Fonds, ressources
Gift voucher	Chèque cadeau
Hard currency	Monnaie forte
honorarium	Honoraires
Hot money	Fuite de capital
installment	Versement, tranche
Journal voucher	Pièce justificative
laundering	Blanchiment
Letter money order	Mandat lettre
Licensed bank	Banque autorisée
Local currency/ domestic currency	Monnaie nationale
Misappropriation of funds	Détournement des fonds

Money Transfer Control Number (MTCN)	Numéro de contrôle du transfert
Notice of insufficient fund	Avis de rejet
Notice of withdrawal	Avis de retrait
Number of issue	Numéro d'émission
Office of origin	Bureau d'émission
Office of payment	Bureau payeur
Owned equity	Investissement propre
Pay slip	Bulletin de paye ou de salaire
Pay-in-slip	Bordereau de versement
Payment on account	Acompte
Peer-to-peer network	Réseau poste à poste
Philately	philatélie
Point of sale terminal	Terminal point de vente
Raise funds (to)	Mobiliser des fonds
Reason of deposit	Motif du versement
Remittance advice	Avis de remise
Reserve currency	Monnaie de réserve
Shareholder	Actionnaire
Sending date	Date d'expédition
Sending town	Ville de provenance
Sinking funds	Fonds d'amortissement
Smurfing	Fraude bancaire
Soft currency	Monnaie faible
Source of funds	Origine des fonds
Statement of account	Relevé de compte
Transfer advice	Avis de virement
Transfer fee	Frais de transfert
Transfer price	Prix de transfert
Voucher	(1)Bordereau, reçu (2) chèque (formation, conseil)
Wire transfer	Virement télégraphique
Withdrawal	Retrait
Working capital	Fonds de roulement

3. LEXIQUE FRANÇAIS /ANGLAIS

FRANCAIS	ANGLAIS
Acceptation bancaire	Banker's acceptance
Accord de transfert	Transfer agreement
Accréditif	Letter of credit
Accuse de réception	Acknowledgement of receipt
acompte	Advance deposit
affacturage	Factoring
Agio	Agio
Agreement bancaire	Banking license
Argent au jour le jour	Day-to-day money, call money
Assignat	Script
Assignment	Payment order
Autorisation de découvert	Overdraft protection
Bancable	Bankable/ eligible
Banque à domicile	Home banking
Banque dépositaire	Depository bank
Banque électronique	Electronic bank
Banque virtuelle	Electronic banking/internet banking/ online Banking
Bénéficiaire	Recipient/ Receiver/ Payee
Bordereau	Voucher
Bordereau de paiement/ remboursement	Payment voucher
Bulletin de versement bancaire	Bank payment slip
Caissier	Cashier
Cambiste	Foreign exchange dealer, broker
Capital flottant	Hot money
Capitaux en fuite	Flight capital
Carte à puce	Smart card
Carte bancaire	Bank card
Carte de crédit	Credit card
Carte-chèque	Check card

Certification des comptes	Account certification
Chartiste/analyste boursier	Chartist
Chèque bancaire	Bank cheque
Chèque barré	Cross cheque
Clause monétaire	Foreign currency clause
Commission initiale	Up-front fee
Compensation de chèque	Cheque clearing
Compte	Account
Compte caisse	Cash account
Compte chèque	Current account/checking account
Convention de crédit	Credit agreement
convertibilité	convertibility
Coût en devises	Foreign-exchange cost
Débit	Debit
Décaissement	Cash outflow
Décaissement de crédit	Loan disbursement
Demande de retrait	Application for withdrawal
Démonétisation	demonetisation
Départ de clients	Dropouts
Dépôts de banque	Interbank funds
Destinataire	Addressee
Devise	Foreign exchange
Distributeur automatique de billet de banque	Bank note dispenser
Expéditeur/ donneur d'ordre/émetteur/ destinateur	Sender/ issuer
Encaissement	Cash inflow
Endossement	Endorsement
Factage	Door-to-door delivery
Feuille d'avis	Letter bill
Fiche tarifaire	Billing sheet
Fonds de commerce	Goodwill
Frais d'envoi / d'expédition	Forwarding charges, sending fee
Frais de retrait	Withdrawal fee

Goulot d'étranglement	Bottleneck
Guichet automatique bancaire	Automatic teller machine
Guichet fermé	Teller's cage
Guichetier	teller
Hors taxes (HT)	Duty free
Instrument de crédit	Credit instrument
Journal des opérations	Transaction ledger
Marge	Spread/ margin
Marge de manoeuvre	Flexibility
Masse monétaire	Money supply
Monnaie	Currency
Monnaie scripturale	Bank money
Mot de passe	Password
Numéro d'Identification Personel (NIP)	Personal identification number (PIN)
Numéro d'envoi	Remittance slip number
Opération de Guichet	Teller transaction
Ordre de paiement	Payment order
Ordre de transfert	Transfer order
Ordre permanent	Standing order
Paiement électronique	e-payment
Philatélie	Philately
Piste d'audit	Audit trail
portefeuille	portfolio
Prestataire de service financier	Financial service provider
Risque bancaire	Credit exposure/ credit risk
Routage	Routing
Service à la clientèle	Customer service
Sortie de fonds	Disbursement
Sortie de caisse	Cash expenditures
Taux de bancarisation	Banking access rate
Thésaurisation	Hoarding
Titre universel de paiement(TUP)	Bill-cheque
Toutes taxes comprises (TTC)	Taxes included

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente étude a permis d'analyser certains aspects liés à la relation migration et développement, par l'approche de l'impact des transferts de fonds des migrants au Cameroun. Elle a permis de constater que les transferts de fonds effectués par les migrants ont connu une hausse considérable ces dernières années à l'échelle mondiale. Au Cameroun en particulier, il est possible de constater que le transfert des fonds a beaucoup évolué, depuis l'époque du transfert de personne à personne jusqu'à celle des institutions spécialisées.

Au Cameroun, les transferts de fonds constituent une importante source de revenus qui aide à réduire la pauvreté. Ils relèvent à la fois le revenu individuel des familles et peuvent provoquer une poussée de la croissance économique, locale ou nationale. Le plus clair des rapatriements financiers des migrants sert à soutenir les membres de leur famille ou des connaissances. Les sommes transférées augmentent directement les revenus de ces familles et constituent, dans bien des cas plus de 50% du revenu familial total. La migration d'un membre de la famille engendre des ressources qui permettent de soutenir ses autres membres et de consacrer de l'argent aux frais d'études, aux frais de santé et au logement. Un résultat important se dégage de cette étude : les transferts constituent un déterminant de la croissance au Cameroun.

Le défi majeur pour les décideurs consiste à savoir comment faciliter ces rapatriements de fonds et les rendre moins coûteux. Les frais de transfert sont élevés, ce qui incite les migrants à confier leur argent à des réseaux informels et moins fiables.

Par ailleurs, le transfert de fonds est devenu une activité officielle au point où les organisations internationales telles que le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et l'Organisation Internationale pour les Migrations(OIM) en ont fait un facteur essentiel de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

En ce qui concerne la traduction, la terminologie relative au domaine du transfert de fonds est graduellement élaborée, la difficulté se situant au niveau de la différenciation entre un terme relatif au domaine financier ou bancaire et ceux relevant spécifiquement du domaine postal ; la principale remarque à cet égard est que ces domaines sont inter-reliés, d'où la nécessité de ne pas considérer un domaine comme totalement autonome sur le plan terminologique.

BIBLIOGRAPHIE / WEBOGRAPHIE

Bibliographie critique sélective française

ALTER ÉCO (2012). Quinzaine du 12 au 25 juin. n° 40.

BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX (2007). *Services de Transfert de Fonds pour les Travailleurs Migrants, Principes Généraux*. Banque Mondiale. CSPR.

COIFFARD, M. (2009). *La régulation des transferts de fonds de migrants, vers un régime international ?*, Poitiers, Paris.

COIFFARD, M. (2011). *Déterminants et impact des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université de Grenoble, 216 p.

CREUSOT, A. (2006). *L'état des lieux de la micro-finance au Cameroun*. BIM, n° 9.

DIOP, I. (2009). *Systèmes informels ou alternatifs de transferts de fonds au Sénégal*.

DOUMBA, E. (2000). *Règlement portant harmonisation de la réglementation des changes dans les états de la CEMAC*.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (1977). *Guide Pratique des Postes et Télécommunications/ Practical Guide of Posts and Telecommunications*.

GAVALDA, C. et JEAN, S. (2009). *Instruments de Paiement et de Crédit*.

GROUPE CONSULTATIF D'ASSISTANCE AUX PAUVRES (2008). *Concevoir et Offrir des Services de Transfert d'Argent : Guide Technique pour les Institutions de Micro-finance*. Banque Mondiale.

GUBERT, F., THOMAS, L. et SANDRINE, M. (2010). *Transfert de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse des trois scénarii contrefactuels*. Institut de recherche pour le développement.

INC HEBDO (2003). *Le Chèque* n° 1269.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (2010). *Annuaire statistique du Cameroun*.

ISERN, J., R. DESHPANDE, J. & VAN DOORN (2005). *Élaboration d'une stratégie d'offre de service de transfert d'argent: lignes directrices destinées aux prestataires de services financiers pour les pauvres*. CGAP. Etude spéciale, n° 10.

LOUAISIL, Y et GOGUILLOT, C. (2009). *Les moyens de paiement à l'international*. n°17

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (2009). *Cameroun Vision 2035*.

MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS(2005). *Stratégie Sectorielle du Domaine des Postes*.

MUTETA, N. (2005). *Transferts Financiers des Migrants Congolais, de la Belgique vers la République Démocratique du Congo*.

NATIONS UNIES (1981). *Guide Juridique de la CNUDCI sur les Transferts Electroniques de Fonds*. New York, Nations Unies.

OIM (2009). *Migration au Cameroun : Profil National 2009*, Genève.

PANTALEO, C. et SUSANNE, J. (2006). *Transferts d'argent: programmation pour les situations d'urgences*.

SANDER, C. et ISSA, B. (2006). *Etude sur le transfert d'argent des émigrés au Sénégal et les services de transfert en micro-finance*. Document de travail n° 40.

SARR, A. (2009). *Transfert de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal*. Migrations et développement.

SOCIÉTÉ DE GESTION FIDUCIAIRE SARL (2004). *Etude préliminaire sur la problématique et le produit transfert d'argent*. ADA.

SUMATA, C. (2005), *Les Enjeux de la Migration et de l'Entrepreneuriat : Les Transferts des Immigrés peuvent-ils financer l'Entrepreneuriat au Congo-RDC?*

TCHOUASSI, G. (2005) *Transferts financiers des migrants et financement du développement en Afrique subsaharienne*.

VASQUEZ, A. (2007), *Transfert d'argent des migrants : un service intéressant pour une institution de micro-finance?* , Genève.

Bibliographie critique sélective anglaise

AFRICA REGION WORKING PAPER SERIES (2003). *Migrant Labor Remittances in Africa: Reducing Obstacles to Developmental Contributions*. No. 64.

AMUEDO, C. (2006). *Remittances and Their Microeconomic Impacts: Evidence from Latin America*.

BALAJI, A. and DAVID, P. (2005). *International Remittances*. International Financial Management Harvard Business School.

BANK OF JAMAICA (2004). *Balance of payments made simple by Frederica Robinson*.

CERSTIN, S. and SAMUEL, M. (2003). *Migrant Labor Remittances in Africa: reducing obstacles to developmental contributions*.

CONSULTATIVE GROUP TO ASSIST THE POOR (2008). *Making Money Transfers Work for Micro-finance Institutions: A Technical Guide to Developing and Delivering Money Transfers*. The World Bank.

CORA, A. and JANETTE, K. (2004). *A Technical Guide to Remittances: the Credit Union Experience*. World council of credit unions, Inc.

DILIP, R. AND SANKET, M. (2007). *Increasing the macroeconomic impact of remittances on development*. Washington D.C, The World Bank.

EUROPEAN PAYMENT COUNCIL (2001) *Role of U.S Correspondent Banking in International Money Laundering*.

FTC FACTS FOR CONSUMERS (2012). *Electronic Banking*. Federal Trade Commission.

HALAC, M. AND SERGIO, L. (2004) *Distributional Effects of crises: The Financial Channel*. World Bank.

HANCOCK, D. AND DAVID, B. «Payment Transactions, Instruments, and Systems: A Survey»1998.

HIGAZI, A. (2005). *Ghana Country Study, a Part of the Report on Informal Remittance Systems in Africa, Caribbean and Pacific (ACP) countries*. University of Oxford.

IFAD (2009). *Sending Money Home to Africa remittance markets, enabling environment and prospects*.

INFORMATION GUIDE (2011). *Electronic Funds Transfer Program*. Employment Development Department.

INTERNATIONAL MIGRATION OUTLOOK, (2006). *International Migrant Remittances and their Role in Development*. Editions Sopemi, OECD.

INTERNATIONAL MONETARY FUNDS (2005). *Regulatory Frameworks for Hawala and Other Remittance Systems*. Monetary and Financial Systems Department.

MOLUA, E. (2009). *Migrant Remittance and Farm Production Decisions in Cameroon*. Department of Economics and Management, University of Buea.

RATHA, D. AND SANKET, M. (2007). *Increasing the Macroeconomic Impact of Remittances on Development*. The World Bank.

SANDER, C., and HENRI D. (2006). *Remittances: Strategic and Operational Considerations*. IFAD.

WILSON, J. (2002). *Hawala and other informal payments systems: an economic perspective*.

Bibliographie Générale

ABDELKRIM, (2010). *Diasporas : Passerelles pour l'Investissement, l'Entrepreneuriat et l'Innovation en Méditerranée*. étude n° 20.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT(2007). *Les transferts de fonds des migrants, un enjeu de développement, Les Comores, Mali, Maroc, Sénégal*. Rapport de la BAD présenté à la conférence MINEFI – Banque Africaine de Développement, Lundi 28.

BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX (2003). *Comité sur les systèmes de paiement et de règlement*.

BANQUE MONDIALE(2000). *Rapport sur le développement dans le monde : le développement au seuil du XXIe siècle*. Washington, Éditions ESKA, 279 p.

BANQUE SCOTIA (2012). *Opérations Bancaires Courantes, Guide d'Accompagnement*.

BEYE, P. (2009). *Étude sur les transferts d'argent au Sénégal*. Ecole Nationale d'Économie Appliquée.

BIM (2005). *Les Transferts d'argent*. n° - 20 septembre.

CAPAF (2006). *L'offre de service de transfert d'argent par les institutions de micro-finance : le cas du Sénégal*.

COIFFARD, M. (2009). *La régulation des transferts de fonds des migrants, vers un régime international ?* Colloque international «*Économie Politique Internationale et nouvelles régulations de la mondialisation*», Université de Poitiers, Centre de Recherche sur l'Intégration Économique et Financière, Poitiers, 14-15 mai 2009, 24 p.

COIFFARD, M. (2011). *Déterminants et impact des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université de Grenoble, 216 p.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (2008). *Comment mobiliser l'épargne des migrants en faveur du co-développement*. Avis et Rapports du CES, (14).

DILIP, R. (2005). *L'ABC de l'économie, envois de fonds une bouée de secours pour le développement*.

FIDA (2011). *Envoi de fonds et services bancaires mobiles*.

GOUADEC, D. (1990). *Terminologie: constitution des données*.

GUBERT, F., THOMAS L. et SANDRINE M., (2010). *Transfert de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse des trois scénarii contrefactuels*. Institut de recherche pour le développement.

GUIDE JURIDIQUE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (2011). *Rapatrier des Fonds de l'Etranger*.

GUPTA S., CATHERINE P. et SMITA W., (2007). *L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique*.

INC HEBDO(2003). *Le Chèque*. 29 Septembre-05 Octobre, n° 1269.

ISERN, J., R. DESHPANDE, J. & VAN DOORN,(2005). *Élaboration d'une stratégie d'offre de service de transfert d'argent: lignes directrices destinées aux prestataires de services financiers pour les pauvres*, CGAP Etude spéciale n° 10.

LOUMGAM, M. (2010). *Effet de la crise sur les envois de fonds de la Diaspora camerounaise*.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE(2009). *Cameroun Vision 2035*.

MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (2005).*Stratégie Sectorielle du Domaine des Postes*.

NATIONS UNIES (1981). *Guide Juridique de la CNUDCI sur les Transferts Electroniques de Fonds*. New York, Nations Unies.

NICOLE, A., (2010). *Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise*.

NIMESSI, C. (2012). *L'Abécédaire de la terminologie*.

OIM (2009):*Migration au Cameroun : Profil National 2009*. Genève.

OIM (2011). *L'OIM et les rapatriements de fonds : définition, volume et utilité des rapatriements de fonds*. Feuillelet d'information.

PAVEL, S. ET DIANE, N. (2001). *Précis de terminologie*.

SANJEEV, G., CATHERINE P.ET SMITA W., (2007). *L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique*.

SARR, P.(2009).*Transfert de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal..*

SUMATA, C. (2005). *Les Enjeux de la Migration et de l'Entrepreneuriat : Les Transferts des Immigrés peuvent-ils financer l'Entrepreneuriat au Congo-RDC?*

TCHOUASSI, G. (2005). *Transferts financiers des migrants et financement du développement en Afrique subsaharienne*.

Webographie

<http://http://www.investorwords.com/967/commission.html#ixzz1zfin1pu9>

<http://http://www.investorwords.com/967/commission.html>

<http://www.capaf.org/pages/Technofoire/Transferts.html>

http://www.microlinks.org/ev_en.php?ID=12661_201&ID2=DO_TOPIC

<http://www.money-express.com>

<http://www.moneygram.com>

<http://www.riafinancial.com>

<http://www.sendmoneyhome.org>

<http://www.westernunion.com>

[http://www.capaf.org/telech/it/note%20technique%20gim UEMOA%202005%20v9.pdf](http://www.capaf.org/telech/it/note%20technique%20gim%20UEMOA%202005%20v9.pdf)

ANNEXES



Pour envoyer de l'argent



Sous Agent CBC Bank

Douala Akwa TEL/Fax : (237) 343 48 95

Le service WESTERN UNION est disponible dans les agences Crédit Mutuel de Douala, Bafoussam et Yaoundé.

For the Western Union Card™ holders, please fill in your card number.

Form fields for card number, destination, amount, and sender/receiver details.

Vertical sidebar form with fields for Agency, Date, Amount, and Signature.

Form for optional services, including check delivery and identification questions.

COPIE DE L'AGENT, AGENTS COPY, www.westernunion.com, WU/Pays/FRE/numéro de l'agent/Février 2005



Pour recevoir de l'argent



Sous Agent CBC Bank

Douala Akwa TEL/Fax : (237) 343 48 95

Le service WESTERN UNION est disponible dans les agences Crédit Mutuel de Douala, Bafoussam et Yaoundé.

For Western Union Card™ holders, please fill in your Card number.

Main form for receiving money, including fields for beneficiary, sender, and amount.

Vertical sidebar form for receiving money, including Agency, Date, and Amount fields.

Form for terms and conditions, including a question test and signature line.

COPIE DE L'AGENT, AGENTS COPY, www.westernunion.com, WU/Pays/FRE/numéro de l'agent/Février/2005

ATTENTION

Sous divers prétextes, des individus mal intentionnés peuvent vous demander de leur envoyer (par e-mail ou par fax) des copies de vos bordereaux d'envoi ou de vos pièces d'identité.

Il peut s'agir de personnes ou d'organismes fictifs qui vous promettent de négocier pour votre compte, une inscription ou encore une affaire juteuse.

Pour nous aider à sécuriser vos transferts, évitez systématiquement de satisfaire à de telles demandes.

POUR ENVOYER DE L'ARGENT



1 Demandez un formulaire vert Western Union "Pour envoyer de l'argent" au guichet et remplissez-le comme indiqué. N'oubliez pas la question-test si nécessaire.



2 Remettez le formulaire, une pièce d'identité valide et l'argent à transférer à votre agent Western Union. Acquiescez-vous alors des frais de transfert.



3 Votre agent Western Union saisit les informations de votre transfert dans le système et vous confirme l'envoi de votre argent.



4 Il vous remet une copie du formulaire.



5 Appelez votre bénéficiaire. Donnez-lui les informations nécessaires pour retirer l'argent.

* Vos nom et prénom comme indiqué sur votre pièce d'identité, le montant envoyé, le pays / la ville d'envoi du transfert, la question-test et la réponse à la question-test.

POUR RECEVOIR DE L'ARGENT



A Remplissez le formulaire jaune Western Union "Pour recevoir de l'argent" en indiquant le nom et le prénom de l'expéditeur, la somme attendue, le pays / la ville d'origine du transfert et la réponse à la question-test.



B Remettez le formulaire et une pièce d'identité valide à votre agent Western Union. Donnez la réponse à la question-test.



C L'agent Western Union vérifie la transaction et vous remet votre argent ainsi qu'une copie de votre formulaire.

Chez Western Union, on comprend très bien que dans un transfert, il s'agit bien plus que d'argent.

C'est pourquoi nous vous offrons un service :

✓ **FIABLE**

Western Union permet à ses clients de faire des transferts d'argent depuis plus de 130 ans. Chaque transfert peut être tracé grâce à un numéro de contrôle. L'argent est remis en mains propres au destinataire.

✓ **RAPIDE**

L'argent est mis à la disposition du destinataire dans les minutes qui suivent la transaction*. Grâce à son réseau informatique mondial, Western Union peut effectuer un paiement immédiat et confidentiel dans plus de 200 pays et territoires, ainsi que dans plus de 42 localités au Cameroun.

✓ **FACILE**

Pas besoin de compte bancaire. Dans le monde entier, l'argent est disponible dans 250 000 points de vente Western Union et dans plus de 400 points de vente au Cameroun. Après de tous ces points de vente vous disposez fréquemment d'horaires d'ouverture étendus tout le long de l'année.

* Attention, certaines restrictions d'horaires ou de services peuvent s'appliquer.

Renseignez-vous au guichet.

L'utilisation de Western Union Transfert d'Argent est limitée aux transferts des fonds particuliers. Nous vous demandons de ne pas utiliser ce service pour régler l'achat et la livraison d'un bien disponible sur Internet. Pour des raisons évidentes de sécurité, n'effectuez pas de transferts d'argent au bénéfice d'une personne que vous ne connaissez pas ou dont vous ne pouvez pas vérifier la bonne identité.

WESTERN UNION

Pour de plus amples informations sur l'ensemble des pays, visitez : WWW.WESTERNUNION.COM



» Transfert d'argent



DEMANDE DE MANDAT POSTAL EXPRESS LOCAL
APPLICATION FOR LOCAL EXPRESS MONEY ORDER



» Money transfer

N° 1411 IFS / IMO

DEMANDE D'EMISSION

/ A/02

		Réserve au service	
		CFA	DEVISE
Destinataire Payee	Pays/Country	Montant : Amount	Les réclamations sont admises dans un délai de 6 mois à compter du jour du versement des fonds. Tel.: 22 22 13 72 All claims must be made within 6 months following the date of remittance of funds. Tel.: 22 22 13 72
	Nom : Name	Droits : Fees	
	Prénoms : Surnames	Total :	
	Adresse : Address		
	Code Postal : Postal Code	N°	
	Tél. : Tel. :	Nom, Signature agent	
Montant (F.CFA)		TAD	
Expéditeur Sender	Nom : Name	Nom et Signature de l'expéditeur	
	Prénoms : Surnames		
	Adresse : Address		
	Code Postal : Postal Code		
	Tél. : Tel. :		
Réf.		Code secret	
Message éventuel gratuit (majuscules) / Free messages, if any (in capital letters)			
N.B. : EXIGEZ VOTRE RECEPISSE - MERCI / ASK FOR YOUR RECEIPT - THANK YOU			

Imp. Montparmasse Tél/Fax : 22 22 01 65 Y06



EXPRESS UNION
LE N°1 DE L'ENVOI RAPIDE D'ARGENT
THE N°1 MONEY TRANSFER COMPANY

ENVOI / SENDING FORM

Nom(s) de l'Expéditeur (à communiquer au bénéficiaire): _____
Sender's name(s) (to be given to the recipient)

Téléphone (Telephone): _____

Montant à transférer en chiffres (hormis les frais): _____
Amount to be transferred in figures (exclusive of charges)

Nom(s) du bénéficiaire (Comme sur sa CNI, Passeport): _____
Recipient's name(s) (as written on his / her NIC, Passport)

Téléphone (Telephone): _____

Ville destinataire (Destination town): _____

Voulez-vous que votre argent soit payé dans toutes les agences de la ville? Oui Non
Would you want your recipient to collect his money in any branch of the town? Yes No

Sinon, précisez l'agence (if no specify the branch): _____

Le bénéficiaire aura-t-il un CNI, un Passeport, en cours de validité? Oui Non
(Does the recipient have a valid NIC or Passport? Yes No

Sinon avec quelle autre pièce valide touchera-t-il? (à préciser) _____
(if no which other valid document he/she is going to use)

Avez-vous écrit tous ses noms exactement comme sur la pièce d'identification? Oui Non
(Have you written all his/her names as spelt on the identification document? Yes No

Sinon précisez un mot de passe que vous lui communiquerez _____
(if no add a password you will send to him / her)

N.B.: Voulez-vous que votre bénéficiaire soit informé gratuitement par SMS? Oui Non
(Would you want the recipient to be informed free of charges by SMS? Yes No

En Français En Anglais
In French In English

Message à adresser gratuitement au bénéficiaire (30 caractères espaces inclus) _____
Would you have any message to deliver free of charges to your recipient? (30 letters at most spaces included)

A _____, le _____
At _____ on _____

Merci de votre fidélité _____
Thank you for your loyalty _____ Signature



EXPRESS UNION
LE N°1 DE L'ENVOI RAPIDE D'ARGENT
THE N°1 MONEY TRANSFER COMPANY

RETRAIT / WITHDRAWAL FORM

Bénéficiaire (Recipient) _____

Tél / Adresse : (Tel / Address) _____

Expéditeur (Sender) _____

Adresse / Tél : _____
(Address / Tel.)

Ville de provenance : _____ Agence _____
(Sending Town) (Branch)

Montant : (Amount) _____

Mot de passe : _____
(password)

N° Bordereau d'Envoi : _____
(Remittance Slip N°)

Date d'Expédition : _____
(Sending date)

Date du jour : _____
(Today's date)

Merci de votre fidélité _____
Thank you for your loyalty _____ Signature

Tableau 1: Évolution du montant des transferts de 2000 à 2008 (en millions de USD)

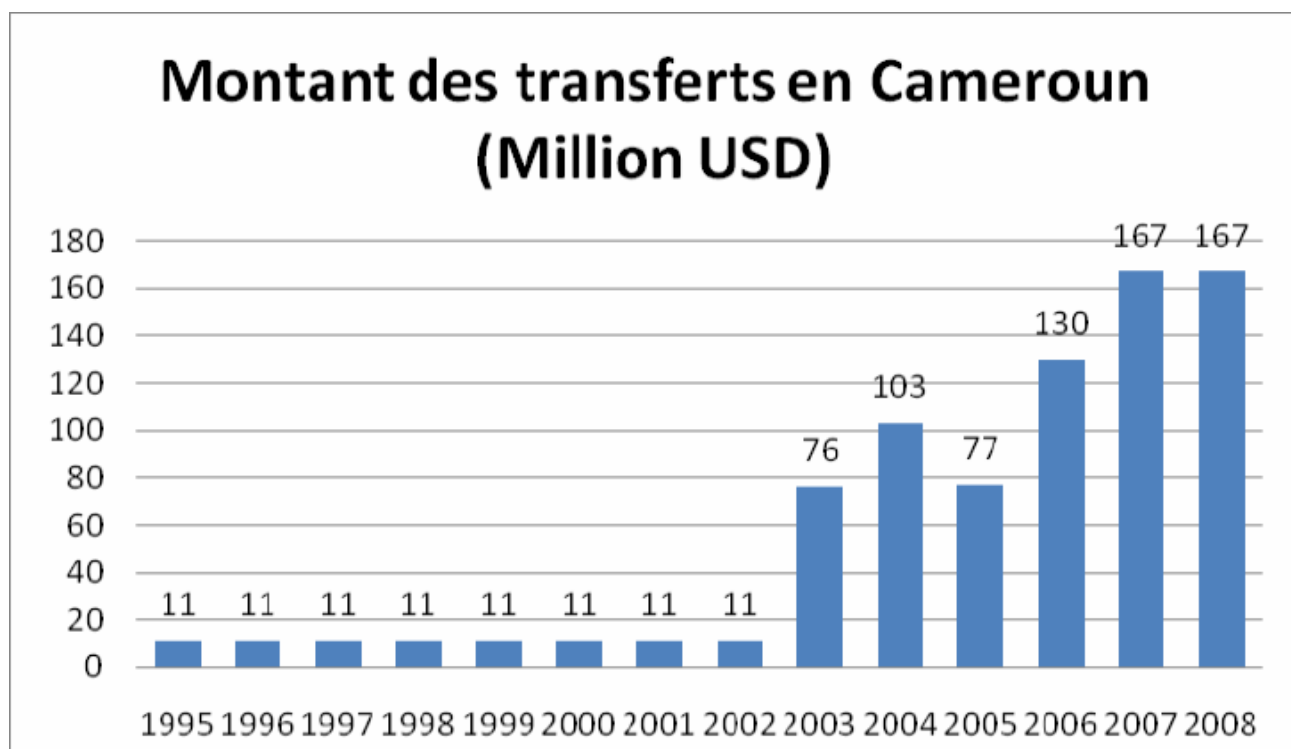


Tableau 2 : Transferts de fonds des Camerounais vivant à l'étranger, 2000-2007 (en millions dollars E.U.)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Envois de fonds de travailleurs	12	7	14	61	98	-	-	-	-
Rémunérations salaires	10	10	15	15	5	-	-	-	-
Transferts migrants	18	3	6			-	-	-	-
Total	40	20	35	76	103	77	130	167	167

Source: Banque Mondiale, 2008.

Note : Ce tableau rend compte uniquement des envois de fonds enregistrés par les canaux officiels. Le volume réel de transfert si l'on tient compte des envois non officiels est certainement plus élevé.

**Tableau 3 : Tarifs des transferts de fonds effectués par Western Union.
Cameroun à partir de 490 FCFA, tarif des envois(TTC)**

Montants	Anciens tarifs	Nouveaux tarifs
1-10.000	1193	490
10.001-15.000	1.193	750
15.001-20.000	1.193	900
20.001-25.000	1.798	1.200
25001-40.000	1.798	1.500
40.001-50.000	2.385	1.900
50.001-60.000	2.981	2.400
60.001-80.000	3.578	2.700
80.001-100.000	4.174	3.200
100.001-200.000	4.770	3.900
200.001-300.000	5.366	5.000
300.001-400.000	7.155	6.500
400.001-500.000	7.155	7.000
500.001-700.000	8.944	8.900
700.001-900.000	10.136	10.000
900.001-1.050.000	14.906	11.000
1.050.001-1.200.000	15.980	14.700
1.200.001-1.500.000	19.080	17.000
1.500.001-1.800.000	20.869	18.000
1.800.001-2.000.000	27.428	22.000
2.000.001-2.500.000	33.390	32.000
2.500.001-3.000.000	39.353	35.000

Source : Prospectus Western Union 2012.

Tableau 4 : fiche tarifaire Orange money**Frais d'envoi**

de	à	Frais TTC
100 FCFA	25.000 FCFA	100 FCFA
25.005	100.000 FCFA	200 FCFA

Source : Prospectus Orange Money 2012.

Frais de retrait

de	a	Frais TTC
100 FCFA	2.000 FCFA	100 FCFA
2005 FCFA	5.000 FCFA	100 FCFA
5005 FCFA	7.500 FCFA	100 FCFA
7505 FCFA	10.000 FCFA	100 FCFA
10.005 FCFA	15.000 FCFA	400 FCFA
15.005 FCFA	25.000 FCFA	500 FCFA
25.005	35.000 FCFA	800 FCFA
35.005	50.000 FCFA	1.200 FCFA
50.005	75.000 FCFA	1.800 FCFA
75.005	100.000 FCFA	2.500 FCFA

Source : Prospectus Orange Money 2012.